Montréal jeudi 8 mars 2007 Le plus grand quotidien français d'Amérique 123e année N° 135 70 pages, 5 cahiers **70 ¢** taxes en sus – Édition provinciale **80 ¢** Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca

LA PRESSE



8 MARS /// NOS DOSSIERS EXCLUSIFS SUR LA JOURNÉE DE LA FEMME

LA PLANÈTE AU FÉMININ

/// **DES BOULOTS DE GARS** CAHIER ACTUEL
/// **L'ANNÉE EN BREF** PAGES **A2 ET A3**
/// **LE MONDE EN CHIFFRES** PAGE **A20**

Mélanie Dendievel, préposée à l'escale aux deux aéroports de Montréal.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©



SUZANNE BENOÎT HÉLÈNE SÉGUINOTTE JOSÉE PÉLOQUIN SUE DABROWSKI

AÉRONAUTIQUE

QUATRE FEMMES AUX COMMANDES

LA PRESSE AFFAIRES PAGES **2** ET **3**

UN CANDIDAT DU PQ NIE LE GÉNOCIDE RWANDAIS

Robin Philpot ne croit pas que 800 000 Tutsis ont été tués en 1994

ANDRÉ NOËL

Le Parti québécois présente un candidat, Robin Philpot, qui nie le génocide des Tutsis au Rwanda, dénonce une association rwandaise de Montréal. « On imagine mal que le PQ, ou tout autre parti, pourrait avoir dans ses rangs un candidat qui nierait l'Holocauste contre les Juifs. Comment peut-il tolérer un candidat qui nie que les Tutsis ont été victimes d'un génocide perpétré spécifiquement contre eux ? » demande Callixte Kabayiza, président de l'Association des parents et amis des victimes du génocide au Rwanda.

M. Philpot, candidat du PQ dans Saint-Henri–Sainte-Anne (sud-ouest de Montréal), est connu pour avoir écrit un livre, avec Normand Lester, sur Option Canada (voir autre texte).

Mais auparavant, il a publié un livre en 2003 intitulé *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali* (la capitale du Rwanda). Il y dénonce la version officielle de l'Histoire, à savoir que 800 000 Tutsis ont été victimes d'un génocide en 1994, perpétré par des milices provenant de la majorité hutue.

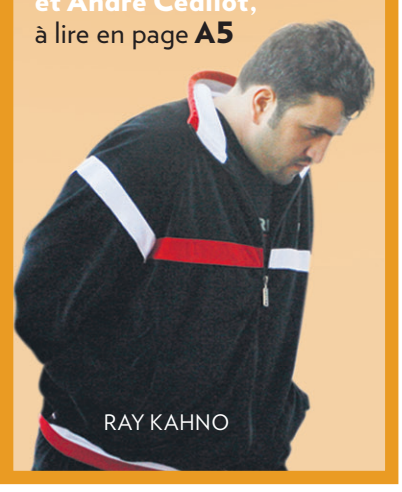
›Voir PQ en page A8

OPÉRATION COLISÉE

Quand trois millions disparaissent

Une perquisition dans une maison vide de Laval. Trois millions en argent comptant confisqués par la GRC. Et un présumé trafiquant détroussé par la police qui soupçonne à tort son beau-frère. L'enquête ayant mené à la rafle dans la mafia montréalaise en novembre est truffée d'épisodes dignes d'un feuilleton télévisé.

Un récit d'André Noël et André Cédilot, à lire en page **A5**



RAY KAHNO

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Charest devrait savoir qu'il n'y a que Claude Gingras qui peut parler de partition sans faire de gaffe.

Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

L-V 6 21924 98765 1

ÉLECTIONS 2007 **PAGES A6 À A13**

LA PISTE GLISSANTE DE LA PARTITION



Jean Charest, hier, au sommet du Massif.

PHOTO JACQUES BOISSINNOT, PC

BOURDE ET COUP DE POUCE
COMPTE RENDU DE NOS JOURNALISTES

Le coup de 1997
LA CHRONIQUE DE **VINCENT MARISSAL**

La leçon oubliée
L'ANALYSE DE **DENIS LESSARD**

Quel spectre ?
L'ÉDITORIAL **D'ANDRÉ PRATTE**
PAGE **A24**

SUR LA ROUTE
Patrick Lagacé et Ivanoh Demers parcourent les routes du Québec à la rencontre des électeurs. Voyez leur premier reportage multimédia sur
www.cyberpresse.ca/route





Kaizen
SUSHI BAR & RESTAURANT

le seul et unique *Week-end le brunch* samedi et dimanche

JAZZ LIVE

Le Meilleur Sushi en Ville

4075 St-Catherine O. | (514) 70-SUSHI | www.70sushi.com

Réservations toujours recommandées.
Réservez en ligne. Commandez en ligne.

3451369A

3451370

8 MARS JOURNÉE DE LA FEMME

D'UN 8 MARS À L'AUTRE

Pendant que certaines femmes attendent toujours le droit de vote, Ségolène Royal, en France, et Hillary Clinton, aux États-Unis, mènent une campagne tambour battant dans l'espoir de devenir présidente de leur pays. Au Québec, les derniers mois auront été ceux des grandes surprises et des questions que l'on n'a jamais vu venir. Une policière doit-elle se retirer quand un citoyen, alléguant des raisons religieuses, dit ne pouvoir s'adresser qu'à un homme? Ah bon? La Société d'assurance automobile demande parfois à ses évaluatrices de céder le pas à un collègue masculin quand un demandeur de permis de conduite ne veut pas d'une examinatrice? Petit tour d'horizon des événements, petits et gros, qui ont marqué l'année des femmes, depuis le 8 mars 2006.

TEXTES : LOUISE LEDUC

ON A AUJOURD'HUI UNE PETITE PENSÉE POUR...

SAFIA HAMA JAN



Responsable des Affaires féminines de la province de Kandahar, en Afghanistan. Abattue le 25 septembre 2006 par deux hommes à moto alors qu'elle quittait son domicile.

ANNA POLITKOVSKAÏA



Journaliste et militante des droits humains, la Russe Anna Politkovskaïa a été assassinée le 7 octobre 2006, vraisemblablement en raison de ses reportages sur les abus du régime tchétchène.

INGRID BÉTANCOURT ET CLAIRE ROJAS

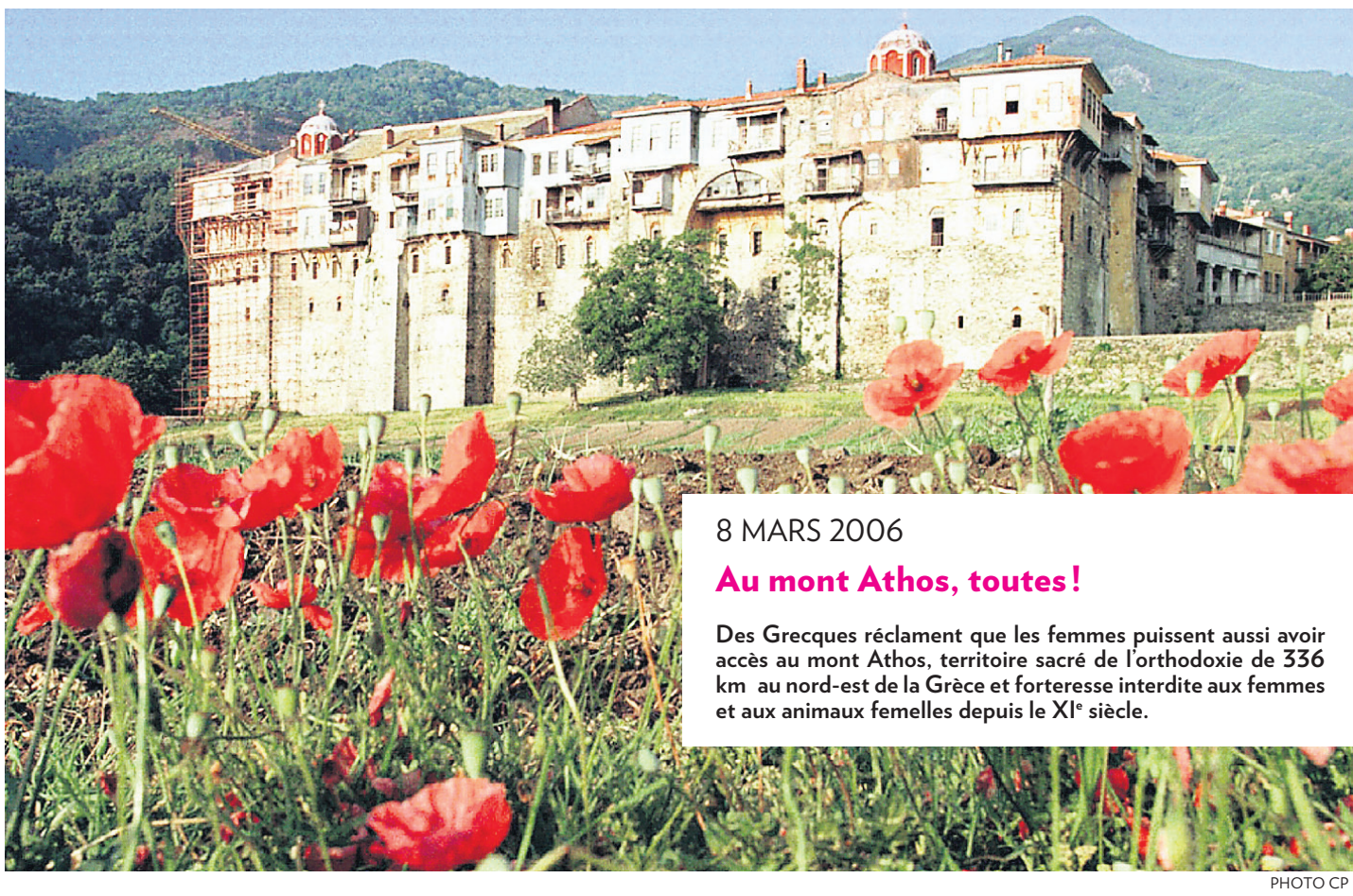


L'ex-candidate des verts à la présidentielle colombienne et sa directrice de campagne électorale ont été kidnappées le 23 février 2002 par la guerilla marxiste. Elles sont toujours captives.

BETTY FRIEDAN



Pionnière du mouvement féministe et farouche militante dans la lutte contre la discrimination raciale, elle s'est éteinte le 4 février 2007.



8 MARS 2006

Au mont Athos, toutes!

Des Grecques réclament que les femmes puissent aussi avoir accès au mont Athos, territoire sacré de l'orthodoxie de 336 km au nord-est de la Grèce et forteresse interdite aux femmes et aux animaux femelles depuis le XIe siècle.

PHOTO CP



14 MARS 2006

Légende urbaine confirmée?

Un sondage sur les attitudes des automobilistes britanniques révèle que les hommes attendent en moyenne 20 minutes avant de demander leur chemin quand ils sont perdus, alors que les femmes le font après 10 minutes.

PHOTO IVANOH DEMERS *LA PRESSE*©

4 AVRIL 2006

Les Koweïtiennes aux urnes

Les Koweïtiennes ont pu voter pour la première fois, lors d'une élection municipale partielle.

5 AVRIL 2006

C'est vraiment bête....

«Un âne est comme une femme au foyer. En fait, l'âne est un peu meilleur car, tandis que la femme au foyer peut parfois se plaindre et partir dans la maison de ses parents, vous ne trouverez jamais un âne qui soit infidèle à son maître», était-il écrit dans un manuel scolaire utilisé dans l'État indien du Rajasthan. Ce manuel, approuvé par le parti hindou du Bharatiya Janata, a provoqué la fureur de ses membres féminins.

6 AVRIL 2006

Elles sont prêtes

D'ici cinq ans, les conseils d'administration des 24 sociétés d'État devront obligatoirement compter 50 % de femmes, annonce le gouvernement Charest.



On croise les doigts pour...

Sheila Watt-Cloutier, cette Inuite née à Kuujjuaq, en lice pour le prix Nobel de la paix. Tout au long de sa carrière, elle a milité pour les droits de ses concitoyens.

PHOTO REUTERS



31 MARS 2006

Et que ça sorte?

Encore en 1992, il fallait généralement 40 semaines aux Américaines pour donner naissance à un bébé. Exactement ce que disent les livres, quoi. Une étude statistique publiée dans la revue spécialisée *Séminaires en périnatalogie* révèle maintenant que la durée de gestation de la majorité des Américaines n'est désormais plus que de 39 semaines. Les naissances par césarienne seraient notamment en cause.

PHOTO FRANÇOIS ROY *LA PRESSE*©

20 JUIN 2006

Équité salariale: c'est réglé!

Un peu plus de 325 000 travailleuses de la santé et de l'éducation obtiendront 737 millions d'ici 2008 à titre de règlement sur l'équité salariale.

Monique Jérôme-Forget

PHOTO CP



8 MARS JOURNÉE DE LA FEMME



PHOTO : WWW.AFRIKLIVE.COM

13 JUILLET 2006

Haro sur le repassage des seins...

La pratique qui consiste à masser les seins des jeunes filles avec des objets chauffés ou non dans l'intention de les faire disparaître fait l'objet d'une campagne de santé publique au Cameroun, où la chose est toujours très répandue. Un quart des adolescentes camerounaises seraient victimes de cette coutume.

27 JUILLET 2006

Le gavage sur son déclin

Un reportage paru dans le *Christian Science Monitor* nous apprend que la pratique du gavage chez les femmes est en fort déclin en Mauritanie, après de multiples campagnes de sensibilisation. En Mauritanie, la minceur est synonyme de pauvreté et la richesse d'un homme s'est longtemps mesurée à l'embonpoint de ses épouses et de ses filles. Mais rien n'est encore gagné : si elles ne se gavent plus, les filles prendraient maintenant à la place des pilules ... grossissantes.



18 SEPTEMBRE 2006

La peau et les os

En raison de leur trop grande maigreur, cinq mannequins n'ont pas été autorisés à défiler lors de la Semaine de la mode à Madrid. Cette exclusion relance le débat de l'anorexie sur les passerelles.

PHOTO AFP

2 NOVEMBRE 2006

De la viande, disait-il

Dans le prêche prononcé à l'occasion du ramadan, le grand mufti d'Australie a comparé les femmes qui ne se couvrent pas d'un voile à «de la viande sans emballage abandonnée dans la rue». Ses propos ont provoqué la consternation en Australie.

7 NOVEMBRE 2006

Cachez ce genou...

Le YMCA du Parc a fait givrer ses fenêtres à la suite d'une demande des hassidim du coin qui n'appréciaient pas que leurs enfants voient des femmes s'entraîner en tenue légère (les hassidim représentent 12 % de la communauté juive de Montréal).

29 NOVEMBRE 2006

Plutôt mourir

En huit mois, dans la province de Kandahar, une centaine de femmes ont tenté de se suicider par immolation ou en prenant du poison à rats. « Et la réalité est peut-être bien plus dramatique puisque les cas survenus dans des régions plus isolées ne peuvent être comptabilisés », a déclaré Najeeba Hashimi, directrice du bureau de Kandahar de la Commission afghane indépendante des droits humains.

30 NOVEMBRE 2006

Nouvelle loi au Pakistan

En vertu d'une nouvelle loi, les Pakistanaises n'ont plus à trouver quatre témoins oculaires avant de pouvoir porter plainte pour viol. Jusqu'ici, si elles ne trouvaient pas ces quatre témoins, leur témoignage était considéré comme un aveu de rapports sexuels hors mariage et était passible de sanctions pénales.



PHOTO ARCHIVES *LA PRESSE*©



4 JANVIER 2007

Madame la présidente

Nancy Pelosi devient la première présidente de la Chambre des représentants de l'histoire des États-Unis.

PHOTO BLOOMBERG

24 JANVIER 2007

Rosa Parks à Jérusalem

Cinq femmes, dont Naomi Ragen, écrivaine d'origine américaine, ont déposé un recours devant la Cour suprême israélienne afin de mettre fin à la discrimination dans les autobus de certains quartiers de Jérusalem. Suivant une demande de juifs ultra orthodoxes, la consigne dans les transports publics de Jérusalem oblige depuis cinq ans les femmes à prendre place à l'arrière des autobus, pour laisser l'avant aux hommes, limitant ainsi la proximité entre les deux sexes.

27 JANVIER 2007

Héroux quoi ?

Hérouxville adopte un code de conduite qui interdit la lapidation et l'excision dans ce petit village de 1300 âmes. Il n'en fallait pas plus pour que Hérouxille soit mise sur la carte du monde et que CNN en fasse ses choux gras.

1er FÉVRIER 2007

La banquette arrière

On apprend que la Société de l'assurance automobile du Québec consent à la demande de certains hassidim, qui exigent parfois d'être évalués par un examinateur masculin plutôt que féminin quand il s'agit de passer les examens de conduite.

1er FÉVRIER 2007

Pardonne-moi, mon amour

L'ancien chef de gouvernement italien Silvio Berlusconi s'excuse publiquement auprès de sa femme Veronica après avoir proposé, sur le ton de la plaisanterie galante, le mariage à une autre femme, une députée de 31 ans. Silvio n'avait pas trop le choix: quelques jours plus tôt, Mme Berlusconi avait réclamé de telles excuses très publiques dans une lettre au journal La *Repubblica*, qui l'avait publiée en une.

2 FÉVRIER 2007

Chute de la violence

Selon des projections de l'Institut de la statistique du Québec, la violence conjugale aurait chuté de 41 % entre 1993 et 2004 au Québec.



PHOTO GLOBAL

7 FÉVRIER 2007

Il en voulait 50

Un policier qui se faisait passer pour un détenu auprès de Robert Pickton a témoigné hier que l'accusé lui avait dit vouloir commettre un meurtre de plus, pour atteindre l'objectif symbolique de 50. Le procès du présumé tueur est en cours, à Vancouver.

21 FÉVRIER 2007

Une île pour elle

L'Iran a consenti à convertir l'île d'Arezou, située dans un lac au nord-ouest du pays, en une zone exclusivement réservée aux femmes. L'idée est de permettre aux femmes de se dévoiler pour profiter du soleil sans gêne.

2 MARS 2007

Jalons

Guylène Beaugé devient la première femme noire nommée juge à la Cour supérieure du Québec.

Sources: *La Presse*, Agence France-Presse, *Le Monde*, *Christian Science Monitor*, Associated Press, *Courrier International*



La plus importante annonce de Bell depuis l'annonce de... Euh... du téléphone.

Profitez dès maintenant d'appels illimités à n'importe qui ayant n'importe quel téléphone de Bell.[1]

Avec les nouveaux forfaits de Bell Mobilité, tous vos appels locaux entre n'importe quel numéro de Bell, qu'il soit mobile, résidentiel ou d'affaires, sont gratuits. Et comme presque tout le monde a au moins une ligne de Bell, c'est un peu comme pouvoir faire des appels illimités à tout le monde. Obtenez les Appels Bell à Bell pour aussi peu que 10 $ par mois. Il n'y a jamais eu de meilleur temps pour être avec Bell.

Faites vite. L'offre prend fin le 31 mars 2007.

3466909A

Visitez un magasin Bell 1 888 4MOBILE bell.ca

Bell

L'offre prend fin le 31 mars 2007. Offert avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau numérique principal et (ou) du réseau mobile haute vitesse de Bell Mobilité, là où la technologie le permet. Chaque forfait (minutes ou volume) est facturé sur une base mensuelle et les minutes pour toute utilisation (données ou voix) sont locales dans les zones de couverture de Bell Mobilité; sinon, des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris des taxes étrangères) peuvent s'appliquer. D'autres frais, tels que, sur une base mensuelle, 9-1-1 (75 ¢), accès au réseau qui ne sont pas des frais du gouvernement (8,95 $/mois) et frais uniques d'activation (35 $) s'appliquent. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) S'applique au temps d'antenne durant les appels entre les téléphones mobiles, résidentiels et (ou) d'affaires de Bell. Offert pour les appels en Ontario et au Québec pour les téléphones résidentiels et d'affaires et pour les appels en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario et au Québec pour les téléphones mobiles. Réservé avec un contrat d'une durée min. de 1 an avec un forfait Appels Bell à Bell ou en ajoutant un extra Appels Bell à Bell à certains forfaits de 20 $ à 35 $/mois. Des frais uniques d'activation de 35 $ s'appliquent pour les clients actuels de Bell Mobilité.

Récit d'une perquisition

La GRC a saisi 3 millions chez les parents d'un présumé trafiquant de drogue

Dans des documents déposés à la Cour, la GRC donne une multitude de détails sur sa longue enquête qui a mené à l'arrestation d'une centaine de membres et de collaborateurs de la mafia, en novembre. Plusieurs d'entre eux accompagnent les demandes d'« ordonnances de blocage ». En clair, la GRC veut empêcher les inculpés ou leurs proches de vendre leurs biens, en attendant un ordre de saisie. Dans ces dossiers, la Cour vient de rendre publics les documents concernant les biens de Ray Kahno, accusé d'importation de drogue et de gangstérisme. Voici le récit d'une perquisition.

ANDRÉ CÉDILOT
ET ANDRÉ NOËL

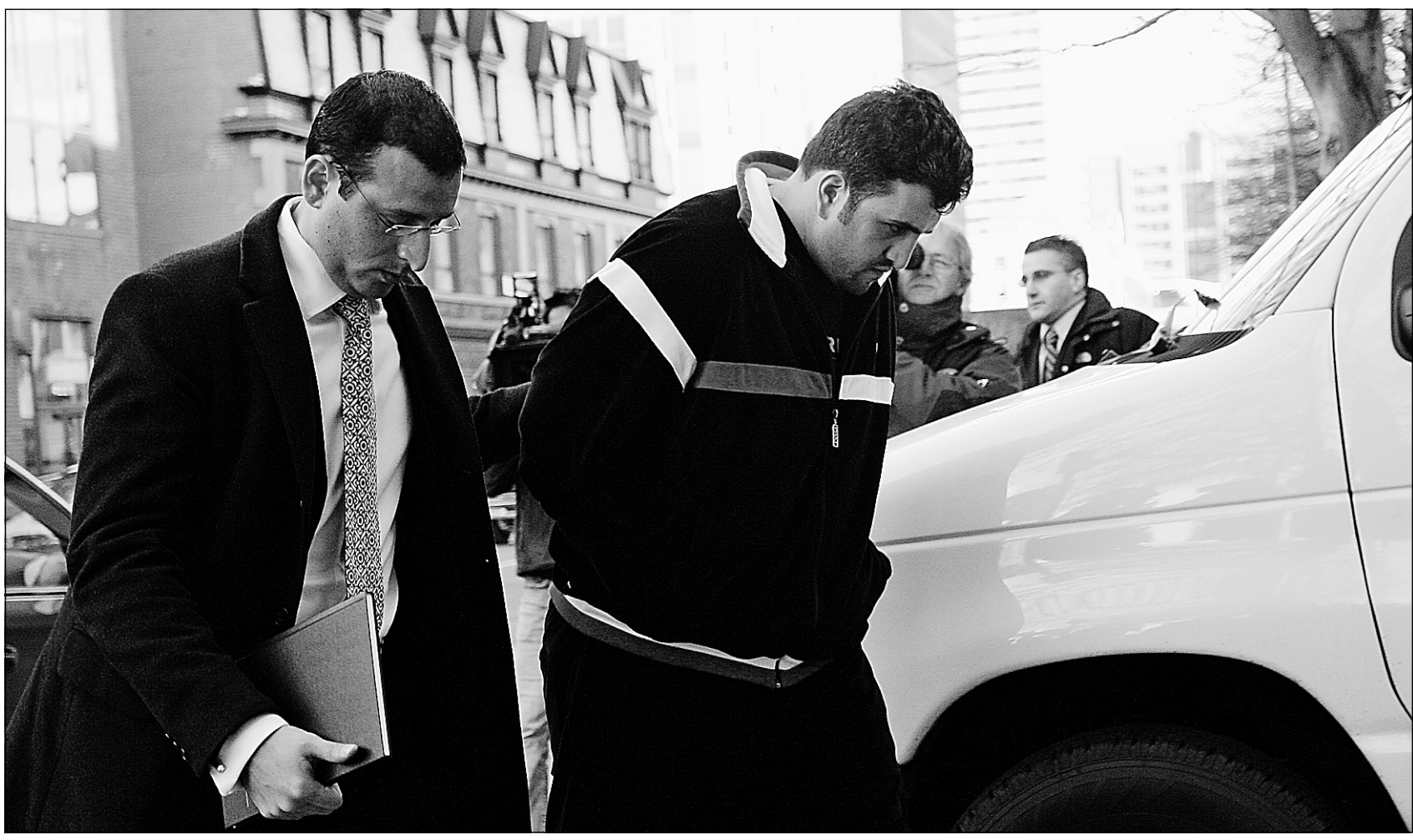


PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Le présumé trafiquant de drogues Ray Kahno est escorté vers le quartier général de la GRC. Plus de 700 policiers ont participé à l'opération antimafia Colisée.

Des policiers ont saisi 28 794 billets de 100 $ chez les parents d'un trafiquant de drogue et ont abîmé la porte arrière de la maison pour faire croire à un cambriolage, selon des documents judiciaires récemment rendus publics. C'est là l'un des éléments de l'opération antimafia Colisée.

Dans la nuit du 15 septembre 2006, des enquêteurs et des spécialistes de la GRC se rendent chez les parents de Ray Kahno, boulevard Pie-IX, à Laval. Ils savent que la famille est à Las Vegas et que la maison est vide. Voilà deux ans que le narcotrafiquant libano-canadien, âgé de 30 ans, est sur écoute. Les policiers sont au courant de toutes ses allées et venues. Ils s'apprêtent à faire une « entrée par effraction » tout à fait légale, ayant obtenu la permission spéciale d'un juge.

Les limiers fédéraux ouvrent la porte avec des outils, neutralisent le système d'alarme, descendent dans le sous-sol et regardent sous l'escalier. Un sac de sport et un caisson en métal utilisé pour le transport de la nourriture, et volé à Air Canada, sont dissimulés sous une toile de plastique. Ils contiennent des liasses et des liasses de billets 100 $, pour presque 2,9 millions. Les policiers savaient que Kahno cachait beaucoup d'argent chez ses parents, mais pas tant que ça. Ils saisissent tout le magot.

Ils rebranchent le système d'alarme, qui se met à retentir à la compagnie Alarme Sentinelle. Puis ils endommagent volontairement la porte arrière et s'en vont. Alarme Sentinelle appelle Kahno. Il est 4 h 41. Dix minutes plus tard, Kahno, qui habite tout près, arrive à la résidence de ses parents.

La panique

Il constate la disparition de l'argent et se met à paniquer. Il téléphone à sa femme, qui se trouve à Las Vegas avec la famille. « Il y a eu un vol chez mes parents et l'argent n'est plus là. On a pris les 2 millions, je suis ruiné ! » s'exclame-t-il. Toujours au petit matin, il appelle son associé dans le narcotrafic, Giuseppe Torre. Les policiers enregistrent toutes les conversations.

Endormi, Torre se montre abasourdi. Kahno lui apprend que personne ne se trouvait dans la maison, son père, sa mère et sa sœur étant à Las Vegas avec sa femme et sa fillette de 4 mois. Torre n'en revient pas que la maison ait été laissée sans surveillance, avec un si gros butin à l'intérieur. « Don't tell me this, man », lui dit-il, furieux. Les policiers apprendront plus tard qu'une partie des 2,9 millions appartenait à Torre et à un autre complice, Francesco Del Balso.

Kahno pense que c'est son beau-frère Alfred qui a fait le coup. Il informe Torre de ses soupçons. Puis il exhorte sa sœur à parler à son mari au plus vite. « Ils savaient ce qu'ils cherchaient, ils cherchaient de l'argent, lui dit-il, en parlant des cambrioleurs. Cela veut dire que c'est quelqu'un qui savait qu'il y avait de l'argent ici. Ils sont allés en bas et ils ont tout fouillé. Ils ont tout pris l'argent, mais ils n'ont pas touché à l'or ni à la Rolex dans la chambre de maman. »

« Est-ce qu'Alfred a le numéro du système d'alarme? » demande-t-il. Il ordonne à sa femme de s'enquérir de l'endroit où Alfred avait passé la nuit. Entre-temps, Torre arrive sur les lieux. Kahno lui lance rageusement en anglais : « Je vais lui tordre le coup. Je vais tuer celui qui a fait ça ! » Le téléphone n'arrête pas de sonner. La mère de Kahno en vient à croire que ce sont peut-être « les amis noirs et les amis italiens » de son fils qui ont vidé la cache. « Aucun n'est au courant qu'il y avait du cash en bas », rétorque Kahno.

La chasse au beau-frère

Il s'empare d'un pistolet et part à la chasse de son beau-frère Alfred dans les rues de Montréal. Pendant ce temps, la femme de Kahno appelle Giuseppe Torre pour lui demander de mettre à l'abri « un gros montant d'argent » caché dans la salle de bains de sa maison, avenue de L'Empereur, à Laval.

Au bord de la panique, elle annonce qu'elle rentrera à Montréal par le premier avion dès le lendemain, avec toute sa famille. Elle songe déjà à vendre sa résidence et celle de ses beaux-parents afin de se renflouer. « Ça vaut au moins 2 millions, et on ira vivre dans le triplex », dit-elle à Torre.

Le drame en vue

C'est au tour de la GRC d'avoir peur : les enquêteurs craignent que cette histoire ne tourne au drame, que Kahno assassine son beau-frère. Ils demandent l'aide de la police de Montréal. À 8 h 45, des agents patrouilleurs interpellent Kahno à l'intersection des rues Dorchester et Greene, à Westmount.

Il est en compagnie de Woodley Zéphir, 30 ans, proche de gangs de rue. En fouillant le véhicule, les policiers trouvent un pistolet chargé. Une fois Kahno au poste de police, des agents fédéraux l'informent : « C'est la GRC qui a ton argent. » N'en croyant pas ses oreilles, Kahno regarde la carte professionnelle qu'un policier lui a tendue et s'exclame avec stupéfaction : « La GRC? » Il est relâché peu après. Mais la police a gardé l'argent, comme pièce à conviction.

La GRC a des raisons de croire qu'une partie de l'argent trouvé chez les Kahno appartenait à Giuseppe Torre et Francesco Del Balso. Des expertises ont démontré que plusieurs billets de 100 $ avaient transité par un coffret de sûreté au nom de la femme de Del Balso, dans une succursale de la banque Toronto-Dominion, à Laval. Lors d'une fouille secrète dans cette succursale, le 15 mars 2005, les enquêteurs avaient découvert 179 840 $. Certains billets identifiés dans le coffret de sûreté de la banque se retrouvaient dans la cache de Kahno en ce 15 septembre 2006.

MULTIPLES ACCUSATIONS

Ray Kahno, 30 ans, est l'objet d'une multitude d'accusations, allant de l'importation de drogue au gangstérisme. Il a plaidé non coupable ; depuis le début de la semaine, il suit son enquête pour sa mise en liberté provisoire. Le récit présenté ici s'appuie sur un document de la GRC et ne contient pas la version des faits de l'accusé.

Trois immeubles gelés

À la suite de l'opération antimafia du 22 novembre, la GRC a obtenu le gel de trois immeubles que Ray Kahno aurait acquis avec de l'argent sale. L'ordre du tribunal touche notamment la maison de ses parents, où les policiers ont trouvé quelque 2,9 millions.

Même si les titres de propriété du 3361, Pie-IX, à Laval, sont au nom de ses parents, l'enquête démontrerait « que Ray Kahno est le seul et unique propriétaire», indiquent les documents judiciaires qui accompagnent les ordonnances de blocage signées par la juge Hélène Morin, de la Cour du Québec. L'acte de vente indique que la maison a été acquise le 6 juillet 2004 de la compagnie « Les Constructions Mundi », de Laval. Sur papier, la maison a été payée 193 335 $, soit deux fois moins cher que son prix de vente réel. Dans des conversations captées par la police, Kahno et ses parents disent que « la maison a coûté dans les 400 000 $ ».

C'est du même entrepreneur que le narcotrafiquant de 30 ans a acheté sa luxueuse résidence du 3849, avenue de l'Empereur, à Laval. Encore là, le prix de vente de 575 125 $ serait de beaucoup inférieur à sa valeur. Lors d'un entretien avec son ami Giuseppe Torre, associé avec lui dans le trafic de drogue, Kahno soutient y « avoir investi plus de 800 000 $ ». Un assureur privé l'a évaluée à un million. Sentant la soupe chaude, Kahno a décidé de vendre sa maison à un... oncle qui n'y aurait pas versé un seul sou.

L'ordre de blocage vise également le triplex du 9360-9362 et 9364, rue Gabrielle, à Montréal. Évalué à 188 000 $, il a été acheté le 11 juillet 2005 par Kahno et sa femme, Sonia Polifroni. D'ici à ce que le tribunal dispose du dossier, les occupants continuent d'y habiter. Il en va de même pour la femme de Kahno, ainsi que ses parents. Quant à Kahno, détenu depuis le 22 novembre, il demande à être libéré sur cautionnement. Le juge André Perreault préside l'enquête. Une séance est prévue pour le 5 avril.

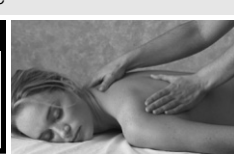
André Cédilot et André Noël

Vieux-Québec en forfait

Forfait ski
• 1 nuit à l'hôtel pour 2 personnes
• 2 billets de ski pour une journée à l'une des 3 stations
• Accès à la piscine intérieure, sauna et centre de conditionnement physique

À partir de 175$ PAR NUIT / MINIMUM 2 NUITS POUR 2 PERSONNES, TAXES EN SUS

À partir de 199$ POUR 1 NUIT, POUR 2 PERSONNES, TAXES EN SUS





Renseignez-vous sur nos autres forfaits

Découvrez le Spa du Manoir!

Tous nos forfaits sont disponibles en certificats-cadeaux

HÔTEL MANOIR VICTORIA

44, côte du Palais, Vieux-Québec (Québec) G1R 4H8 • www.manoir-victoria.com • 1 800 463.6283

3450436A

3450460

LE 31



LE BOXEUR LISÉRÉ TECHNO 19.99

Vente semi-annuelle Calvin Klein

Maintenant à prix exceptionnel, le boxeur court, en fin tricot microfibre polyester et lycra qui garde au frais et au sec. Blanc ou noir, coutures ergonomiques en contraste. P.m.g.tg. Rég. 32.00 Profitez également d'un **rabais de 25%** sur tous les sous-vêtements masculins et chaussettes signés **Calvin Klein.**

simons

www.simons.ca POUR EN VOIR ENCORE PLUS!

• **QUÉBEC** PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUEBEC • **MONTRÉAL** CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL • **SHERBROOKE** CARREFOUR DE L'ESTRIE

34681178A

ÉLECTIONS 2007



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Jean Charest, entouré de ses candidats Michel Després (à gauche), et Francois Désy (à droite), a tenu un point de presse par un froid sibérien, hier au sommet du Massif de la Petite-Rivière-Saint-François.

PARTITION DU QUÉBEC

Charest donne un élan aux souverainistes, selon Boisclair

TOMMY CHOUINARD
HUGO DE GRANDPRÉ
ET MALORIE BEAUCHEMIN

En agitant le spectre de la partition du Québec en cas de référendum gagnant, le premier ministre Jean Charest pratique un « fédéralisme de chantage » qui servira l'option souverainiste, estime André Boisclair.

« Ça va juste donner encore plus de souffle aux souverainistes. Les Québécois vont être bien pressés et auront le goût de voter pour la souveraineté, et rapidement », a lancé le chef du Parti québécois, hier à Trois-Rivières.

De son côté, le chef adéquiste Mario Dumont juge que Jean Charest « n'est pas à la hauteur d'être le premier ministre du Québec » s'il est incapable de défendre l'intégrité du territoire québécois. Le premier ministre était en mode gestion de crise, hier, au lendemain d'un lapsus sur la partition.

S'il a réitéré que le territoire du Québec est « indivisible », il a souligné que la question de la partition serait certainement soulevée advenant un autre référendum. « C'est un constat, la question va se poser », a-t-il déclaré en avant-midi, au Massif de la Petite-Rivière-Saint-François.

Jean Charest tente de « distraire » les Québécois parce qu'il a « peur de son bilan », estime André Boisclair.

Or, Jean Charest s'est bien gardé de prendre l'engagement ferme de combattre ceux qui pourraient prendre position pour morceler le Québec. Il a aussi refusé de dire qui, à son avis, relancerait le débat.

« La meilleure façon de régler cette question-là est de faire en sorte que le 26 mars prochain, on ne se replonge pas dans ce débat-là, mais qu'on mette l'accent sur les priorités qui sont celles des Québécois, qui sont la santé et l'éducation », a martelé le leader du PLQ toute la journée, visiblement impatient d'en finir avec la controverse.

« Propos irresponsables »

André Boisclair semble trouver un nouveau souffle à la suite des déclarations controversées de son adversaire libéral. Il juge que les explications données par le premier ministre « ne suffisent pas ». Selon lui, M. Charest tient des propos « irresponsables » qui vont à l'encontre des principes défendus par les premiers ministres en fonction avant lui. « Il manque de jugement », a-t-il tranché, reprenant mot pour mot l'attaque de son adversaire libéral contre lui depuis des mois.

« Il ne peut pas laisser comme premier ministre planer d'ambiguïté. Qu'il revienne les deux pieds sur terre et qu'il ait le courage de rappeler que l'intégrité du territoire québécois ne peut d'aucune façon être remise en question », a-t-il expliqué.

D'après le chef péquiste, l'intégrité du territoire québécois est protégée en vertu du droit constitutionnel canadien. « Le territoire du Québec ne peut pas être divisé sans le consentement de l'Assemblée nationale. Si le gouvernement fédéral veut modifier la Constitution canadienne avant le référendum sur la souveraineté, qu'ils aient le courage de le dire », a-t-il lancé.

Un journaliste venait de lui faire remarquer que le premier ministre canadien Stephen Harper s'était prononcé en faveur de la partition du Québec au moment du référendum de 1995 alors qu'il était député réformiste à Ottawa. M. Harper n'a pas voulu intervenir dans le débat, hier.

« Fédéralisme de chantage »

André Boisclair croit que le camp fédéraliste vient de passer du « fédéralisme renouvelé » au « fédéralisme de chantage ». À ses yeux, Jean Charest tente de « distraire » les Québécois parce qu'il a « peur de son bilan ».

Galvanisé par la controverse dans laquelle se trouve son adversaire libéral, André Boisclair a fait un discours enflammé devant 350 militants gonflés à bloc, à Trois-Rivières. « De quoi a peur M. Charest? Pourquoi il dirait non à plus de responsabilités, lui qui se bat contre Ottawa pour aller chercher plus d'argent? Pourquoi il aurait peur de gérer dans un Québec souverain toutes nos taxes, tous nos impôts? Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout? Pourquoi se contenter d'entente qu'on va devoir renégocier dans deux, trois, quatre ans? Pourquoi ne pas aller chercher plus de pouvoir, toutes nos ressources? »

De son côté, Mario Dumont somme Jean Charest de clarifier sa position. « Si c'est le fond de sa pensée, il n'est pas apte à diriger le Québec, il devrait se retirer comme candidat potentiel au poste de premier ministre », a-t-il affirmé de passage en Beauce. Selon lui, Jean Charest est allé « dans une zone trouble où un premier ministre n'a pas le droit d'aller ». « L'intégrité du territoire québécois ne peut pas être remise en question », a-t-il ajouté. Le chef adéquiste a parlé d'une « gaffe énorme », sur un « gros enjeu », ce qui démontre à ses yeux que M. Charest rêve toujours de retourner sur la scène politique fédérale.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS **10**
Astrologie du jour	ACTUEL **12**
Bourses	AFFAIRES **12**
Décès	ACTUEL **8 à 10**
Forum	A **23 à 25**
Horaire télévision	ARTS **4**
Loteries	A **12**
Monde	A **20 à 22**
Petites annonces	ACTUEL **7** et AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES **0**

Météo

Passages nuageux, maximum **-11**, minimum **-20**. ACTUEL **11**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

LA CAMPAGNE EN DIRECT

DANS L'AUTOBUS

Les couvre-chefs ont rarement la cote auprès des politiciens. Au Québec, Gilles Duceppe l'avait appris à la dure lors d'une visite de fromagerie immortalisée par des dizaines de caricatures. Jean Charest a donc décidé de tenir un point de presse extérieur tête nue, hier matin, malgré la température frigorifique avoisinant les - 30 degrés au sommet du Massif de la Petite-Rivière-Saint-François. Sans broncher, il a répondu aux questions des journalistes pendant 30 bonnes minutes. Une source sûre nous a toutefois fait savoir que son oreille droite était sur le point de passer de l'écarlate au blanc à la fin de l'exercice.
Hugo de Grandpré

ILS ONT DIT...

« Si le gouvernement fédéral veut modifier la Constitution canadienne avant le référendum sur la souveraineté, qu'ils aient le courage de le dire. Il y a bien des gens qui vont avoir compris que ce fédéralisme qu'ils sont en train de pratiquer, c'est du fédéralisme de chantage. »
– André Boisclair

« Hier, en réponse à une question en anglais, j'ai utilisé le mot divisible alors que j'aurais dû employer le mot, euh... j'ai employé le mot indivisible alors que j'aurais dû employer le mot divisible. Ou le contraire. Enfin, j'ai corrigé (...) Ça arrive des fois qu'on dit les choses différemment qu'on aurait voulu. »
– Jean Charest

« S'il n'est pas à la hauteur de défendre l'intégrité du territoire, M. Charest n'est pas à la hauteur d'être le premier ministre du Québec. »
– Mario Dumont

LES CHEFS AUJOURD'HUI

ANDRÉ BOISCLAIR **PQ**
Québec, Montréal

JEAN CHAREST **PLQ**
Montréal, Dorval

MARIO DUMONT **ADQ**
Trois-Rivières, Bécancour, Nicolet

LE POIDS MÉDIA

LE POIDS DE LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS HIER

LES CHEFS

Jean Charest	41 %
André Boisclair	30 %
Mario Dumont	26 %
Autres	3 %

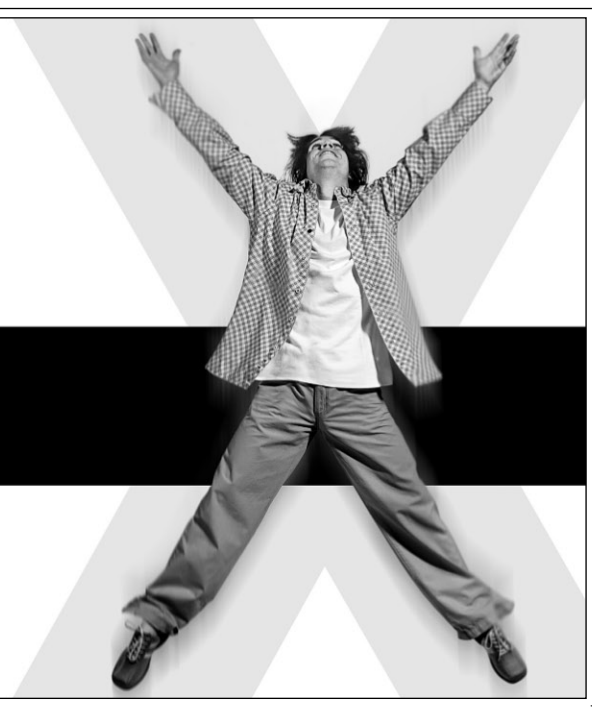
LES ENJEUX

– Partition	20 %
– Propos de Charlotte L'Écuyer (PLQ)	12 %
– Propos de Jean-François Plante (ADQ)	10 %
– Famille - Accès à la propriété	9 %

Influence communication calcule l'espace médiatique accordé aux chefs de parti dans les médias québécois. L'espace médiatique occupé par les enjeux est quant à lui mesurer sur l'ensemble des nouvelles diffusées au Québec.

Source: Influence communication www.influencecommunication.ca

26 MARS 2007
ÉLECTIONS GÉNÉRALES



ÊTES-VOUS BIEN INSCRIT SUR LA LISTE ÉLECTORALE?
VÉRIFIEZ-LE EN CONSULTANT VOTRE AVIS D'INSCRIPTION.
RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE: 5 AU 13 MARS

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)
www.electionsquebec.qc.ca

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Parce qu'un vote, ça compte

3467246A



VINCENT MARISSAL

Le coup de 1997

TROIS-RIVIÈRES — On a rarement vu un gars aussi heureux d'aller se geler pour parler de Constitution pendant 15 minutes en plein vent par -30 degrés...

C'est précisément ce qu'a fait André Boisclair, mardi soir à Sainte-Thècle : il a donné avec plaisir son deuxième point de presse de la journée pour la première fois de la campagne pour dénoncer le « lapsus » de Jean Charest, lui qui disait pourtant quelques heures plus tôt ne pas vouloir dévier de son plan de match électoral pour parler de référendum.

Du petit-lait pour le chef péquiste, qu'il a dégusté une joie non dissimulée.

Mais une heure après ce point de presse frigorifique, une fois les caméras éteintes, André Boisclair se grattait encore la tête, cherchant à comprendre la stratégie de son adversaire libéral. Qu'est-ce qui ne va pas avec Jean Charest ? Pourquoi aller sur ce terrain ? demandait André Boisclair dans une conversation à bâtons rompus dans le hall de l'Auberge des gouverneurs de Trois-Rivières.

Depuis le début de la campagne, il y a eu les chèques de pension menacés par le projet souverainiste, puis les paiements de transferts du fédéral qui cesseraient au lendemain d'une victoire du Parti québécois et maintenant, le « lapsus » sur la partition du Québec.

Une phrase incendiaire échappée dans le feu d'un point de presse, ça peut être un lapsus, mais trois en deux semaines, ça commence à ressembler à une stratégie. Surtout venant d'un chef politique expérimenté comme Jean Charest.

Il n'y a pas de hasard. Et comme toujours dans de tels cas, il faut se demander à qui profite le « crime ». La réponse est simple : Jean Charest veut d'abord aider... Jean Charest.

Le chef péquiste affirme que Jean Charest se livre à du « fédéralisme de chantage » avec ses menaces et que cela poussera les Québécois à voter pour la souveraineté du Québec. Mais nous ne sommes pas en campagne référendaire, nous sommes en campagne électorale. Dans l'immédiat, les déclarations de Jean Charest risquent de pousser bien des souverainistes tentés par l'ADQ à retourner vers le PQ, ce qui affaiblirait nécessairement une ADQ devenue trop menaçante. Diviser le vote pour gagner, c'est un vieux truc.

Comment ? En faisant à Mario Dumont le même coup que Jean Chrétien lui a fait au cours de la campagne électorale fédérale de 1997. Un coup que Jean Charest n'a jamais pardonné à Jean Chrétien et qui avait tué les chances de son Parti conservateur de faire une vraie percée au Québec.

Retour sur image : campagne électorale fédérale 1997. Le moribond Parti conservateur dirigé par Jean Charest tente de se reconstruire après la terrible dégelée de 1993. M. Charest fait bien au Québec, grugeant des votes au Bloc québécois de Gilles Duceppe, qui connaît une campagne pitoyable. Vers la fin de la campagne, Jean Charest pense pouvoir prendre jusqu'à 40 sièges au Québec, mais le vieux renard de Jean Chrétien lui réserve une surprise.

Sans prévenir, il donne une entrevue à Daniel Lessard de Radio-Canada et lâche, comme par hasard, que la règle de 50 plus un pour le référendum ne vaut peut-être plus. Résultat immédiat : les électeurs nationalistes attirés par le Parti conservateur retournent en courant au Bloc, coupant l'herbe sous le pied de Jean Charest, qui ne fera finalement élire que cinq députés au Québec.

La trame qui se déroule sous nos yeux en ce moment ressemble à s'y méprendre au scénario de 1997 : l'ADQ monte, grugeant des votes d'abord au PQ mais devenant soudain menaçante pour les libéraux. Jean Charest agite le spectre de la partition et des chèques de pension, poussant les électeurs souverainistes à retourner au PQ. À en juger par la réaction des quelques centaines de militants péquistes réunis hier soir à Trois-Rivières, il est évident que Jean Charest a mis le doigt sur un point sensible.

On verra bien les effets des derniers jours dans les prochains sondages, mais, chose certaine, Jean Charest connaît mieux que personne les effets de la polarisation du vote, lui qui en a été la principale victime sous Jean Chrétien en 1997. Il y goûtera d'ailleurs une autre fois, en 1998, cette fois comme chef du PLQ, quand Jean Chrétien avait fouetté l'électorat souverainiste à la veille du déclenchement de la campagne en affirmant que la Constitution n'est pas un magasin général et qu'il avait répondu à toutes les demandes traditionnelles du Québec.

Il faudrait être bien naïf pour croire que Jean Charest a juste « échappé le ballon » ou qu'il a commis un lapsus. Pas lui. Pas avec son expérience. Pas avec son parcours. Jean Charest a fait beaucoup de campagne, mais il n'en a gagné finalement que deux : celle du référendum de 1995 (il avait été alors le joueur le plus utile à son équipe) et celle des élections provinciales de 2003. Points communs de ces deux victoires ? La Constitution, la crainte du référendum et de ses suites. Ce n'est pas un hasard, non plus, si Jean Charest a laissé planer encore hier matin un flou sur la partition.

Risquée, cette stratégie ? Certes, mais partir en élections après un mandat aussi difficile, avec un taux d'insatisfaction autour de 60 %, avec un programme ultra-mince et en remettant son sort entre les mains du gouvernement fédéral, c'est risqué aussi. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, Jean Charest ne peut pas seulement regarder Mario Dumont continuer de monter dans les sondages.

Mario Dumont a d'ailleurs attaqué Jean Charest avec fougue hier, l'accusant de ne pas être digne d'occuper le poste de premier ministre et laissant entendre qu'il aime mieux Ottawa que Québec.

Voilà donc le chef de l'ADQ dans la gigue constitutionnelle, lui qui préférait faire cavalier seul sur l'autonomie depuis le début de la campagne.

Une phrase incendiaire échappée dans le feu d'un point de presse, ça peut être un lapsus, mais trois en deux semaines, ça commence à ressembler à une stratégie. Surtout venant d'un chef politique expérimenté comme Jean Charest.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

Charest dans le marécage de la partition

La leçon oubliée



DU BUREAU DE QUÉBEC
DENIS LESSARD
ANALYSE

Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée. C'est encore plus vrai en politique et Jean Charest l'a appris à ses dépens depuis deux jours. Encore hier, il a tenté de clore un débat qu'il avait lui-même lancé, en déclarant « ne pas croire que le Québec serait indivisible », au lendemain d'une victoire souverainiste au référendum.

Sa volte-face quelques heures plus tard, en soirée mardi, n'a pas suffi à corriger le tir. Une bonne partie des deux points de presse de M. Charest a porté hier sur la menace de la partition du Québec au lendemain d'un Oui, une boîte de Pandore constitutionnelle que le chef libéral regrettait visiblement d'avoir ouvert. Au lendemain d'une victoire souverainiste, certains pourraient soulever des questions sur l'intégrité du territoire québécois, a-t-il dit hier, entrebâillant la porte qu'il tentait pourtant de fermer depuis la veille.

Le dérapage tombe mal. Il fait diversion au moment où les médias avaient entrepris de mettre sous la loupe l'équipe de Mario Dumont – les prochains jours s'annonçaient difficiles pour la campagne adéquiste. M. Charest doit s'en mordre les doigts, car l'ADQ est à consolider ses appuis dans toute la région au sud de Québec actuellement. Tous les députés libéraux qui ont déjà vu une ferme dans leur vie sont conscrits pour aller prêter main-forte dans les circonscriptions rurales près de Québec, de Montmagny à Bellechasse en passant par la Beauce.

Le débat sur l'indivisibilité du Québec est aussi une seconde balle lancée trop haut, rapidement frappée en lieu sûr par André Boisclair, qui a parlé d'un fédéralisme de chantage. La salade constitutionnelle est un classique toujours apprécié au menu d'un chef péquiste.

M. Charest avait enregistré une première prise quand il a dû nuancer des propos quant aux transferts fédéraux au Québec au lendemain d'une victoire souverainiste.

Toujours vulnérable dès qu'on parle de l'échéance référendaire, le PQ se trouve soudain en terrain plus solide dès qu'on pince la corde nationaliste des Québécois. L'image d'un Québec dépecé en morceaux par les fédéralistes de l'Outaouais ou par les nations autochtones, au lendemain du Oui, fait vite grincer des dents. Bref, un tel débat est susceptible de polariser l'opinion, et d'aider le PQ à faire rapidement le plein des nationalistes passés à l'ADQ ou à Québec solidaire.

Le dérapage tombe mal. Il fait diversion au moment où les médias avaient entrepris de mettre sous la loupe l'équipe de Mario Dumont.

Comme un vieux film

Pourtant, Jean Charest avait déjà joué dans ce film et l'avait payé très cher. Aux élections fédérales de 1997, le jeune chef du Parti conservateur voguait vers un score très honorable au Québec. Jean Chrétien voulait éviter que les bleus, dirigés par un Québécois, ne reconstituent leur base disparue en 1993. Il voulait aussi empêcher une division du vote fédéraliste québécois entre libéraux et conservateurs. En une seule phrase – le Canada ne s'estimerait pas lié par une majorité simple en faveur du Oui –, M. Chrétien avait polarisé l'opinion, récupéré les fédéralistes, et coupé sur-le-champ les jambes aux conservateurs.

Depuis 10 ans, Jean Charest a dû raconter des milliers de fois ces heures fébriles où les chances du PC de reprendre le Québec s'évanouirent tout à coup. Le film a dû repasser devant ses yeux cette semaine.

La fonction crée l'organe, elle crée aussi la position. En 1996, M. Charest devait faire face à la guérilla du Reform Party de Preston Manning et d'un de ses penseurs, Stephen Harper, tous clairement favorables à ce que les frontières du Québec soient revues au lendemain d'un Oui.

Le chef des conservateurs soutenait alors que si les souverainistes « avaient le droit de se séparer, ils ne pouvaient pas nier aux autres le droit d'en faire autant ». Pour lui, il était loin d'être clair « que le Québec est indivisible ». « Je crois que les Inuits et les Cris auraient un beau dossier entre les mains », disait-il à l'époque.

Quand une journaliste lui a rappelé ses propos mardi, il a remis un moment son costume d'il y a 10 ans, mais s'est vite rendu compte qu'il ne lui faisait plus. Cette position est difficile à tenir pour un premier ministre du Québec. Robert Bourassa et Daniel Johnson ont clairement soutenu à l'Assemblée nationale que les frontières du Québec étaient intouchables. Mais M. Johnson était moins catégorique une fois devenu chef de l'opposition.

Quel Québécois voudra passer ses samedis soir à discuter de questions aussi hypothétiques ! a dit hier M. Charest. Devenu, dans les récents sondages, le meilleur défenseur des intérêts du Québec face à Ottawa, il va se souvenir plus souvent de Jean Chrétien désormais.

Le « lapsus » fait rire Landry

LE NOUVELLISTE

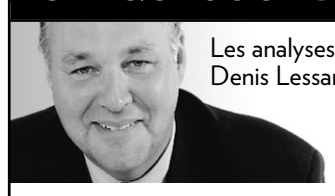
PIERREVILLE — « Même les Serbes qui, sans les insulter, ne sont pas un modèle de démocratie, ont respecté totalement les frontières du Monténégro indépendant. Alors, si les Serbes ont compris ça, il est temps que Jean Charest, allume ses lumières. En ne respectant pas l'intégrité territoriale, il est à la limite de renier son serment d'office. Un premier ministre du Québec doit défendre l'intégrité territoriale, quel que soit son parti. »

C'est ce qu'a déclaré Bernard Landry, hier soir, à Pierreville, à l'inauguration du local électoral du candidat péquiste dans Nicolet-Yamaska, Donald Martel. Il a d'abord tourné en ridicule l'explication du premier ministre, selon laquelle il aurait commis un lapsus en parlant du territoire du Québec. « Un lapsus est une vérité intérieure, profonde, dans laquelle on croit et qui sort malgré soi », a souligné Bernard Landry en se référant aux observations de son ami psychiatre Denis Lazure.



QUÉBEC 2007
LA COUVERTURE LA PLUS COMPLÈTE

CHAQUE JOUR DANS *LA PRESSE*


Les analyses de Denis Lessard


Les chroniques de Vincent Marissal

À bord des autobus des chefs
• Malorie Beauchemin • Tommy Chouinard • Hugo De Granpré

Nos journalistes à Montréal et sur le terrain
• Sébastien Rodrigue • Paul Roy • Katia Gagnon
• Patrick Lagacé • Hugo Meunier • Mario Girard
• Et plusieurs autres

Les photos de notre équipe de photo-journalistes
Des sondages, des statistiques, des graphiques et des cartes

DANS LES PAGES FORUM


Les éditoriaux d'André Pratte


Les analyses d'Alain Dubuc

D'autres analyses de Lysiane Gagnon
et les commentaires de Louise Beaudoin, Liza Frulla et Guy Laforest.

LA PRESSE

SUR CYBERPRESSE.CA

LA CAMPAGNE EN DIRECT

Le tour du Québec
Tous les jours, plus de 20 journalistes de sept quotidiens sillonnent les quatre coins du Québec.

Blogues, chroniques, débats
• Michel C. Auger • Patrick Lagacé • Vincent Marissal
• Tristan Péloquin • Lysiane Gagnon • André Pratte


Michel C. Auger


Patrick Lagacé

LA CAMPAGNE EN PHOTOS ET EN CARICATURES
ET UNE CARTE INTERACTIVE DU QUÉBEC

Les élections en direct sur www.cyberpresse.ca

cyberpresse.ca

3468165

ÉLECTIONS 2007

Un candidat du PQ nie le génocide rwandais

PQ

suite de la page A1

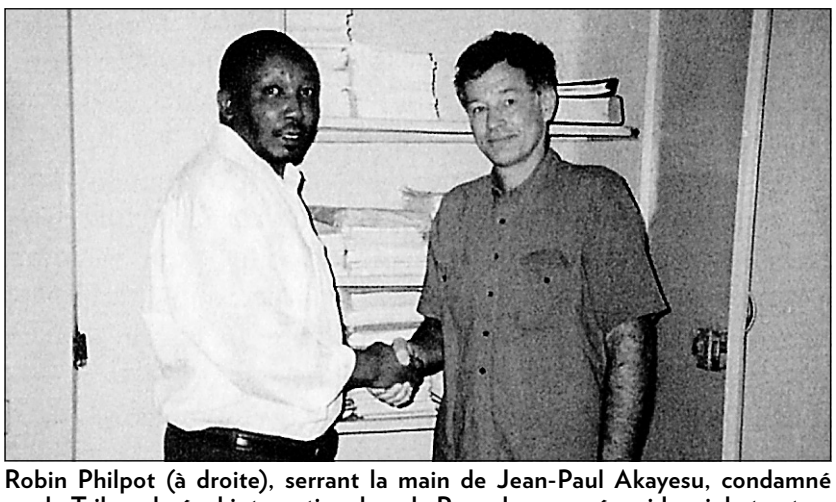
Des Hutus qui s'opposaient au génocide ont eux aussi été tués.

Dans son livre, M. Philpot dit qu'il y a eu plusieurs massacres, mais qu'ils ont été perpétrés par toutes les parties impliquées dans le conflit. Selon sa thèse, le drame rwandais a été provoqué par la guerre menée par le Front patriotique rwandais (FPR), composé surtout de Tutsis. Selon lui, le FPR était soutenu par les Américains. Son frère, Me John Philpot, a été l'avocat de Jean-Paul Akayesu, reconnu coupable par le Tribunal pénal international sur le Rwanda (TPIR) d'avoir incité au viol et à l'assassinat de Tutsis.

Robin Philpot est revenu à la charge en 2004, écrivant : « Je rejette catégoriquement l'utilisation abusive du terme génocide. » Ces propos tranchaient avec la position du PQ. Cette année-là, l'Assemblée nationale du Québec marquait la 10e commémoration du génocide par une résolution unanime. Le député péquiste Daniel Turp déclarait : « Le génocide rwandais, ce plan intentionnel d'extermination de la minorité tutsie, selon les termes mêmes de l'ONU, aura été l'une des manifestations de violence les plus tragiques de l'histoire du monde. »

M. Turp comparait ce génocide à l'Holocauste et ajoutait : « Il est difficile de relever des cas de tuerie aussi massive durant un aussi court laps de temps, à peine 100 jours, sur un territoire aussi exigu; 75 % de la population tutsie du Rwanda a été exterminée. Un quart de million de femmes ont été violées, dont les deux tiers sont aujourd'hui séropositives. »

Au cours d'un entretien avec *La Presse*, cette semaine, M. Philpot a répété sa thèse : « On ne peut pas dire qu'il y a eu un génocide au Rwanda comme le génocide contre les Juifs : ça n'a pas été le cas », a-t-il dit.



Robin Philpot (à droite), serrant la main de Jean-Paul Akayesu, condamné par le Tribunal pénal international sur le Rwanda pour génocide, viol et autres crimes contre l'humanité. Cette photo est tirée du livre de M. Philpot, intitulé *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali* et publié en 2003 aux Intouchables.

Il a dédié son livre à Juvenal Habyarimana, l'ancien président du Rwanda mort lorsque son avion a été abattu, en avril 1994. C'est son parti qui avait créé les milices hutues extrémistes qui allaient massacrer les Tutsis. La France vient de refuser l'asile à sa femme au motif qu'elle a participé « en tant qu'instigatrice ou complice » au « crime de génocide » au Rwanda entre avril et juillet 1994.

« Je rejette catégoriquement l'utilisation abusive du terme génocide. »

Le livre et les propos de M. Philpot scandalisent M. Kabayiza. « J'ai lu et entendu les positions de M. Philpot et je trouve ça inacceptable. C'est ne pas reconnaître l'horreur pour les victimes et les rescapés de ce génocide des Tutsis. C'est tourner le fer dans la plaie des rescapés. C'est manquer de vérité pour les victimes. Je demande à André Boisclair (le chef du PQ) de se prononcer sur les propos de son candidat. »

Pierre Trudel, professeur d'anthropologie qui étudie le génocide du Rwanda depuis des années, demande lui aussi à M. Boisclair de se prononcer. Dans une lettre ouverte qui paraît aujourd'hui dans *La Presse*, M. Trudel rappelle que M. Philpot nie les viols systématiques subis par les femmes tutsies, et nie le fait que des listes aient été dressées pour mettre en œuvre le génocide. « Endossez-vous ces propos ? demande-t-il à M. Boisclair. Allez-vous demander à votre candidat de se rétracter ? »

Concernant les viols, M. Philpot a dit à *La Presse* : « Il y a des viols dans toutes les guerres. Il y en a en Irak et en Afghanistan. Dans le cas du Rwanda, des affidavits ont été présentés au TPIR, montrant que les récits de viols avaient été fabriqués. Le TPIR n'a pas reconnu ces preuves et a condamné un innocent, Jean-Paul Akayesu. »

M. Trudel rappelle que M. Philpot plaide contre un consensus international. « Les Nations unies, son secrétaire général, le pape, Human Rights Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme, Amnesty International… et d'autres organisations non gouvernementales ont tous reconnu qu'il y a eu un génocide au Rwanda en 1994. Sans parler des preuves qu'apporte le TPIR à chacun de ses verdicts (…) Ça s'est passé comme ça à Kigali. Le nier est une insulte innommable. »

Miriam Rabkin, porte-parole du Centre de commémoration de l'Holocauste à Montréal, se dit aussi choquée par la thèse défendue par M. Philpot. « Dans nos activités, on fait souvent des liens entre l'Holocauste et le génocide des Tutsis au Rwanda, a dit Mme Rabkin. Je dois dire que ça me choque qu'un politicien nie le génocide rwandais. »

OPTION CANADA

Robin Philpot a cosigné un livre avec le journaliste Normand Lester, *Les secrets d'Option Canada*, qui est à l'origine du déclenchement d'une enquête sur Option Canada par le Directeur général des élections. Cet ouvrage avait suscité des vagues lors de sa publication en pleine campagne électorale fédérale en 2006. Grâce à des documents inédits, les auteurs affirment que le camp du NON aurait dépensé 5,2 millions de dollars illégalement pendant le référendum de 1995 par le truchement d'Option Canada. Le juge Bernard Grenier a été mandaté pour réaliser cette enquête. La remise de son rapport est prévue le 31 mars. Les péquistes ont accusé le gouvernement libéral d'avoir précipité la tenue des élections pour éviter d'éventuelles révélations gênantes. Les libéraux ont quant à eux accusé leurs adversaires de s'être lancés dans une campagne de « salissage ». Le chef libéral Jean Charest s'est d'ailleurs dit prêt à témoigner devant le juge Grenier. Il a toutefois répété hier qu'il n'avait pas été convoqué. Il était le vice-président du camp du NON en 1995.

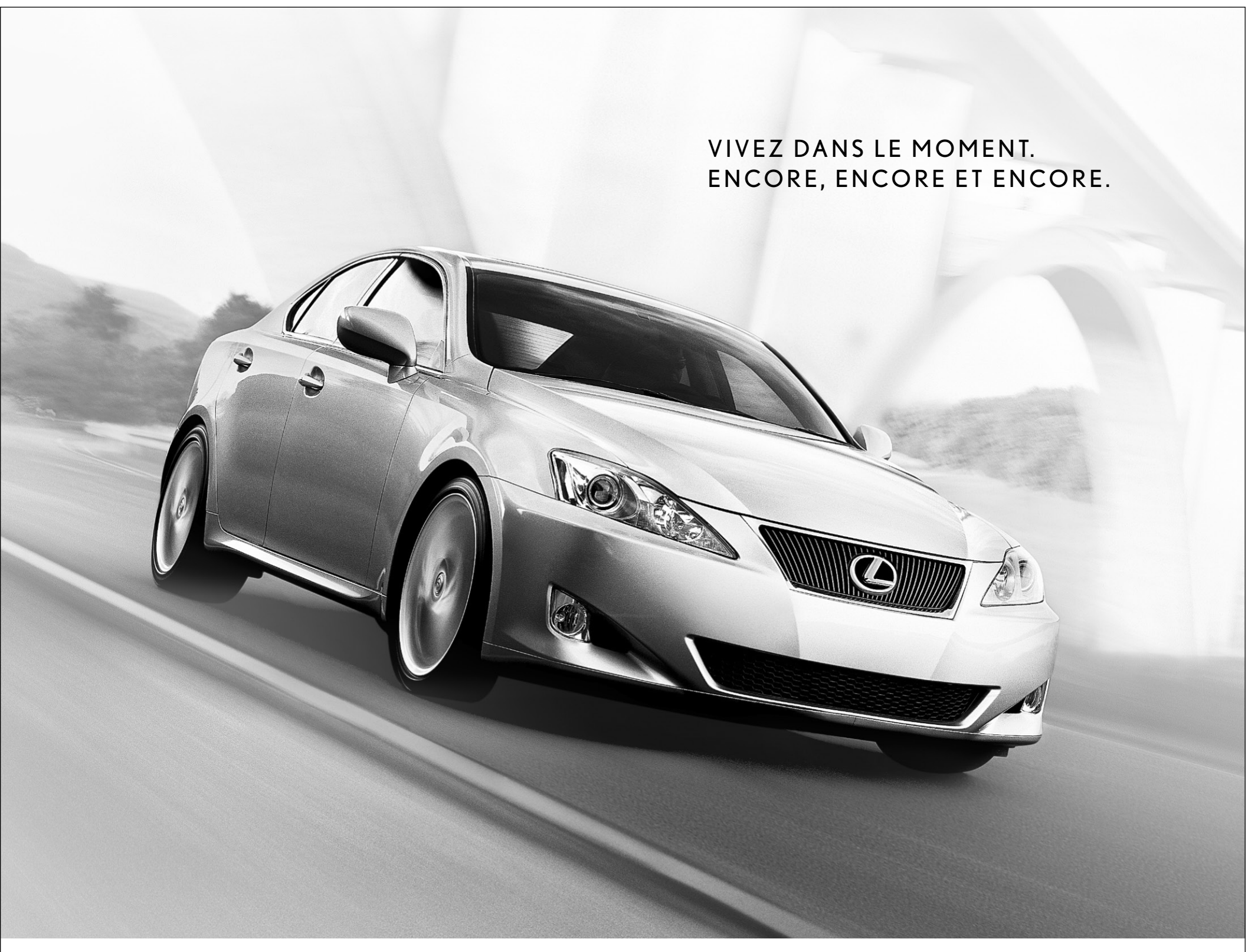
ÉLECTO-CHOCS

Option Canada (bis)

Éclaboussé dans l'affaire Option Canada, le candidat libéral de Beauce-Nord, Claude Drouin, se dit victime d'une campagne de dénigrement de la part de rivaux politiques. « Je pense que les adversaires tentent de nous salir avec ça. Moi je n'ai rien à cacher », a dit l'ancien député libéral fédéral rencontré hier soir lors d'une assemblée partisane à Saint-Joseph, en Beauce. Ancien employé du Conseil de l'unité canadienne, M. Drouin a été convoqué l'automne dernier par le juge Bernard Grenier qui enquête sur les activités d'Option Canada. « J'ai répondu aux questions (du juge Grenier), il n'y a aucun problème, je n'ai rien à cacher », a insisté M. Drouin, qui n'a pas voulu révéler la teneur de la discussion qu'il a eue avec le commissaire-enquêteur. « C'est confidentiel», a-t-il dit. Le candidat estime par ailleurs que l'enquête ne devrait pas se limiter aux seules activités des fédéralistes, mais devrait aussi s'étendre aux manoeuvres des souverainistes.

Le tour du Québec en zigzag

C'est bien évident qu'en campagne électorale, les autobus font beaucoup de kilomètres pour visiter le plus de circonscriptions possible. Mais il ne faudrait tout de même pas exagérer. Parce que le plan de la journée a été modifié à la dernière minute, la caravane de l'ADQ a fait hier un trajet en zigzag, allant de Québec à Saint-Odilon, en Beauce, puis à Sorel et Granby pour finalement terminer sa route à Trois-Rivières. Ouvrez une carte du Québec et vous remarquerez que d'aller de Sorel vers Trois-Rivières en passant par Granby, c'est à peu près aussi logique que d'aller de Longueuil à Laval en passant par Drummondville… Rien pour faire oublier le trajet de derniers jours : Rivière-du-Loup–Rimouski–Matane–Les Méchins–Matane–Baie-Comeau–Les Escoumins–Tadoussac–Baie-Saint-Paul–Valcartier… en 48 heures. – Malorie Beauchemin



• Moteur V6 de 2,5 litres et 204 ch • Boîte manuelle 6 vitesses à rapports serrés • Dispositif de contrôle de la stabilité du véhicule • Régulateur de traction • 8 coussins gonflables • Système audio haut de gamme Lexus • Système d'accès SmartAccess à démarrage à bouton-poussoir • Indicateur de température extérieure • Rétroviseurs extérieurs chauffants à télécommande assistée • Phares antibrouillards • Système à clé intelligente

IS 250 2007

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE 36 550 $†

LOCATION DE 36 MOIS 3,9 %* 398 $* MOIS

ACOMPTE DE 5 970 $*
DÉPÔT DE SÉCURITÉ DE 0 $*

LEXUS
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

CONCESSIONNAIRES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

GABRIEL LEXUS
ST-LAURENT (514) 747-7777
gabriel.lexus.ca

PRESTIGE LEXUS
BROSSARD (450) 923-7777
prestige.lexus.ca

SPINELLI LEXUS LACHINE
LACHINE (514) 634-7171 1 800 352-6111
spinellilexus.com

LEXUS LAVAL
LAVAL (450) 686-2710 1 866 709-3713
lexuslaval.ca

SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE
POINTE-CLAIR E (514) 694-0771 1 877 694-0771
spinellilexus.com

3466287A

†Modèle Lexus neuf IS 250 2007 Sfx 'A' à un PDSF de 36 550 $. Frais de transport et de préparation (1 775 $), taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. *Terme de location offert par l'entremise de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre de durée limitée valide à la location d'un modèle neuf IS 250 2007 Sfx 'A'. Location basée sur un terme de 36 mois, au taux annuel de 3,9 %. Paiement mensuel de 398 $ avec acompte de 5 970 $, frais de transport et de préparation de 1 775 $, dépôt de sécurité de 0 $ et premier paiement mensuel exigibles au début du bail. Taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. Kilométrage limité à 72 000. Des frais de 0,15 $ pour chaque kilomètre supplémentaire s'appliquent. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir les prix de détail et de location à leur discrétion. Une commande au détail pourrait être requise. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour tous les détails.

Aujourd'hui, Journée internationale de la femme, célébrons les femmes du monde entier qui ont contribué au début d'un temps nouveau.

Depuis son avènement il y a 150 ans, la Journée internationale de la femme reconnaît à toutes les femmes le droit de réaliser leur plein potentiel. Au fil des ans, elles ont fait des pas de géant dans tous les domaines. Le 8 mars prochain, nous rendrons hommage à celles qui ont travaillé d'arrache-pied pour rendre ces changements possibles. Elles ont accompli beaucoup, mais il reste encore beaucoup à faire.

Un temps nouveau, gage d'espoir

Nous envisageons un avenir où toutes les femmes de tous les coins du globe seront en santé et en sécurité, et posséderont les ressources éducationnelles et financières pour concrétiser leurs rêves. Un avenir où les femmes auront réellement le pouvoir de changer leur propre vie pour le mieux tout en contribuant à changer le monde.

Nous osons croire en ce temps nouveau parce que nous croyons au pouvoir des femmes, à leur détermination et à leur optimisme invincible sur lequel les obstacles n'ont aucune emprise.

Nous le voyons aussi au sein de notre propre compagnie où des millions de femmes à l'échelle mondiale ont transformé leur vie en devenant représentantes indépendantes Avon.

Hommage à nos 5 millions de représentantes et plus

Nous rendons hommage à nos cinq millions de représentantes Avon et plus qui ont saisi l'occasion de réaliser leurs rêves tout en assurant leur avenir financier. En tant qu'une des plus importantes institutions de microfinancement pour les femmes, la passion et l'esprit d'initiative dont elles font preuve ne cessent de nous inspirer.

Aujourd'hui, nous créons le Fonds Un temps nouveau

Chez Avon, nous croyons que la seule façon, et la plus efficace, de faire évoluer la société et de changer le monde, est d'améliorer la vie des femmes. Par conséquent, en hommage à la Journée internationale de la femme, Avon annonce la création du Fonds Un temps nouveau. Chaque mois, pour les six prochains mois (avril - septembre), nous accorderons un prix de 5 000 $ à une personne qui responsabilise les femmes et change notre monde en matière de sensibilisation, de rayonnement ou de services communautaires relatifs au cancer du sein. Nous invitons les femmes et les hommes de partout à partager une suggestion et à caresser un rêve qui pourrait transformer des vies. Joignez-vous à nous dans cette quête sublime.

Oui, c'est le début d'un temps nouveau, gage des plus beaux défis et des plus belles occasions de les relever.

Pour connaître tous les détails sur le concours ainsi que les exigences d'admissibilité au Fonds Un temps nouveau*, veuillez visiter le site avon.ca.

Un temps nouveau

* Aucun achat requis.



3467272A

ÉLECTIONS 2007

EN UN COUP D'ŒIL › PQ

Un milliard aux régions

TROIS-RIVIÈRES — André Boisclair préconise encore une fois que l'État soit plus interventionniste dans l'économie. S'il est élu, le chef du Parti québécois s'engage à investir 500 millions de dollars supplémentaires au cours de son mandat dans des fonds d'investissement régionaux.

Un gouvernement péquiste offrirait plus d'un milliard aux régions pour stimuler leur économie. Le chef du Parti québécois reproche au premier ministre Jean Charest d'avoir fait « une coupe à blanc dans les outils de développement régional ».

Il tourne en dérision les fonds FIER qui ont été lancés par les libéraux et qui, à ses yeux, sont des « coquilles vides ». Moins de 10 % des 400 millions versés dans les FIER ont été réellement investis, selon le chef péquiste. « Il y a un climat d'inquiétude dans les régions », a-t-il lancé.

Plus tôt cette semaine, le chef péquiste s'était aussi dit en faveur d'une intervention plus soutenue de la Société générale de financement et d'Investissement Québec pour appuyer l'industrie forestière. Il s'était alors engagé à verser 300 millions de dollars supplémentaires pour la restructuration de ce secteur s'il est élu.

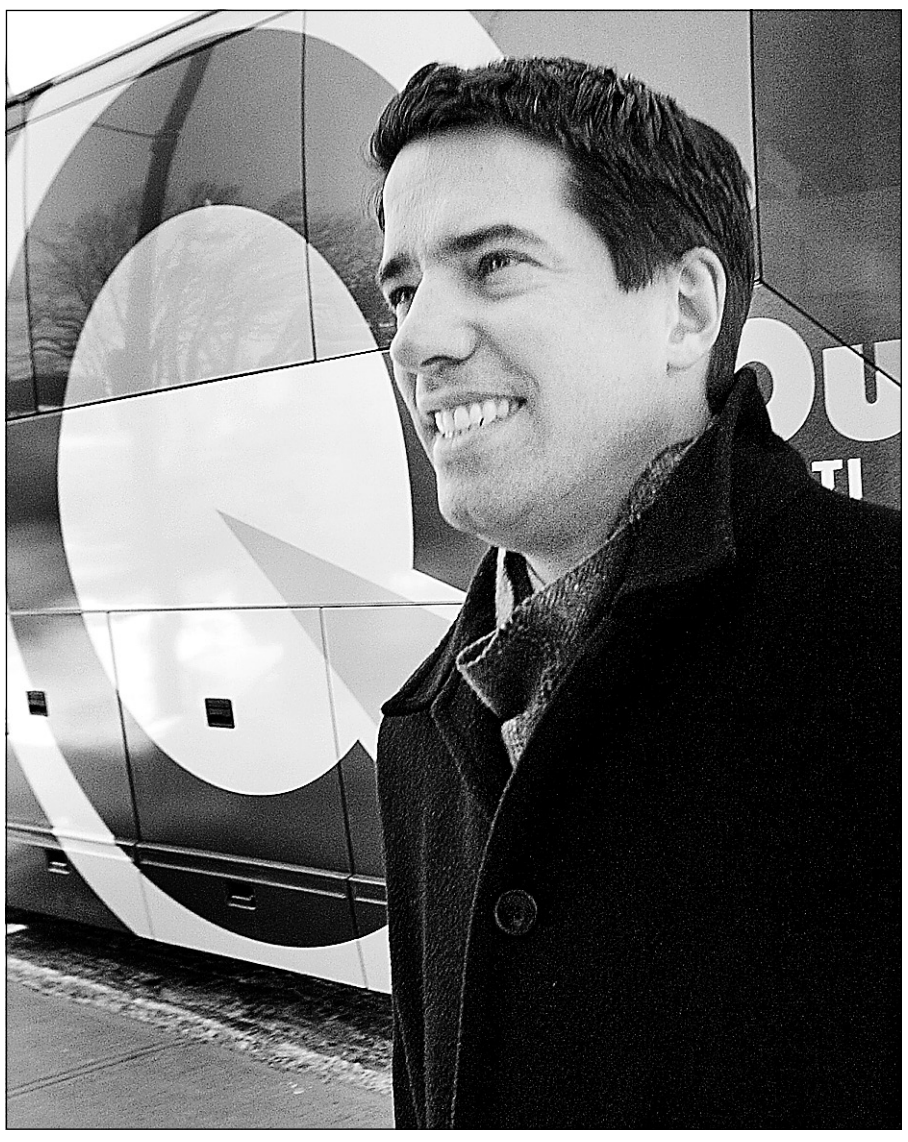
- Instaurer des fonds d'investissement régionaux : 500 millions au cours d'un mandat
- Financer le Fonds de développement régional : 275 millions
- Favoriser l'entreprenariat local par les Centre locaux de développement : 60 millions
- Soutenir les créneaux d'excellence (programme ACCORD) : 120 millions

Réaction

« M. Boisclair s'engage à mettre en place une nouvelle structure pour imposer l'approche interventionniste du modèle d'affaires du PQ. M. Boisclair devrait réviser ses chiffres à la hausse puisque son modèle de gouvernement interventionniste a coûté aux Québécois 750 millions de dollars en pure perte à la Société générale de financement. »

— Le ministre libéral du Développement économique, Raymond Bachand

Tommy Chouinard



PHOTO/ RYAN REMIORZ, PC

Le chef du PQ André Boisclair était de passage à Trois-Rivières, hier,

ÉLECTO-CHOCS

Des fonds publics pour la souveraineté

André Boisclair est prêt à engager des fonds publics dans la promotion de la souveraineté au lendemain de son élection. « Ça se fera de façon responsable », a-t-il lancé hier. Le chef péquiste a ajouté qu'il consacrerait à la promotion de sa cause « au moins autant d'argent que Jean Charest en a mis dans son conseil de la fédération ». Le gouvernement Charest dépense 580 000 $ par année dans les activités de ce conseil qui regroupe les provinces et les territoires. — Tommy Chouinard

La dernière chance ?

Le candidat péquiste dans Borduas, Pierre Curzi, est réticent à l'idée que son parti tienne, comme promis, un référendum « le plus tôt possible durant un premier mandat ». « Le prochain référendum, on ne peut pas le perdre. Je n'ai pas participé au congrès où l'on a décidé qu'il doit absolument se faire dans le premier mandat, mais disons que j'ai des réserves sur ce point. Il faut qu'il soit victorieux ! » a-t-il dit à l'émission *Les francs-tireurs* hier soir. Mais son chef André Boisclair est clair : il y aura un référendum durant un mandat péquiste, quoi qu'il arrive. Et pourtant, en juin 2006, en entrevue au quotidien *Le Soleil*, il avait affirmé que le PQ ne déclenchera pas de référendum s'il n'a pas l'assurance raisonnable de le gagner. « Je ne suis pas un kamikaze », disait-il. —Tommy Chouinard

VENDREDI SEULEMENT
LE 9 MARS 2007



Avec la carte Sears ou la carte MasterCard[MD] Sears[MD],

épargnez 25 % de plus sur les prix de liquidation

- des vêtements et chaussures pour hommes, femmes et enfants
- bagages
- dessous féminins
- bas et accessoires
- bijoux et montres

À l'exclusion des achats dans les entreprises sous licence. Bijoux et montres dans certains magasins Sears seulement. Dans la limite des stocks. Le choix varie suivant le magasin. Offre en vigueur dans les grands magasins Sears seulement.

Toutes les offres, sur approbation de votre crédit

VENDREDI, SAMEDI ET DIMANCHE SEULEMENT
LES 9, 10 ET 11 MARS 2007



Avec la carte Sears ou la carte MasterCard Sears,

épargnez sur tous les gros appareils ménagers

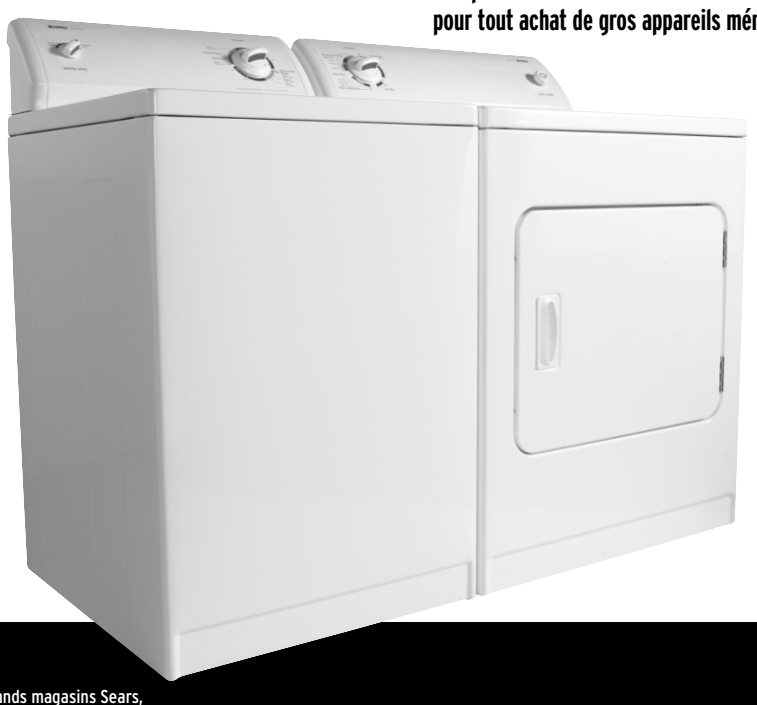
sauf tous les articles des programmes 'Valeur' Sears dont le prix se termine par ,97



Avec la carte Sears ou la carte MasterCard Sears, obtenez une remise de

Plus 50 $ sur la livraison

lorsque vous choisissez le service de livraison 'Argent' ou 'Or' pour tout achat de gros appareils ménagers de plus de 1000 $†



699,98 pour le duo

Épargnez 80 $ en tout à l'achat du duo

Laveuse. • très grande capacité • système de lavage à entraînement direct exclusif
N° 17112. Chacune 399,99.

Sécheuse. • 7 options • cycle antifroissage Wrinkle Guard
N° 67112. Chacune 379,99.

NE032F107 © 2007. Sears Canada Inc.

†Avant les taxes. L'offre s'applique aux achats faits entre le vendredi 9 et le dimanche 11 mars 2007 dans les grands magasins Sears, les magasins Sears Home ou les magasins Sears Décor, dans les catalogues Sears en vigueur ou en ligne à www.sears.ca. Offre de remise postale. Détails en magasin.

Sears

La belle vie à bon prix.[MC]

3467838A

DODGE CHRYSLER Jeep MD

3 CHOIX GAGNANTS

TROIS TOUT NOUVEAUX VÉHICULES. TROIS PRIX QUI DÉFIENT LA CONCURRENCE. FAITES VOTRE CHOIX !

LA NOUVELLE DODGE CALIBER 2007

Louez à

229 $ Δ *par mois. Location de 60 mois.*
0 $ comptant initial
0 $ dépôt de sécurité

ou achetez à

15 995 $ Ω



Consommation d'essence‡:
Autoroute : 6,8 L / 100 km (42 mpg)
Ville : 8,5 L / 100 km (33 mpg)

LE TOUT NOUVEAU JEEP MD PATRIOT 2007

Achetez à

16 995 $ Ω



Consommation d'essence‡:
Autoroute : 7,2 L / 100 km (39 mpg)
Ville : 9,0 L / 100 km (31 mpg)

*Aussi offert en version 4 roues motrices à partir de 18 995 $Ω, ce qui en fait le VUS 4X4 le plus abordable sur le marché**.*

LE TOUT NOUVEAU JEEP MD COMPASS 2007

Achetez à

17 995 $ Ω



Consommation d'essence‡:
Autoroute : 7,2 L / 100 km (39 mpg)
Ville : 9,0 L / 100 km (31 mpg)

Pour une location Sans tracas informez-vous au sujet de LA PROTECTION MD CLÉ D'OR Sans tracas

3468113A

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP MD • DODGE AUJOURD'HUI

DODGE CHRYSLER Jeep MD

FINANCEMENT OFFERT EXCLUSIVEMENT PAR
Services financiers Chrysler

Ω Le prix comprend les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et est établi pour la Dodge Caliber 2007 avec l'ensemble 23A, pour le Jeep Patriot à traction et pour le Jeep Patriot Sport 4x4 2007 avec l'ensemble 25D et pour le Jeep Compass avec l'ensemble 25D. Δ Tarif mensuel établi pour la Dodge Caliber 2007 avec l'ensemble 23A. Le dépôt de sécurité est de 0 $ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 102 000 km pour 60 mois au taux de 15¢ le kilomètre. Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. Services financiers Chrysler Canada est un membre du groupe de Services DaimlerChrysler Canada. Frais d'inscription au RDPRM de 60 $, incluant les frais du registre, sont en sus. Δ, Ω Transport (1 100 $ pour la Dodge Caliber 2007, le Jeep Compass 2007 et le Jeep Patriot 2007), taxes sur le climatiseur (lorsque applicables), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'administration des concessionnaires et taxes en sus. Offres exclusives et d'une durée limitée qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre à l'exception du programme d'aide aux handicapés physiques, et s'appliquent à la livraison au détail pour usage personnel seulement des modèles 2007 neufs en stock sélectionnés. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photos à titre indicatif seulement. ** Selon les informations des manufacturiers d'automobiles disponibles au moment de l'impression. ‡ Données basées sur le *Guide de consommation du carburant* de Ressources naturelles Canada (RNCan). Votre consommation d'essence peut varier. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep MD • Dodge du Québec

CHRYSLER
Jeep MD
DODGE
CINQ ÉTOILES

ÉLECTIONS 2007

Tirs groupés sur Béchard

ÉMILIE CÔTÉ



PHOTO CLÉMENT ALLARD, ARCHIVES PRESSE CANADIENNE

Le ministre de l'Environnement sortant, Claude Béchard, a été la principale cible des autres participants au débat.

Comme prévu, le ministre libéral de l'Environnement, Claude Béchard, a été la cible de la majorité des flèches lancées hier soir lors du débat sur les enjeux environnementaux organisé par plusieurs organismes, dont Greenpeace et Équiterre.

Quand est venu le temps de débattre sur le thème des « Forêts et des aires protégées », le critique péquiste en matière d'environnement, Stéphane Bergeron, a sauté sur l'occasion, rappelant que l'équipe de Boisclair comptait abroger la loi 23 sur la privatisation du mont Orford. Le ministre Béchard lui a alors demandé d'exposer la solution du PQ pour aider le centre de ski et le club de golf. « Laissons à la région le soin de définir un projet rassembleur », a répondu M. Bergeron. « L'ADQ est ni pour ni contre, comme d'habitude », a-t-il blagué.

Règle générale, le ton des échanges était modéré, hier soir. Même bon enfant par moment. Le débat, animé par Michel Coulombe, avait lieu à la TOHU. Il réunissait cinq candidats : Dominique Bernier, de Québec solidaire; Stéphane Bergeron, du Parti québécois; Sylvain Castonguay, du Parti vert : Simon-Pierre Diamond, de l'Action démocratique du Québec et Claude Béchard, l'actuel ministre libéral de l'Environnement.

La première thématique à débattre était « Énergie et changements climatiques ». Les cinq candidats s'entendaient sur la même priorité : l'efficacité énergétique. Mais les premiers applaudissements de la soirée sont venus quand Dominique Bernier a lancé : « Québec solidaire exclut d'emblée l'achèvement des dernières grandes rivières au Québec (...) Avec l'efficacité énergétique, on peut fermer la centrale nucléaire de Gentilly II », a-t-elle ajouté.

Mme Bernier a rappelé que Québec solidaire comptait nationaliser l'énergie éolienne. Le Parti québécois n'irait pas jusqu'à la nationalisation, mais Stéphane Bergeron a affirmé qu'Hydro-Québec « devait être le maître d'œuvre du développement éolien pour éviter les derniers mois de dérapage des libéraux ».

Claude Béchard a rappelé que « l'hydroélectricité était la pierre angulaire du développement énergétique du Québec ». « Chaque kilowatt propre qu'on est capable d'exporter est de la pollution de moins qui arrive du Québec. »

De son côté, M. Castonguay du Parti vert, a dénoncé les projets de port méthanier qui sont sur la table du ministère.

Les cinq candidats s'entendaient sur plusieurs points (importance des transports en commun, développement durable, atteinte des objectifs de Kyoto). Quand est venu le temps de débattre sur les forêts, ils ont tous promis d'augmenter le pourcentage d'aires protégées. Au cours du prochain mandat, les libéraux et les adéquistes iraient jusqu'à 8 %, les verts jusqu'à 15 %, alors que les solidaires iraient jusqu'à 12 %. Les péquistes souhaitent atteindre eux aussi 12 %, mais 10 ans après avoir pris le pouvoir. Rappelons que le rapport Coulombe recommandait que le territoire compte 12 % d'aires protégées d'ici 2010.

Quand *La Presse* a quitté le débat, heure de tombée oblige, les candidats devaient débattre de deux dernières thématiques : « Budget et financement » et « Environnement et santé ».

EN UN COUP D'ŒIL › ADQ



PHOTO RYAN REMIORZ, PC

Mario Dumont a visité l'usine de compost Conporec, hier à Sorel-Tracy.

Réorienter le ministère de l'Environnement

Pour faire du Québec un véritable leader des technologies « vertes », il faut réorienter le ministère de l'Environnement et soutenir les entreprises innovatrices, clame l'ADQ. Le chef Mario Dumont, de passage hier à Saint-Odilon de Cranbourne, soutient que l'actuel ministère « s'est contenté de jouer à la police et de multiplier les interventions punitives » au lieu de jouer un rôle dans le développement de nouvelles technologies « vertes ». L'ADQ se base sur les structures déjà existantes et ne prévoit pas d'investissements supplémentaires pour réaliser cet engagement.

L'ADQ propose :

› De changer les façons de faire du ministère de l'Environnement, non pas en arrêtant de faire la « police », mais en agissant, aussi, comme agent d'innovation, de promotion et d'intégration de procédés écologiques.

› De soutenir financièrement, par l'intermédiaire de la Société générale de financement (SGF) et d'Investissement Québec, le secteur de la recherche et du développement, le perfectionnement et l'installation de technologies environnementales en milieu agricole et industriel.

› De doter les organismes des secteurs publics et parapublics d'une politique verte, afin d'orienter les décideurs vers l'achat de technologies vertes conçues au Québec.

Deux exemples d'innovations :

› Mario Dumont a présenté cet engagement à Saint-Odilon, en Beauce, dans une ferme porcine, laitière et aéricole (ferme Alain Saint-Hilaire), qui a mis au point un procédé permettant la transformation du purin de porc en biogaz, pour en faire une source d'énergie propre, sans odeur ni phosphate.

› La caravane de l'ADQ a par la suite visité l'entreprise Conporec, à Sorel-Tracy, qui a développé une technologie « verte » pour composter les résidus urbains, permettant ainsi de revaloriser 75 % des déchets domestiques ramassés dans la MRC du Bas-Richelieu. Cette technologie est exportée notamment en France et en Australie, mais elle n'est pas accessible dans le reste du Québec.

Malorie Beauchemin

Dumont ne pense pas comme Plante

Pour la troisième journée consécutive, Mario Dumont a été interrogé sur les propos controversés de son candidat dans Deux-Montagnes, Jean-François Plante. « Le dossier est clos, on l'a remis aux gens de Deux-Montagnes », a sèchement répondu M. Dumont, visiblement mécontent que l'histoire soit encore remise sur le tapis. Lorsqu'un journaliste lui a demandé s'il pensait, comme son candidat l'a affirmé à l'émission de radio satellite de Jeff Fillion, qu'André Boisclair exploitait à des fins politiques son homosexualité, il a répondu : « Je ne pense pas. » Fin de la discussion. Le chef adéquiste a toutefois réitéré qu'il avait « discipliné » ses candidats. Malorie Beauchemin

Notre plus grande liquidation à ce jour

Trois jours seulement. Pour la première fois :

Le premier tapis est à 75 % de rabais
(de valeur égale ou moindre)
et le deuxième est gratuit.

The House of Persian Rugs a fermé ses portes et tout son stock de tapis fait à la main sera liquidé par Heriz Persian Rugs à des RABAIS EXCEPTIONNELS. Tapis de tous genres faits à la main importés d'Iran, de l'Inde et du Pakistan, tels que : Qum pure soie, Tabriz laine et soie, Bidjard, Kashan, Mashad, Nain, Jaipur (lavé au thé), Chubi (antique délavé), Mori Bokhara, tapis tufté laine et soie et plusieurs tapis tribaux unique et de différentes dimensions.

* Aucun échange sur achats antérieurs. Ventes finales.

Biggest Liquidation Sale Ever
Three days only. For the first time :

First rug up to 75% off and get the second one free
(Of the same or equivalent value)

The House of Persian Rugs, gone out of business, therefore their entire inventory of hand made rug will be liquidated by Heriz Persian Rugs at HUGE DISCOUNT, there will be all kind of hand made rugs from Iran, India and Pakistan such as : Qum pure silk, Tabriz wool and silk, Bidjar, Kashan, Mashad, Nain, Jaipur (tea washed), Chubi (antique washed), Mori Bokhara, Tufted wool and silk, and many nice and unique tribal pieces in different sizes.

Premier arrivé, premier servis. *(First Come, First Serve)*

Ven. *(Fri)* 9 mars 11 h à 19 h
Sam. *(Sat)* 10 mars 11 h à 19 h
Dim. *(Sun)* 11 mars 11 h à 19 h

Hotel Ruby Foo's
7655, boul. Décarie Blvd. Montréal, (Québec) 514-731-7701

Débit - Visa - M.C. - AMEX - Chèque - Argent accepté

3467298

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du: 2007-03-07

Numéros «Télé»: 164844 611181 592138

1 25 000 $ | 2 50 000 $ | 3 100 000 $ | Numéro Boni 12

846833 398403 509116 (décomposables) — 592138 (non décomposables)

Lotto 6/49: 07 09 21 29 31 47 — 12 compl.

Québec 49: 04 16 24 36 41 45 — 06 compl.

Banco: 04 09 11 12 14 15 23 25 30 36 39 42 44 47 48 50 60 62 66 69

Banco bonis : du 2 au 10 mars 2007

La Quotidienne: 3 397 4 7838

Astro: Jour 26 - Mois AVRIL - Année 96 - Signe POISSONS

Extra: 500 000$ 1835557* *décomposable dans les deux sens

Extra: NUMÉRO DÉCOMPOSABLE DANS LES DEUX SENS!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LOTOQUEBEC.COM

Vous êtes très occupés. Abonnez-vous ! 1 866 628-4783

LOTO MATIQUE

KiteSki, KiteSurf, Paraski

CABRINHA

SHARKS

LE SPÉCIALISTE

SLINGSHOT

LIQUIDFORCE

plusieurs modèles en stock

313, boul. Cartier, Laval • 450-663-5543 • 2 km à l'est de la sortie 7, aut. 15

3468041

Aidez-nous à faire du 8 mars la journée de **toutes** les femmes.

Depuis 75 ans, Le Chaînon accueille des milliers de femmes en difficulté qui souffrent de dépendances, de problèmes de santé mentale et de violence sous toutes ses formes. Aidez-nous à ce qu'aucune de ces femmes ne soit laissée pour compte le jour de la Journée internationale des femmes. Ni aucun autre jour.

Pour faire un don ou en savoir plus long, visitez **lechainon.org**

Le Chaînon 75 ANS AVEC ELLES

3465412A

3465415

ÉLECTIONS 2007

EN UN COUP D'ŒIL > PLQ

Pour l'exercice physique, contre la malbouffe

Jean Charest a choisi le Massif de la Petite-Rivière-Saint-François, puis un gymnase du PEPS de Québec pour présenter une partie de ses engagements en matière de santé physique et de saines habitudes de vie, hier. Il a aussi profité de son passage à l'Université Laval pour promettre un investissement de 32 millions dans un projet d'agrandissement du complexe sportif, pour une valeur totale de 75 millions.

C'est la deuxième annonce du genre faite en autant de semaines pour des projets réclamés depuis longtemps dans la capitale. La dernière fois, c'était un demi-milliard de dollars pour l'Hôtel-Dieu.

Par ailleurs, un certain flou régnait quant à la casquette portée par Jean Charest au moment de faire l'annonce. Celui-ci a dit la faire en tant que chef libéral en campagne électorale. Au bureau du directeur général des élections, par contre, on a plutôt jugé que M. Charest agissait comme premier ministre.

De quoi s'agit-il?

> Un crédit d'impôt de 500 $ sur l'inscription d'un enfant à des activités sportives, semblable à celui mis en place par le gouvernement Harper. Il doit s'appliquer par exemple à une saison de hockey ou de ski.
> Éliminer la malbouffe dans les écoles.
> 32 millions de dollars pour un investissement total de 75 millions au PEPS de l'Université Laval. On souhaite notamment construire un centre de soccer et de football intérieur et un nouveau bassin de natation. La Ville de Québec et le gouvernement fédéral doivent investir respectivement 10 et 32,5 millions. Aucun représentant de ces deux ordres de gouvernement n'était présent hier.

Hugo de Grandpré

À tu et à toi avec le premier ministre

HUGO DE GRANDPRÉ

QUÉBEC — Une première dans cette campagne électorale : Jean Charest s'est fait tutoyer par un animateur radio au cours d'une entrevue d'une vingtaine de minutes, hier midi. Le premier ministre a semblé décontenancé, mais il n'en a pas moins continué de vouvoyer son interlocuteur, Mario Grenier, de la station 93,3, à Québec.

« Il y a peut-être à peu près juste toi pis Bernard Derome qui n'a pas sorti un album de Noël, a dit M. Grenier. Est-ce que c'est quelque chose qui te ferait tripper? »

Le premier ministre a répondu que ce qu'il préfère avant tout, c'est de manger avec des amis. « Est-ce que je dois comprendre que tu ne m'aimes pas? » a enchaîné l'animateur. « Bien... J'ai... Je... Je n'ai pas eu l'occasion de vous inviter, mon emploi du temps est un peu serré », a dit M. Charest, un peu déconcerté mais gardant son sens de l'humour.

Joint après l'émission, Mario Grenier a précisé qu'il s'agit là de sa manière de faire de la radio depuis plus de 20 ans. Au cours de l'entrevue, des questions politiques ont aussi été abordées. M. Charest a entre autres dit qu'il ne s'attendait pas à l'élection d'un gouvernement minoritaire. Sur la question de la partition, il s'est défendu de mener une campagne de peur et a précisé que le sujet avait refait surface à la demande des journalistes, dans un point de presse.

« J'ai su que tu voulais sortir un livre de recettes? », a aussi lancé M. Grenier au chef libéral. Ce dernier n'a malheureusement pas répondu à la question. Son attaché de presse, Hugo D'Amours, l'a fait à sa place un peu plus tard, en lançant là la blague : « Un jour peut-être... Mais pas avant la fin du troisième mandat ! »

Mario Grenier a conclu en souhaitant bonne chance à Jean Charest pour le débat. « Je pense que ça va être un "cristi" de bon *show* de TV », lui a-t-il lancé.

ÉLECTO-CHOCS

Peu de femmes

À la veille du 8 mars, des groupes de femmes dénoncent la sous-représentation des femmes parmi les candidats qui se présentent aux élections québécoises. Les trois principaux partis, soit le Parti libéral, le Parti québécois et l'Action démocratique du Québec, soumettent 110 candidatures féminines au total. Il s'agit du même nombre qu'aux dernières élections provinciales, en 2003, a déploré Louise Paquet, porte-parole du Collectif féminisme et démocratie. Au moment où les élections ont été déclenchées, l'Assemblée nationale comptait 39 femmes, soit 31 % du nombre de sièges. Le parti qui fait meilleure figure est Québec solidaire, avec 64 femmes, soit 52 % des candidatures. Le Parti libéral du Québec et le Parti québécois sont presque à égalité, présentant respectivement 35 et 33 % de femmes, soit 44 et 41 candidates. Au PLQ, il s'agit d'une progression constante, le nombre est ainsi passé de 30 femmes en 1998 à 35 en 2003, puis 44 en 2007. Au PQ, il y avait 31 femmes en 1998 et 43 en 2003.

Presse Canadienne

Retour rapide de Louis Champagne

Le controversé animateur radiophonique saguenéen Louis Champagne devrait faire un retour derrière le micro lundi prochain. Selon les informations qui circulent, l'animateur du matin de CKRS radio aurait achevé son purgatoire en début de semaine, après une dizaine de jours en dehors des ondes. Louis Champagne a rencontré la direction de Corus Québec en soirée mardi et les discussions se sont poursuivies hier matin. Les parties ont discuté des propos homophobes que l'animateur a tenus à l'endroit du candidat péquiste dans Jonquière, Sylvain Gaudreault, et du chef du Parti québécois, André Boisclair. Mardi, la direction de Corus Québec s'était d'ailleurs dissociée des propos de son animateur et l'avait retiré des ondes. Il n'a pas été possible de savoir si la direction de Corus prévoyait imposer des règles à son animateur.

Le Quotidien

Éric Lucas à un rassemblement de l'ADQ

L'ex-boxeur Éric Lucas était hier au rassemblement de l'ADQ dans Granby, pour appuyer le candidat dans Shefford, François Bonnardel, un de ses amis. M. Lucas n'habite pas dans cette circonscription, mais il est copropriétaire d'un restaurant La cage aux sports à Granby. Même s'il ne veut pas dire pour qui il votera le 26 mars, le célèbre boxeur, vainqueur de huit combats de championnats du monde, a confié que s'il était citoyen de la circonscription de Shefford, il voterait pour le candidat adéquiste. Lorsque les journalistes lui ont demandé quel style de boxeur serait Mario Dumont, il a répondu : « Jab, jab, jab, uppercut, jab... »

Malorie Beauchemin

QUÉBEC SOLIDAIRE

Priorité à l'eau et à la forêt

TRISTAN PÉLOQUIN

Québec solidaire souhaite que l'eau, sous toutes ses formes, soit désormais considérée comme une « chose publique » et reconnue comme telle par un statut dans le Code civil québécois.

Le parti présentait hier sa vision en matière d'environnement, souhaite aussi créer des « comités de forestiers locaux » pour que la gestion de la forêt se fasse dans les communautés, et non au sein de ministères. Le parti de gauche augmenterait aussi la superficie de territoires forestiers protégés, surtout dans la forêt boréale. Il ferait passer cette proportion de 2,75 % du territoire québécois à 12 % d'ici 2010, en créant un vaste réseau de parcs nationaux et de réserves écologiques.



Que ce soit pour aller camper, pêcher, marcher en montagne ou simplement prendre l'air, il n'y a pas de meilleur moyen d'y aller qu'au volant d'une Subaru. Avec des caractéristiques légendaires comme le système de traction intégrale symétrique à prise constante de série et le moteur SUBARU BOXER, en plus de prix exceptionnels sur tous les modèles 2007, nous vous avons bien gâtés. C'est ce qui fait d'une Subaru, une Subaru.



www.subaru.ca | Traction intégrale SUBARU

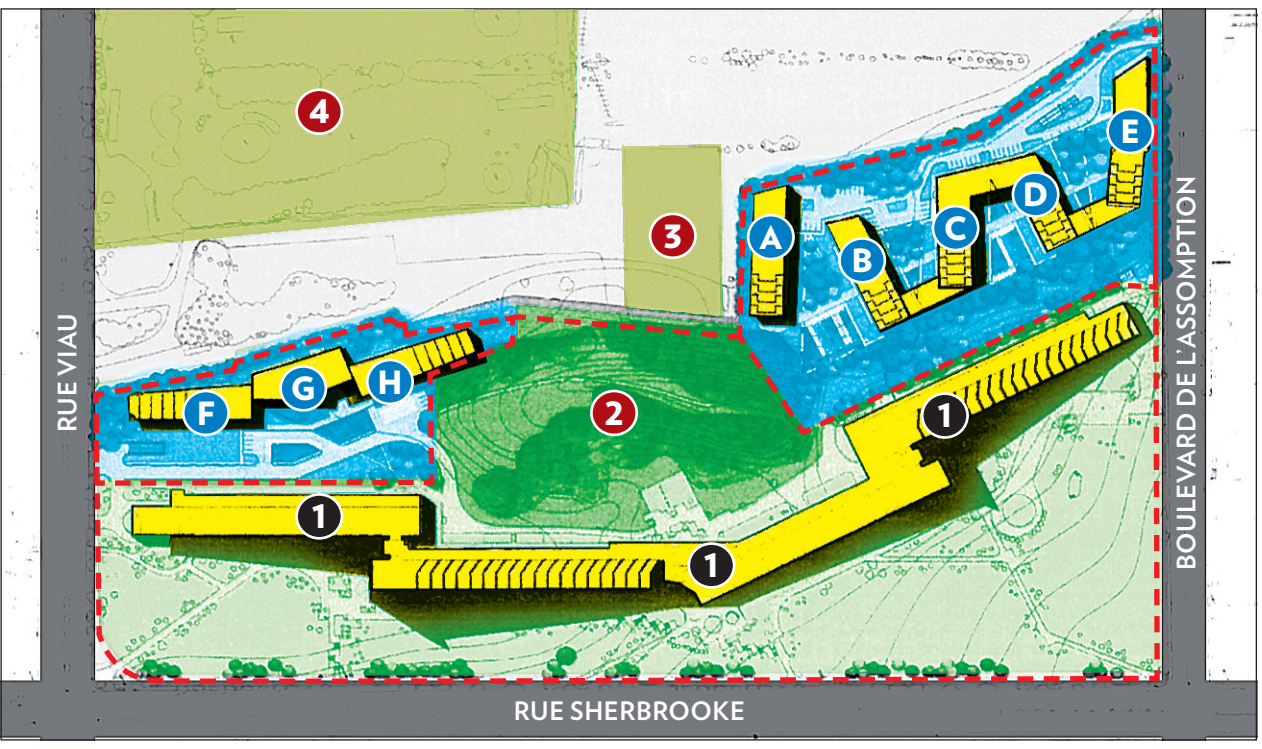
SUBARU RIVE-SUD GREENFIELD PARK
JOHN SCOTTI SUBARU SAINT-LEONARD
CARREFOUR SUBARU AUTO SAINTE-ROSE, LAVAL
SUBARU AUTO CENTRE MONTREAL
SUBARU DES SOURCES DOLLARD DES ORMEAUX
SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE
SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE DES-MONTS
LACHUTE SUBARU BROWNSBURG
SUBARU SAINT-JÉRÔME SAINT-JERÔME
SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY
CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY
SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES
JOLIETTE SUBARU JOLIETTE

3467681A

* Pour le modèle Outback 2.5i 2007 5 vitesses (7D1UL): paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 0 $. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 556,07 $ (taxes incluses). Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 km par année, 15 ¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. ** Pour le modèle Impreza 2.5i berline 2007 5 vitesses (7F1RS) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 0 $. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 430,73 $ (taxes incluses). Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 Km par année, 15 ¢ du Km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC.*** Pour le modèle Impreza 2.5i sport familiale 2007 5 vitesses (7G1RS) : paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. 0 $ de dépôt de sécurité. Comptant 0 $. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 442,12 $ (taxes incluses). Le concessionnaire peut offrir un prix moindre. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs et autres taxes incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 km par année, 15 ¢ du km excédentaire. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation de crédit par GMAC. + Le taux de location de 1,9 % est applicable sur les modèles mentionnés ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Offres valables jusqu'au 31 mars 2007.

ACTUALITÉS

PROJET CITÉ NATURE (QUARTIER DU VILLAGE OLYMPIQUE)



VILLAGE OLYMPIQUE

El-Ad présente un projet plus vert

ÉRIC CLÉMENT

Cité Nature, la nouvelle version du projet résidentiel du promoteur El-Ad situé derrière les pyramides olympiques, est moins ambitieuse (1400 logements au lieu de 2000) et plus respectueuse de l'environnement, a appris *La Presse*.

En avril dernier, le conseil d'arrondissement de Rosemont-La Petite Patrie avait rejeté l'accord de principe donné par le précédent conseil au promoteur El-Ad. Le projet situé entre les pyramides et le golf municipal du parc Maisonneuve ne respectait pas un certain nombre de critères définis à cause du caractère exceptionnel de ce secteur de Montréal.

Le promoteur n'avait pas apprécié ce changement de cap, mais, finalement, il a fait contre mauvaise fortune bon cœur et a modifié son projet qui, selon les documents obtenus par *La Presse*, ne prévoit plus de constructions au bord de la rue Sherbrooke et respecte la hauteur maximale de 14 étages. Il n'y a plus d'empiétement sur des terrains municipaux, notamment sur le golf ou son champ de pratique et le massif de conifères est préservé.

La densité du projet, qui s'adresse surtout à une clientèle de familles et de personnes âgées, a aussi été réduite : le nombre de logements est passé de 2000 à 1400. Cité Nature est composée de huit immeubles résidentiels ayant de 117 à 211 logements en location ou en copropriété, selon la tendance du marché.

Cinq bâtiments de 10 à 14 étages, contenant les 943 logements du quartier Est de l'ensemble, sont d'abord prévus derrière les pyramides, du côté du boulevard de l'Assomption et du terrain d'entraînement du golf. Trois autres bâtiments (de 9, 13 et 14 étages), d'un total de 457 logements pour le quartier Ouest, seront construits sur le stationnement situé derrière les pyramides, du côté de la rue Viau.

Différents aménagements paysagers autour et sur les bâtiments sont prévus afin d'offrir beaucoup de verdure aux résidants, qui pourront encore jouir du massif de conifères qui demeurera entre les deux quartiers de Cité Nature. Les promoteurs veulent ajouter 146 arbres sur les lieux, mais devront en couper une vingtaine.

Un stationnement souterrain de trois étages sera construit pour les résidants du nouveau projet et pour ceux des pyramides qui auront perdu leur place à cause de la construction d'un des bâtiments.

Le promoteur prévoit que la construction des huit bâtiments se fera sur une période variant de six à huit ans. Elle pourrait débuter à la fin de l'année si les autorisations de l'arrondissement sont obtenues.

Le projet est-il conforme au règlement de zonage et aux critères du Programme d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) de l'arrondissement? Le maire André Lavallée ne le sait pas.

« L'entreprise El-Ad m'a informé qu'elle présentera un projet entièrement conforme, mais ce projet n'a pas encore été formellement déposé à l'arrondissement, donc je ne peux pas prétendre à sa conformité », dit-il.

Toutefois, El-Ad a fait discrètement deux réunions publiques pour prendre le pouls des résidants du quartier, auparavant très récalcitrants. Gilles Beaudry, qui s'était opposé au précédent projet, se dit agréablement surpris. « Les architectes ont réellement fait un bon travail avec un projet qui s'intègre bien avec le village olympique, dit-il. Ils respectent tout ce qu'on avait demandé. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

EN BREF

Déneigement : Montréal se tourne vers le Conseil des services essentiels

La Ville de Montréal a déposé une requête, hier matin, au Conseil des services essentiels, car 110 cols bleus de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles refusaient de façon « systématique et concertée » de faire des heures supplémentaires, depuis le début de la semaine, afin de déneiger les rues. L'arrondissement avait refusé que les cols bleus fassent des heures supplémentaires samedi (à tarif et demi) et dimanche (à tarif double). La semaine, l'arrondissement n'a qu'à payer trois heures supplémentaires par jour, car les employés prolongent d'autant leur quart normal de neuf heures. Selon Gaétan Bégin, directeur des travaux publics de l'arrondissement, les cols bleus devaient reprendre les quarts de 12 heures. Si tel est le cas, le déneigement des rues devrait être terminé avant le réchauffement prévu pour samedi. De son côté, Michel Fontaine, conseiller syndical des cols bleus, a déploré que certains arrondissements aient décidé d'interrompre le déneigement. Selon lui, c'est une priorité « pour la santé et la sécurité des citoyens ». — Émilie Côté

Beauté plastique
et intelligence artificielle.

EUPHORIK[MC] | Musique Télé Radio Jeux Messagerie Encore plus

TELUS
le futur est simple[MD]

3465787A

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL
Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Galeries Lachine
Les Jardins Dorval
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
5554, av. de Monkland
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
6146, boul. Henri-Bourassa Est
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications MOBILENET inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2
Communications Métropolitaine
8780, boul. Saint-Laurent, local 1
Instant Page
1682, av. Mont-Royal Est
Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert

Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

LaSalle
Cellulaire Plus
7575, boul. Newman

Saint-Laurent
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radio Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Boisbriand
2400, boul. du Faubourg
(dans le Home Depot)

Lachenaie
aut. 40/aut. 640

Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Laval Est (aut. 19/aut. 440)
Contact Com D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Digital Radio Communication inc.
Méga-centre Notre-Dame
2304, autoroute 13 Sud
Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
Raytech Électronique
1451, boul. des Laurentides
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche
Méga-centre Mascouche
117, Montée Masson

Repentigny
Galeries Rive Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère
Place Rosemère
Contact Com. D.L.
Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme
Carrefour du Nord

Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe
Cellulaire Plus
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

Sorel
Promenades de Sorel

Victoriaville
La Grande Place des Bois-Francs

RIVE-SUD
Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno

Belœil
Cellulaire Plus
559, boul. Laurier

Brossard
Quartier DIX30
9380, boul. Leduc

Candiac
D2 Technologie Inc.
69, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park
Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau

3466007

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobilite.com

FUTURE SHOP · BUREAU EN GROS · BEST BUY · Dumoulin · BRAULT & MARTINEAU · WAL-MART · Zellers

© 2007 TELUS.



PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

LE BEAU TEMPS S'ANNONCE.



Mazda3 GT illustrée

PREMIÈRE DE CLASSE DE SA CATÉGORIE
Pour une 4e année consécutive
Le Guide de l'auto 2007

MAINTENANT DE SÉRIE SUR LES MAZDA3 :
freins antiblocage
et six coussins de sécurité

mazda 3 GX 2007

LOUEZ À PARTIR DE
179 $
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 395$

- OU -

LOUEZ À PARTIR DE
235 $
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
0$ COMPTANT INITIAL

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Mazda3 Sport GT illustrée





mazda 3 SPORT GS 2007

LOUEZ À PARTIR DE
229 $
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 395$

- OU - LOUEZ À PARTIR DE
279 $
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
0$ COMPTANT INITIAL

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

PREMIÈRE DE CLASSE DE SA CATÉGORIE
Pour une 4e année consécutive
Le Guide de l'auto 2007

mazda 6 GS 4 CYL. 2007

LOUEZ À PARTIR DE
269 $
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 995$

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

GAGNANTE
de plus de 100 prix internationaux

INDICE DE SÉCURITÉ LE PLUS ÉLEVÉ
LORS D'ESSAIS DE COLLISION ET DE CAPOTAGE †
★★★★★ NHTSA

mazda 5 GS 2007

LOUEZ À PARTIR DE
229 $
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT INITIAL DE 2 395$

- OU - LOUEZ À PARTIR DE
285 $
PAR MOIS, POUR 48 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
0$ COMPTANT INITIAL

0$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

mazda

Vous trouverez beaucoup *plus* chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

Pour un concessionnaire près de chez vous, visitez le www.mazda.ca ou téléphonez au 1-800-263-4680.

3466365A

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

* Offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda3 GX (D4YX57AA00), des Mazda3 Sport GS (D5SD57AA00), des Mazda6 GS 4cyl. (G4SD57AA00) et des Mazda5 GS (E6SD57AA00) 2007 neufs de base. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun comptant initial requis pour la Mazda3 GX à 235 $ par mois, la Mazda3 Sport GS à 279 $ par mois et le Mazda5 GS à 285 $ par mois. Aucun dépôt de sécurité requis. Sur approbation du crédit. Limite de 20 000 km par année. Frais de 12¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km par année disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou RDPRM en sus.
† Les modèles illustrés le sont à titre indicatif seulement en ce qu'ils peuvent comporter des équipements optionnels non-inclus dans les prix mentionnés. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 8 mars 2007. ‡ Accordé à la Mazda6 2007 par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) du gouvernement des États-Unis (www.safecar.gov), suite à des tests mesurant les effets de collisions frontales et de capotage.

ACTUALITÉS

UNE PREMIÈRE DANS LA MÉTROPOLE

L'accès sans fil débutera à Saint-Laurent

ÉRIC CLÉMENT

Saint-Laurent deviendra ce printemps le premier arrondissement montréalais à fournir gratuitement un accès Internet sans fil sur son territoire : l'accès sera possible dans les édifices municipaux, la bibliothèque, des stationnements, l'aréna et le parc Marcel-Laurin puis dans la zone commerciale du boulevard Décarie.

Le conseil d'arrondissement de Saint-Laurent a adopté une résolution mardi autorisant un partenariat avec l'organisme Île Sans Fil pour permettre l'accès à Internet sans fil haute vitesse à certains endroits dans les édifices de l'arrondissement. Cette initiative ne coûtera même pas 3000 $ à l'arrondissement.

Île Sans Fil est un organisme à but non lucratif qui offre un accès Internet sans fil gratuit dans de nombreux commerces de la région montréalaise depuis trois ans. Grâce à ce partenariat, dès ce printemps, l'accès à Internet sans fil sera possible, grâce à des antennes spéciales et très discrètes.

Tout utilisateur du service devra préalablement ouvrir un compte gratuit sur le réseau d'Île Sans Fil. Ensuite, quand il aura besoin de se connecter à Internet, il tombera sur une page d'accueil personnalisée aux couleurs de l'arrondissement.

« C'est une occasion en or pour nous d'améliorer nos services au gré de l'évolution des technologies », explique le maire de Saint-Laurent, Alan DeSousa.

« C'est une occasion en or pour nous d'améliorer nos services au gré de l'évolution des technologies, explique le maire de Saint-Laurent, Alan DeSousa. De plus, nous sommes le premier arrondissement à prendre une telle initiative afin qu'on s'adapte aux besoins et au mode de vie de nos citoyens. Implanter le sans fil permettra aux journalistes qui viennent assister au conseil d'arrondissement de transmettre leurs articles et même des photos directement à leur pupitre. J'espère que ce service sera également mis sur pied par la ville centre après notre expérience. »

Les gens d'affaires, notamment les entrepreneurs en construction qui viennent demander des permis, pourront rester en contact avec leurs clients lorsqu'ils se rendront au Bureau du citoyen, à l'hôtel de ville. La bibliothèque de l'arrondissement offrira également l'accès à Internet sans fil dès l'hiver prochain et le Centre des loisirs en sera doté dans un avenir rapproché, promet le maire DeSousa.

L'automne prochain, l'Internet sans fil sera étendu à l'aréna et au parc Marcel-Laurin ce qui va faciliter la tâche des personnes responsables des compétitions sportives qui s'y déroulent. On pourra afficher instantanément les résultats des rencontres sur les sites Internet des organisations ou des fédérations sportives.

Des discussions ont aussi lieu avec l'Association des marchands du boulevard Décarie afin que l'artère commerciale soit une zone Internet sans fil à la fin des travaux de revitalisation de l'artère qui débuteront dans quelques semaines. Depuis quelque temps, de plus en plus de villes dans le monde, notamment Los Angeles et Paris, proposent un accès à Internet sans fil.

Pour Martin Lefebvre, directeur du projet e-Cité à la Ville de Montréal, l'extension du Montréal sans fil est plus compliquée qu'il n'y paraît et ne se fera qu'au fur et à mesure.

« On va offrir le sans fil dans toutes nos bibliothèques municipales dès l'hiver prochain, dit-il. On va aussi mettre en place un réseau sans fil pour nos propres besoins internes. On regarde ce qui se passe ailleurs avec beaucoup d'intérêt, mais cela suscite des questionnements car on est dans un marché déjà occupé par des entreprises privées, notamment Bell et Telus qui annoncent leurs services Internet à grands coups de castors, alors on doit considérer tout ça avant de bouger. »

Profitez vite de nos superbes offres.

UNE AUBAINE INCROYABLE SUR NOS TOUTES NOUVELLES CLASSES B, C280 AVANTGARDE ET SMART FORTWO 2006.

B200 - MERCEDES-BENZ PAIE VOS 2 PREMIERS VERSEMENTS



319 $* PAR MOIS
AVEC UN ACOMPTE DE 3 140$
À
4,5 %*
BASÉ SUR UN BAIL DE 39 MOIS
PDSF À PARTIR DE
31 400 $*

C280 AVANTGARDE



415 $* PAR MOIS
AVEC UN ACOMPTE DE 4 350$
À
4,25 %*
BASÉ SUR UN BAIL DE 39 MOIS
PDSF À PARTIR DE
43 500 $*

E280 4MATIC[MC] - MERCEDES-BENZ PAIE VOS 2 PREMIERS VERSEMENTS



698 $* PAR MOIS
AVEC UN ACOMPTE DE 6550$
À
4,9 %*
BASÉ SUR UN BAIL DE 36 MOIS
PDSF À PARTIR DE
65 500 $*

FINANCEMENT À PARTIR DE 2,9 % POUR NOS VÉHICULES Certifiés Étoiles[MC]
NOS PLUS BRILLANTES ÉTOILES D'OCCASION.

Seuls les véhicules d'occasion Certifiés Étoiles incluent :
- Certification suite à une inspection en 150 points
- Garantie de jusqu'à 6 ans/ 120 000 km
- Assistance routière 24 h/24
- Pièces de rechange Mercedes-Benz d'origine uniquement
- Historique complet de l'entretien
- Recherche en ligne à certifiesetoiles.ca

Plus de 100 véhicules disponibles

VÉHICULES D'OCCASION CERTIFIÉS ÉTOILES — FINANCEMENT À PARTIR DE 2,9 %*

Véhicules d'occasion Certifiés Étoiles[MC] — Mercedes-Benz


C240 4MATIC[MC] 2004
379 $/mois** loc. 24 mois ou 33 900 $ + taxes Seulement 30 000 km


C230 2006
399 $/mois** loc. 24 mois ou 36,900 $ + taxes Seulement 4 000 km


E320 2003
$377/mois** loc. 24 mois ou 37,900 $ + taxes Seulement 66 000 km


E500 4MATIC[MC] 2004
$699/mois** loc. 24 mois ou 54,900 $ + taxes Seulement 55 000 km


ML320 2003
$399/mois** loc. 24 mois ou 34,900 $ + taxes Seulement 49 000 km


ML320 2006
$645/mois** loc. 24 mois ou 46,000 $ + taxes Seulement 47 000 km


S500 4MATIC[MC] 2005
$999/mois** loc. 24 mois ou 82,900 $ + taxes Seulement 30 000 km


S550 2007
$1,699/mois** loc. 24 mois ou 129,900 $ + taxes Seulement 5 000 km

smart fortwo



smart fortwo pure coupé à partir de 16 700 $

C'est un petit prix à payer pour votre sécurité et votre protection.

> programme de stabilité électronique (esp®)
> freinage d'urgence assisté (bas) hydraulique
> quatre coussins gonflables de série
> la cellule de sécurité tridion
> système de freinage antiblocage (abs)
> Assistance smartmove (assistance routière 24 hrs)

199 $*/mois
avec acompte de 1769 $
à 5,5 %
pendant 39 mois

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, Boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 620-5900
westisland.mercedes-benz.ca

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, Boul. Taschereau
Greenfield Park
(450) 672-2720
rivesud.mercedes-benz.ca

Mercedes-Benz
smart

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2007. *Offre de location-bail basée sur une C230 Édition AVANTGARDE et smart fortwo pure coupé cdi 2006 neuve, disponible uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. 415 $/ 199 $ par mois pendant 39/36 mois. Acompte ou reprise équivalente de 4 350 $/ 1 769 $ plus première mensualité, dépôt de garantie de 450 $/200 $ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 43,500 $/ 16 700 $. Taux de location annuel de 4,25 %/5,5 %. Obligation totale : 21 035 $/ 9 530 $. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20 $/0,20 $/km supplémentaire). *Offre de location-bail basée sur une B200/E280 4MATIC[MC] neuve, disponible uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. 319 $/ 698 $ par mois pendant 39/36 mois. Acompte ou reprise équivalente de 3 340 $/ 6 550 $ plus dépôt de garantie de 350 $/ 700 $, et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. Première et deuxième mensualités non exigées (jusqu'à concurrence de 800 $/ 1 600 $). PDSF à partir de 31 400 $/ 65 500 $. Taux de location annuel de 4,5 %/4,9 %. Obligation totale : 14 186 $/ 30 282 $. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20 $/km/0,25 $/km supplémentaire). Frais de transport et de préparation (jusqu'à 1 795 $; le concessionnaire peut facturer moins), d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance, ainsi que taxes et frais RRPMR en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. B200 TURBO montrée avec jantes disponibles en tant qu'accessoires installés par le concessionaire/C280 4MATIC[MC] Édition AVANTGARDE montrée. Offre pouvant changer sans préavis et ne pouvant être combinée à aucune autre offre. Détails chez un concessionnaire Mercedes-Benz ou dans un Centre smart. **Financement de 2,9 % disponible pour les véhicules Certifiés Étoiles des années-modèles 2003 à 2005 pendant jusqu'à 24 mois.** Location-bail de 24 mois avec kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20 $ à 0,35 $ par km supplémentaire selon le modèle). Acompte ou reprise équivalente exigé(e) : 5 995 $ pour la Classe C et la Classe M, 7 995 $ pour la Classe E et 12 995 $ pour la Classe S.

3463111

Montréal compte éliminer les tuyaux de plomb d'ici 20 ans

ÉRIC CLÉMENT

Même si aucun cas d'intoxication au plomb causé par l'eau du robinet n'a jamais été rapporté à Montréal, la Ville a lancé hier un plan d'action de 270 millions pour éliminer d'ici 2026 les 75 000 entrées de service d'eau en plomb encore présentes dans l'île.

Une campagne d'information est mise sur pied afin que les résidants de bâtiments de moins de huit logements construits avant 1970 et qui sont reliés au réseau d'eau par des raccordements en plomb soient tenus au courant des transformations à effectuer de façon préventive. Des avis ont été envoyés ces derniers jours aux résidants de maisons anciennes pour les aviser du plan d'action de la ville.

Durant l'été dernier, 1500 analyses ont été effectuées sur de vieux bâtiments et ont montré que la majorité des résidences respecte la norme maximale associée à la teneur en plomb dans l'eau, norme fixée en 2001 à 0,010 mg par litre. Quand des concentrations supérieures ont été observées, elles atteignaient en moyenne 0,014 mg par litre, soit bien au-dessous de l'ancienne norme de 0,050 mg par litre.

Un risque limité

Associée à cette campagne, la Direction de la santé publique de Montréal (DSP) estime que le risque d'avoir trop de plomb dans le sang à cause de ces tuyaux est faible et limité aux femmes enceintes et aux enfants de moins de six ans. Dans leur cas, elle recommande l'utilisation d'un filtre fixé au robinet ou d'un pichet filtrant, tous deux certifiés par l'organisme NSF pour la réduction du plomb (se renseigner auprès des fabricants ou vérifier sur les emballages si la norme NSF/ANSI no 53 est spécifiée).

De plus, c'est souvent quand l'eau stagne dans les tuyaux de plomb qu'il peut y avoir dissolution de cet élément : il est donc toujours recommandé de faire couler l'eau du robinet quelques instants avant de l'utiliser.

Le Dr John Carsley, de la DSP, tient à rassurer la population en affirmant que toutes les analyses effectuées ont montré qu'il n'y a pas eu d'exposition grave au plomb dans le passé à Montréal due à une consommation d'eau contaminée. Compte tenu du fait que le risque pour la santé est très limité, la DSP considère que l'engagement de la Ville d'éliminer ce problème en 20 ans est adéquat.

« Depuis quelques années, on a enlevé le plomb dans l'essence et dans la peinture et cela a déjà fait baisser la concentration moyenne de plomb dans le sang », a-t-il dit. Dans la nature, le plomb est aussi présent dans les aliments, la poussière et les sols. Selon le Dr Carsley, c'est à partir d'une concentration de 0,1 mg de plomb par litre que des humains peuvent avoir des problèmes de santé, mais chaque individu réagit selon sa constitution physique.

Le coût du plan doit être assuré par Québec (qui réglemente la qualité de l'eau potable), mais Sammy Forcillo, responsable des infrastructures, de la voirie et de la gestion de l'eau à la Ville, dit ne pas avoir fait de « demande spécifique » d'engagement pour que les 270 millions soient remboursés par le provincial.

Les locataires doivent s'assurer que leur propriétaire a vérifié la nature des canalisations d'arrivée d'eau, mais ces derniers ne sont pas obligés de les changer pour des tuyaux en cuivre car il n'y a pas encore de loi ou de règlement forçant un propriétaire à remplacer ses tuyaux de plomb.

Par contre, la Ville le recommande car, en même temps, elle procédera au remplacement du segment de tuyau situé sur le domaine public, ce qui corrigera définitivement la situation. La Ville estime qu'elle aura les ressources humaines et financières pour éliminer 75 000 canalisations de plomb en 20 ans, soit une moyenne de 10 par jour.

Une ligne téléphonique a été mise sur pied pour ce plan d'action : 514-868-4483. On peut aussi consulter le site Internet de la Ville à www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable.

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste :
eric.clement@lapresse.ca

Des libéraux influents lui reprochent la nomination de trois lieutenants au Québec

La grogne s'installe autour de Stéphane Dion

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — La grogne s'installe à l'endroit de Stéphane Dion au Québec. Des députés et des militants libéraux influents, craignant que le Parti libéral du Canada (PLC) se dirige tout droit vers l'abattoir au Québec aux prochaines élections, réclament qu'il rehausse la barre de toute urgence.

Constatant la chute du PLC dans les sondages partout au pays, en particulier dans son bastion de l'Ontario, à quelques mois d'élections générales, ces libéraux exigent d'abord des changements dans le fonctionnement du parti.

Ainsi, ils demandent à M. Dion de jeter aux poubelles « la structure monstrueuse » – soit la nomination de trois lieutenants au Québec – qu'il a créée après son élection à la tête du PLC et le pressent de revenir à la formule traditionnelle moins lourde d'un seul lieutenant politique qui veille au bon déroulement des activités du parti au Québec.

En janvier, M. Dion a en effet décidé de s'adjoindre les services de trois lieutenants au Québec, soit le député de Lac-Saint-Louis Francis Scarpaleggia, l'organisateur politique Marc Lavigne et le président de l'aile québécoise du PLC, Robert Fragasso. MM. Scarpaleggia et Lavigne avaient appuyé M. Dion durant la course à la direction, tandis que M. Fragasso a appuyé le député libéral Michael Ignatieff, qui a terminé bon deuxième.

Or, des libéraux reprochent à ce triumvirat de manquer de « cohésion » et de « vision », d'être « mal organisé » et d'avoir « peu de connaissance » de la situation dans laquelle se retrouve le Parti libéral sur le terrain au Québec, notamment sa faible popularité auprès de l'électorat francophone à l'extérieur de l'île de Montréal.

« La structure actuelle ne fonctionne tout simplement pas. C'est un monstre à trois têtes. M. Dion a reçu bien des messages à ce sujet et il semble que les messages aient passé. Les gens se parlent et ils font des constats. C'est clair qu'ils veulent que ça fonctionne plus qu'en ce moment. Il y a un ajustement à faire », a expliqué une source digne de confiance au sein du caucus libéral.

Faux pas

Selon des informations obtenues hier par *La Presse*, les troupes libérales au Québec ont aussi mal digéré certains faux pas commis par M. Dion depuis qu'il est chef.

D'abord, en janvier, M. Dion s'est retrouvé dans l'embarras après avoir brièvement ouvert la porte au retour au Parti libéral de Marc-Yvan Côté, qui a été radié à vie du parti par Paul Martin à cause de son implication dans le scandale des commandites. Devant la commission Gomery sur le scandale des commandites, M. Côté avait admis avoir distribué 120 000 $ à des candidats libéraux dans l'est du Québec au scrutin de 1997. Dans une entrevue au *Soleil*, le 24 janvier, M. Dion avait déclaré « qu'on ne peut écarter pour toujours les gens qui commettent des erreurs ». Le lendemain, M. Dion a corrigé le tir en affirmant qu'il ne comptait pas recommander au parti le retour de M. Côté.

Ces propos ont eu pour effet de ramener à l'avant-scène de l'actualité le scandale des commandites, qui a fait perdre des plumes au Parti libéral lors des dernières élections.

Ensuite, M. Dion a été contraint de dire publiquement qu'il s'oppose à l'idée que le sénateur Raymond Lavigne, l'un de ses supporteurs durant la course à la direction, puisse démissionner de son poste pour se présenter aux prochaines élections dans la circonscription de Jeanne-LeBer. Le Bloc québécois a réussi à s'imposer dans cette circonscription aux dernières élections en faisant mordre la poussière à la ministre du Patrimoine Liza Frulla.

Or, M. Lavigne a été expulsé du caucus libéral l'an dernier par le chef intérimaire Bill Graham parce qu'il fait l'objet d'une enquête de la GRC pour des dépenses irrecevables qu'il s'est fait rembourser par le Sénat. « Je suggère qu'il reste sénateur pour le moment, c'est ce qui est le mieux pour tout le monde », a dit M. Dion la semaine dernière à ce sujet.

Propos controversés sur la campagne

Enfin, M. Dion a tenu des propos controversés qui ont irrité au plus haut point les libéraux provinciaux de Jean Charest, engagés dans une difficile bataille pour se faire réélire au Québec. Dans une entrevue à *CBC Newsworld*, il y a deux semaines, M. Dion a en effet invité les Québécois insatisfaits du gouvernement Charest à voter pour le Parti vert ou encore pour l'Action démocratique du Québec afin d'empêcher le Parti québécois de prendre le pouvoir.

« Je suis un libéral. Je souhaite la meilleure des chances à M. Charest et au Parti libéral du Québec. (...) Je sais que les libéraux fédéraux vont travailler très fort avec le Parti libéral du Québec. Si quelqu'un veut voter pour un autre parti, pourquoi ne pas appuyer le Parti vert du Québec? Ou peut-être l'ADQ. Mais il ne faut pas voter pour un parti séparatiste, le Parti québécois. Je crois dans mon pays, le Canada, et je veux un premier ministre au Québec qui croit au Canada », a affirmé M. Dion durant cette entrevue.

Ces propos étonnants de M. Dion, qui illustrent le froid existant entre les libéraux fédéraux et provinciaux, étaient passés inaperçus jusqu'à ce que *La Presse* en révèle la teneur mercredi dernier. Le jour même, M. Dion a tenté d'expliquer de vive voix à Jean Charest la portée de ses propos, mais l'entourage de M. Charest n'a jamais donné suite à l'appel de M. Dion, a appris *La Presse*. La députée libérale de Westmount–Ville-Marie, Lucienne Robillard, a tenté de payer les pots cassés en donnant un coup de fil au chef de cabinet de Jean Charest.

« La structure actuelle ne fonctionne tout simplement pas. C'est un monstre à trois têtes. M. Dion a reçu bien des messages à ce sujet et il semble que les messages aient passé », a expliqué une source digne de confiance au sein du caucus libéral.

« La sortie de M. Dion sur le taux d'insatisfaction envers les libéraux et l'invitation aux fédéralistes de voter vert ou ADQ a fait déborder le vase », a-t-on expliqué hier.

Dans l'entourage de Stéphane Dion, hier, on a répliqué aux détracteurs du chef libéral en affirmant qu'il s'agit de « commérage de couloirs » d'une poignée d'individus encore amers des résultats de la course à la direction.

« Depuis le temps qu'il défie les sceptiques, les quelques mécontents déçus du résultat du leadership feraient bien de passer à autre chose et auraient bien tort de sous-estimer la détermination et le courage de Stéphane Dion. Il a gagné le leadership de manière convaincante, il est bien en selle et n'est pas le genre à se laisser distraire par des commérages de couloirs. Il va présenter aux Québécois une bonne équipe, mais surtout un projet rassembleur qui colle à leurs aspirations », a affirmé, sous le couvert de l'anonymat, un stratège libéral proche de Stéphane Dion.

Décollage raté pour Vacances Maestro

MARIE TISON

Vacances Maestro n'aura pas tenu trois mois. La concurrence a eu raison du grossiste de Québec, qui a dû cesser ses activités hier matin.

« Une surcapacité de sièges jamais vue dans l'industrie du voyage à Québec, non anticipée lors de la conception du projet, a résulté dans une féroce guerre de prix, particulièrement de la part du principal concurrent de Montréal », a déclaré le président et chef de la direction de Vacances Maestro, Michel Mordret, dans un communiqué diffusé hier.

Ce concurrent montréalais, c'est Transat, qui n'a laissé aucune chance au nouveau venu. Mais Vacances Maestro a également dû faire face à la concurrence de Sunwing, une entreprise ontarienne qui s'est attaquée aux marchés de Montréal et de Québec à l'été 2006.

Vacances Maestro a commencé à desservir des destinations-soleil à partir de Québec le 18 décembre dernier. Depuis, il a transporté plus de 12 000 voyageurs.

M. Mordret a tenu à préciser que les clients qui ont versé des sommes pour des voyages futurs seront remboursés à même un fonds en fiducie. Les 1645 clients actuellement à l'étranger seront rapatriés en vertu des dispositions de la Loi des agents de voyage.

L'Office de protection du consommateur a confié l'administration des fonds en fiducie et le rapatriement des voyageurs à un administrateur provisoire, M. André Champagne, de la firme Raymond Chabot.

Quelques dizaines d'employés de Vacances Maestro perdent leur travail. Les actionnaires du grossiste risquent de perdre 8 millions.

Fondaction est un de ces actionnaires. Le fonds de capital de risque de la CSN a investi 1 million dans l'aventure en novembre dernier. Le chef de l'investissement à Fondaction, Régent Watier, ne se fait pas d'illusions : l'organisation perdra sa mise.

« Il n'y a pas beaucoup d'actifs dans une entreprise comme celle-là : on loue des avions et on vend des voyages, a-t-il expliqué. Les actifs que l'on pourrait réaliser lors d'une liquidation de l'entreprise risquent d'être zéro. »

Il a affirmé que lorsque Fondaction avait effectué son investissement, « ça semblait être une idée extraordinaire ». Il a expliqué qu'on parlait bien à l'époque d'une surcapacité de sièges dans l'industrie, mais on faisait surtout référence à Montréal, pas à Québec. Et Fondaction cherchait à effectuer des investissements en région, à l'extérieur de Montréal. Mais la réaction de la concurrence a été plus brutale que prévu.

« Nous n'avions pas les reins aussi solides que Transat et Sunwing, a déclaré M. Watier. Nous avons été les premiers à lever les pattes. »

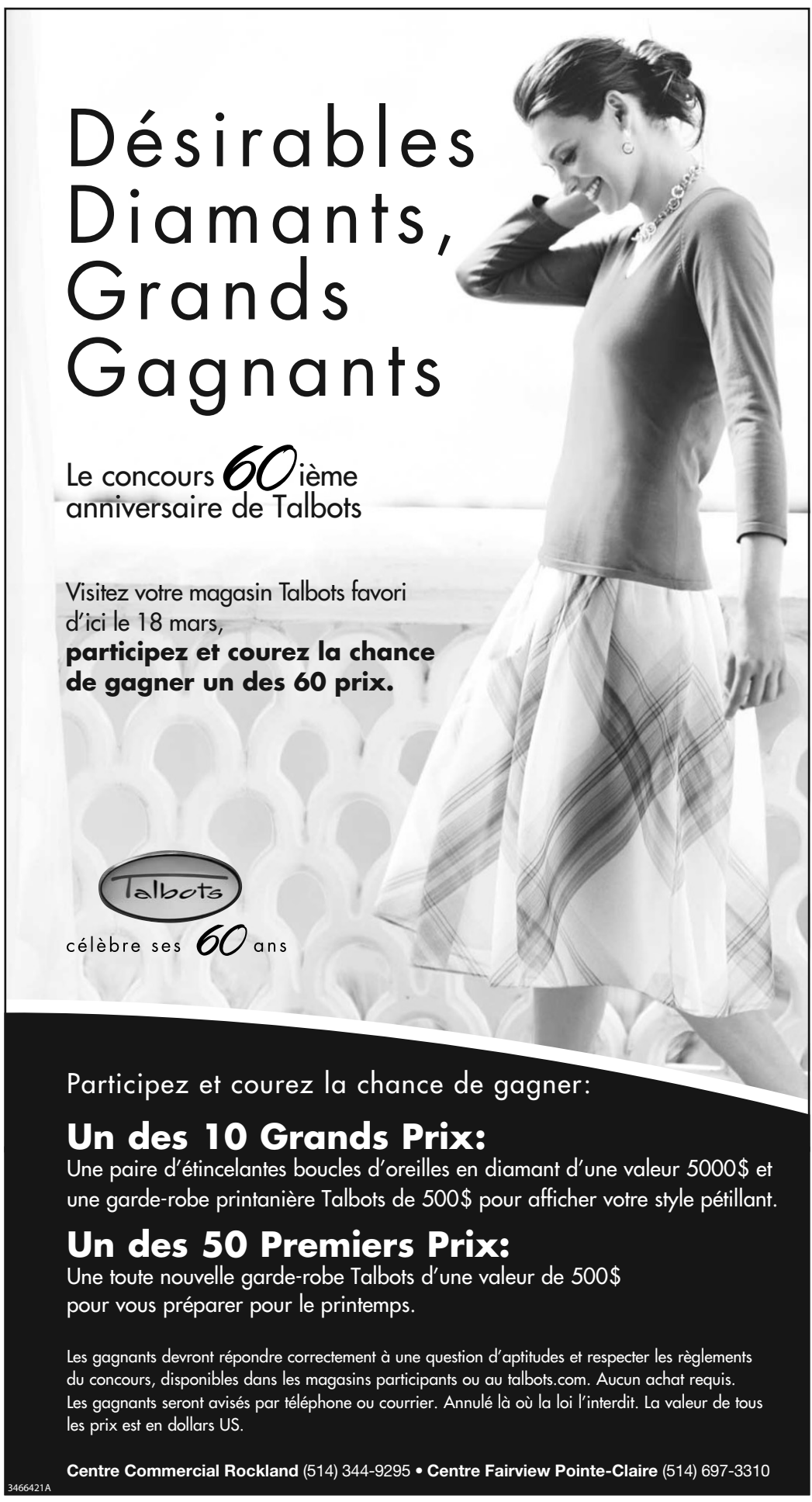
EN BREF

Hydro veut agrandir ses installations de stockage de déchets nucléaires

Hydro-Québec a demandé hier aux autorités fédérales la permission d'agrandir ses installations de stockage de déchets radioactifs à Gentilly, dans le centre du Québec. Des dirigeants de la société d'État ont expliqué à la Commission canadienne de la sûreté nucléaire que les entrepôts actuels seraient pleins d'ici la fin de l'année 2007. Hydro veut en aménager de nouveaux pour stocker les déchets résultant de l'exploitation de la centrale Gentilly-2 jusqu'à l'expiration de son permis, en 2010. Ce sont principalement des déchets de faible et de moyenne activité radioactive, c'est-à-dire des chiffons, des vêtements de protection et des outils. – Presse Canadienne

Pas de déclarations sur Internet pour quelques jours

Vous cherchez une excuse pour ne pas faire votre déclaration de revenus? Ne cherchez plus. Depuis lundi, l'Agence du revenu du Canada n'accepte plus les déclarations transmises par Internet. L'organisme fédéral éprouve des difficultés avec ses bases de données. Le service de transmission électronique des déclarations (IMPOTNET) ne sera pas disponible au cours des prochains jours. La raison de cette interruption de service : un problème survenu le week-end dernier lors de l'entretien du système informatique. L'Agence a bon espoir de remédier à la situation d'ici le début de la semaine prochaine. Les contribuables qui ont transmis leur déclaration fédérale de revenus par Internet lundi dernier n'ont pas à s'inquiéter s'ils ont reçu un numéro de confirmation. – Vincent Brousseau-Pouliot



Reportage publicitaire

Le Salon des Générations

DE TOUT POUR LES BOOMERS ET LEUR FAMILLE

Un cahier spécial à ne pas manquer le samedi 10 mars dans LA PRESSE

3462458

ACTUALITÉS

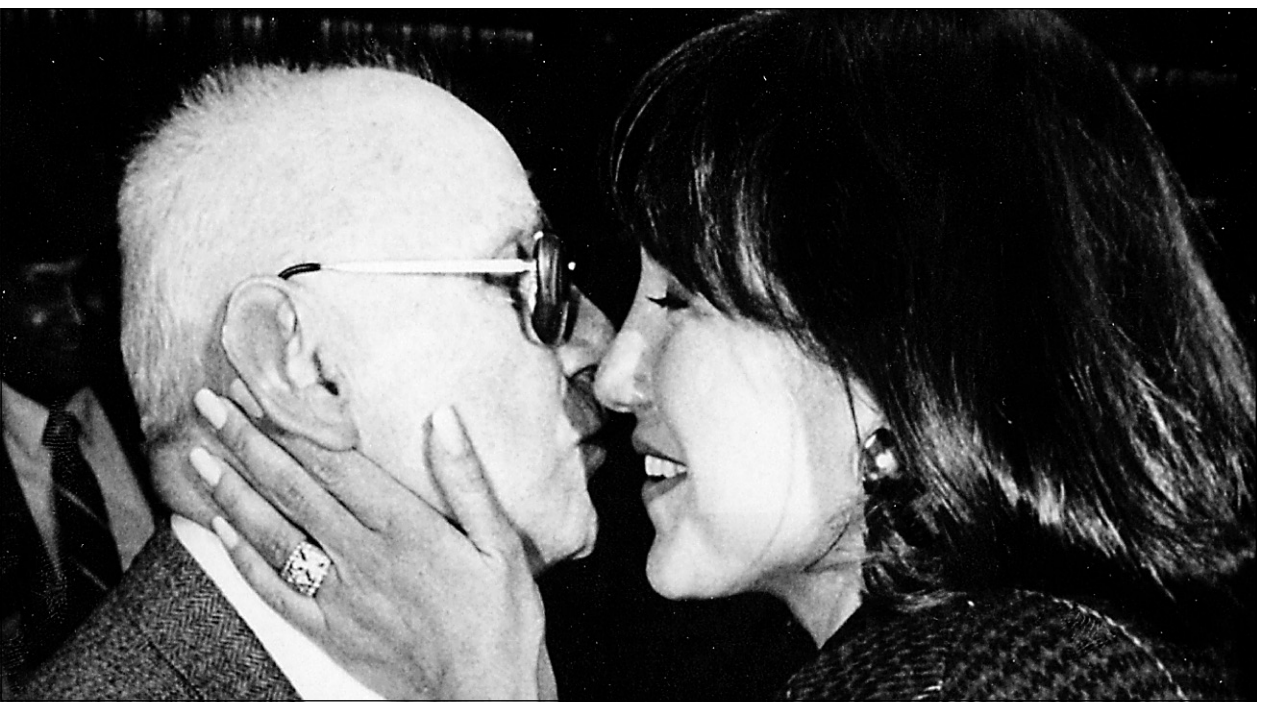


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

Psychiatre de renom, le père de Mila Mulroney, le Dr Dimitrije Pivnicki, s'est éteint à 89 ans.

Le père de Mila Mulroney s'éteint

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — La famille de l'ancien premier ministre Brian Mulroney est en deuil. Le père de Mila Mulroney, le Dr Dimitrije Pivnicki, psychiatre de renommée internationale, est décédé hier à l'âge de 89 ans.

M. Pivnicki, qui a déjà eu comme patiente Margaret Sinclair Trudeau, la femme de l'ancien premier ministre libéral Pierre Trudeau, est mort après avoir longuement lutté contre le cancer, a confirmé hier Luc Lavoie, porte-parole de la famille Mulroney.

« Toute l'aventure de la famille qui a émigré au Canada, tout cela a créé des liens familiaux extrêmement forts. »

Communauté serbe

Bien connu au sein de la communauté serbe de la métropole, le Dr Pivnicki a passé toute sa carrière au Allan Memorial Institute of Psychiatry de l'hôpital Royal Victoria de Montréal.

Né le 12 novembre 1918 à Novi Becej, petite ville de l'ancienne Yougoslavie, M. Pivnicki a quitté son pays en 1956 afin de s'établir au Canada après avoir obtenu une bourse d'études du Allan Memorial Institute.

Avant de venir au Canada, il avait entrepris des études en psychiatrie à l'Université de Belgrade en 1949 et il avait aussi travaillé pendant deux ans à l'hôpital de Mostar, une petite ville de Bosnie.

Trois enfants

M. Pivnicki a rapatrié toute sa famille – sa femme Bogdanka, sa fille Mila et son fils John – au Canada deux ans après son arrivée, soit en 1958. Le couple a eu un troisième enfant, Yvana, en 1961.

Psychiatre en chef

Au Allan Memorial Institute, M. Pivnicki s'est fait rapidement remarquer par les dirigeants de l'établissement. Il en est d'ailleurs devenu plus tard le psychiatre en chef. M. Pivnicki a également enseigné à titre de professeur adjoint à l'Université McGill.

En 1985, des médecins lui ont annoncé qu'il était atteint d'une tumeur au cerveau. En 1990, la maladie s'est aggravée, mais il a subi avec succès une opération visant à diminuer la pression sur son cerveau. Même s'il avait perdu une partie de l'ouïe et de la vue, M. Pivnicki a rebondi et repris le boulot au Allan Memorial Institute. Bien qu'il ait pris officiellement sa retraite en 1996, il a continué à rédiger des textes dans certaines publications médicales au Canada et aux États-Unis jusqu'à tout récemment.

Famille ébranlée

Le décès de M. Pivnicki a ébranlé la famille, notamment Mila Mulroney. « Mme Mulroney était très proche de son père. Elle est évidemment très ébranlée, même si cela faisait quelques jours que les choses n'allaient pas bien. Toute l'aventure de la famille qui a émigré au Canada, tout cela a créé des liens familiaux extrêmement forts », a indiqué Luc Lavoie.

Les funérailles de M. Pivnicki auront lieu à l'église orthodoxe serbe de Westmount à 11 h le mardi 13 mars.

ACTUEL
LA NOUVELLE SOCIÉTÉ
Tous les jours dans LA PRESSE

ARTS SPECTACLES
BIEN BELLE SOIRÉE
Tous les jours dans LA PRESSE

PONTIAC | CARBUREZ À L'ÉMOTION



WAVE

VILLE‡: 8,9 L/100 km
ROUTE‡: 5,9 L/100 km

Moteur 4 cyl. à DACT 1,6 L de 103 HP • Lecteur CD et MP3 avec prise audio auxiliaire • Chauffe-moteur • Colonne de direction inclinable • Siège du conducteur réglable en hauteur avec soutien lombaire • Banquette arrière divisée 60/40 à dossier rabattable

LOCATION 60 MOIS
169 $[1] Comptant: 2 027 $
207 $[1] Comptant: 0 $
Préparation et frais de transport de 1 045 $ INCLUS



G5 SE ÉDITION SPÉCIALE

VILLE‡: 9,2 L/100 km
ROUTE‡: 5,9 L/100 km

LOCATION 48 MOIS
209 $[1] Comptant: 1 604 $
244 $[1] Comptant: 0 $
Préparation et frais de transport de 1 095 $ INCLUS



★★★★★ Sécurité 5 étoiles[4]

G6

LOCATION 48 MOIS
279 $[1] Comptant: 2 024 $
322 $[1] Comptant: 0 $
Préparation et frais de transport de 1 250 $ INCLUS

VILLE‡: 10,2 L/100 km
ROUTE‡: 6,6 L/100 km

GM Canada
LA GARANTIE DE 160 000 KM DE GM
LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
160 000 KM 5 ANS SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR GARANTIE LIMITÉE[5] + 160 000 KM 5 ANS AVEC TRANSPORT DE COURTOISIE[5] + 160 000 KM 5 ANS AVEC ASSISTANCE ROUTIÈRE[5]

PONTIAC BUICK GMC

OFFRESPONTIAC.CA

3466282A

Consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants : Wave (2TD69/R7A), G5 SE Édition Spéciale (2AL69/R7A), et G6 (2ZF69/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (60 mois pour la Wave). Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢/km après 120 000 km pour la Wave. Frais de 15¢/km après 80 000 km pour la G5 et la G6. Première mensualité exigible à la livraison. 0$ de dépôt de sécurité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. 2. Cote de consommation telle que publiée dans ÉnerGuide par Ressources naturelles Canada pour la Wave et la G5 avec boîte manuelle à 5 vitesses et la G6 avec boîte automatique à 4 vitesses. 3. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impacts latéraux) pour la G6 2007. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 4. Selon la première éventualité. Les camions poids moyens sont exclus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primegmpouretudiants.ca) et de GM Mobilité. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir le règlement complet du concours, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers résidant au Québec, s'appliquant aux modèles neufs 2007 suivants : Wave (2TD69/R7A), G5 SE Édition Spéciale (2AL69/R7A), et G6 (2ZF69/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. 1. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (60 mois pour la Wave). Frais de transport et préparation inclus. Frais d'immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 ¢/km après 120 000 km pour la Wave. Frais de 15¢/km après 80 000 km pour la G5 et la G6. Première mensualité exigible à la livraison. 0$ de dépôt de sécurité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. 2. Cote de consommation telle que publiée dans ÉnerGuide par Ressources naturelles Canada pour la Wave et la G5 avec boîte manuelle à 5 vitesses et la G6 avec boîte automatique à 4 vitesses. 3. Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant (tests d'impacts latéraux) pour la G6 2007. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA). 4. Selon la première éventualité. Les camions poids moyens sont exclus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants (primegmpouretudiants.ca) et de GM Mobilité. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir le règlement complet du concours, passez chez votre concessionnaire participant, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gmcanada.com.**

ANDRÉ LALONDE SPORTS®

VENTE DE FERMETURE

4 MAGASINS SEULEMENT

30 À 60% de rabais* SUR TOUT

VÉLOS BMX, DE RANDONNÉE, DE MONTAGNE ET HYBRIDES

BURTON SNOWBOARDS, SPYDER, SALOMON, HH HellyHansen, THE NORTH FACE, OAKLEY, HEAD, NORDICA, ATOMIC, PHENIX, DESCENTE, MONGOOSE, GIANT BICYCLES, ROSSIGNOL PURE MOUNTAIN COMPANY®, KARBON, FISCHER, Giro, powder room, asics, MERRELL, Columbia Sportswear Company®, THULE, D'ALBELLO, O'NEILL, Royal Robbins, Timberland PACKS AND TRAVEL GEAR

TOUS LES SKIS, PLANCHES À NEIGE, BOTTES DE SKI ET DE PLANCHES, ATTACHES, BÂTONS, RAQUETTES, VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES DE SKI ET DE PLANCHE À NEIGE, CHAUSSURES ET BOTTES DE RANDONNÉE, BICYCLETTES, CASQUES, CHAUSSURES DE VÉLO, ACCESSOIRES DE VÉLO, MAILLOTS DE BAIN, SANDALES, SUPPORTS À SKIS ET VÉLO, VÊTEMENTS SPORT ET DÉCONTRACTÉS, BADMINTON, TENNIS, SQUASH...

•LAVAL - 3900, Autoroute 440 Ouest
•ST-LÉONARD - 6755, Métropolitain Est
Heures: lundi-mercredi 9h30-18h, jeudi et vendredi 9h30-21h, samedi 9h30-17h, dimanche 11h-17h

•ST-JÉRÔME - 1053, boul J.B. Rolland (Dans le local de Sports Excellence)
Heures: lundi-mercredi 10h-18h, jeudi et vendredi 10h-21h, samedi 9h-17h, dimanche 10h-17h

•QUÉBEC - 1275, Jules-Verne

Modalités: Comptant, Interac, Visa, Mastercard

*Rabais sur le prix initial André Lalonde Sports. Exclut les articles à prix net. Aucune autre réduction ou promotion n'est applicable. L'inventaire a été augmenté pour offrir une plus vaste sélection. Les différentes marques ne sont pas toutes offertes partout.

3468044A

ACTIFS EN ACTION[MC] Professionnels de la disposition de biens

REPORTAGE PUBLICITAIRE

CAMPS DE VACANCES ET DE JOUR ÉTÉ 2007

UN CAHIER SPÉCIAL À NE PAS MANQUER LE SAMEDI 10 MARS 2007

LA PRESSE

3462417

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

La mortalité augmentera au Québec

FRANÇOIS CARDINAL

D'ici quelques années, des dizaines de Québécois mourront tous les ans à cause du réchauffement climatique. On prévoit même plus d'un millier de décès annuellement d'ici 2080. Au menu des maladies qui feront plus de ravages : coups de chaleur, cancers de la peau ainsi que maladies cardiovasculaires et respiratoires.

Voilà ce que révèle le plus récent rapport de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) dont la gravité semble avoir surpris jusqu'aux chercheurs mêmes.

« Les conclusions du rapport montrent que c'est un problème de grande ampleur qui n'épargnera aucune région du Québec », a indiqué Pierre Gosselin, coauteur de l'étude et médecin-conseil à l'Institut.

La réaction est d'autant plus vive que les chercheurs qualifient eux-mêmes le scénario privilégié de « conservateur ». Ils se sont basés sur une multiplication par deux des concentrations de CO_2 dans l'atmosphère d'ici 2080, alors que les plus récentes études font état d'une possible multiplication par trois d'ici 2100, a précisé M. Gosselin.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE ©

Parmi les causes de décès supplémentaires, les chercheurs signalent notamment les coups de chaleur et les cancers cutanés.

En se fiant aux modélisations climatiques du consortium Ouranos, l'INSPQ prédit une hausse annuelle des décès de 0,5 % en 2020 (150 morts de plus), de 1,5 % en 2050 (500 morts) et de 3 % en 2080 (1400 morts).

Les auteurs signalent, parmi les causes des décès supplémentaires, les coups de chaleur, les cancers cutanés, les maladies cardiovasculaires, respiratoires (asthme), hépatiques (diabète) et neurologiques (épilepsie). On estime que la hausse des décès qui surviendront en été supplantera la baisse prévue en hiver en raison de températures plus clémentes.

Cela dit, il faut savoir que la population ne sera pas touchée uniformément. Les aînés, par exemple, risquent d'être plus affectés que les jeunes. « L'augmentation de la mortalité pour la population âgée de 65 ans et plus est environ deux à trois fois plus importante que pour celle âgée entre 15 et 64 ans », peut-on lire dans l'étude signée par le Dr Gosselin, Diane Bélanger et Bernard Doyon.

Également, certaines villes seront plus touchées que d'autres. Longueuil, par exemple, pourrait connaître une hausse des décès de 2,2 % en 2050, comparativement à 1,39 % pour Montréal. Cela est dû à une foule de facteurs, comme la structure d'âge ou la qualité des logements, possiblement plus vulnérables à une hausse marquée des températures.

« Il est toutefois surprenant de voir que ça touche tout le Québec, que ce soit le Saguenay, l'Abitibi ou la Baie-James, a indiqué le Dr Gosselin. Ça va toucher tout le Québec habité. »

L'INSPQ prédit une hausse annuelle des décès de 0,5 % en 2020 (150 morts de plus), de 1,5 % en 2050 (500 morts) et de 3 % en 2080 (1400 morts).

Seules exceptions au tableau : la Gaspésie et la Côte-Nord, deux régions dont le climat profite de la proximité avec le golfe du Saint-Laurent. Elles n'ont donc pas encore été touchées par le réchauffement climatique lié à la hausse des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Rappelons que les scientifiques s'attendent à ce qu'en 2050, le Québec connaisse des températures de 1 à 6 degrés supérieures à celles que nous connaissons aujourd'hui (2 à 9 degrés dans le nord de la province).

Dans ce contexte, comment les gouvernements devraient-ils accueillir un tel rapport ? « L'étude nous montre que c'est un problème qui transcende toute l'organisation de la société, note Pierre Gosselin. Il faut agir plus sérieusement qu'on ne l'a fait jusqu'à maintenant. On ne peut quand même pas déménager tout le monde sur la Côte-Nord ! »

Fait intéressant, l'INSPQ a observé dans son rapport que les changements climatiques que connaît le Québec affectent déjà la population, et pas seulement les plus vieux. « L'effet de la température sur la population âgée de 15 à 64 ans semble évoluer dans le temps, peut-on lire. Ce groupe d'âge est plus vulnérable à l'augmentation des températures dans la période 1991-1999 que dans la période 1981-1989. L'augmentation de la pollution atmosphérique pourrait expliquer en partie ce constat. »

Rappelons d'ailleurs qu'une récente étude de l'INSPQ sur les avertissements au smog avait conclu à leur inefficacité. Sans mesures contraignantes qui obligent les citoyens à agir, notait-on, la pollution et le smog continueront à sévir.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : francois.cardinal@lapresse.ca

mercedes-benz.ca/classeb





C280 Édition AVANTGARDE

PDSF À PARTIR DE 43 500 $†

415 $† PAR MOIS AVEC ACOMPTE DE 4 350 $

À 4,25 %† BASÉ SUR UN BAIL DE 39 MOIS

- Toit ouvrant coulissant, en verre
- Système audio ambiophonique harman/kardon® LOGIC7®
- Jantes de 17 po en alliage d'aluminium à 7 bras à rainure
- Traction intégrale 4MATIC^MC en permanence disponible†



R350

PDSF À PARTIR DE 62 900 $†

669 $† PAR MOIS AVEC ACOMPTE DE 6 440 $

À 3,9 %† BASÉ SUR UN BAIL DE 36 MOIS

- Ample espace pour six
- Traction intégrale 4MATIC^MC en permanence
- Transmission automatique à 7 rapports 7G-TRONIC
- Système de divertissement pour les passagers arrière, en option

L'ÉVÉNEMENT « LE PRINTEMPS SOUS UNE BONNE ÉTOILE »

PAS DE PREMIÈRE NI DE DEUXIÈME MENSUALITÉ POUR LA NOUVELLE CLASSE B

L'Événement « Le printemps sous une bonne étoile » a commencé, vous donnant la chance de profiter de superbes offres valables pour une variété de nouveaux véhicules. Pendant une durée limitée, ne payez ni de première ni de deuxième mensualité pour la nouvelle Classe B et la E280 4MATIC^MC de prochaine génération. Bénéficiez de presque 6 000 $ d'équipement supplémentaire sans frais en optant pour une C280 Édition AVANTGARDE. Ou procurez-vous une Classe R six places à partir de seulement 669 $ par mois. Passez faire un essai routier dès aujourd'hui chez un concessionnaire Mercedes-Benz.

Mercedes-Benz

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, Boul. Décarie, Montréal
(514) 735-3581

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, Boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(866) 405-4444

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
(866) 368-3585

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, Boul. Taschereau, Greenfield Park
(866) 734-1111

3468422A

FINANCEMENT OFFERT PAR Services financiers Mercedes-Benz

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2007. *Offre de location-bail basée sur une B200 neuve, disponible uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. 319 $/360 $/400 $ par mois pendant 39 mois. Acompte ou reprise équivalente de 3 140 $/1 540 $/0 $ plus dépôt de garantie de 350 $/400 $/500 $ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. Première et deuxième mensualités non exigées (jusqu'à concurrence de 800 $). PDSF à partir de 31 400 $. Taux de location annuel de 4,5 %. Obligation totale : 14 943 $/14 860 $/14 800 $. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20 $/km supplémentaire). Frais de transport et de préparation (jusqu'à 1 795 $; le concessionnaire peut facturer moins), d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance, ainsi que taxes et frais RRPMR en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. †Offre de location-bail basée sur une C280 AVANTGARDE/R350 neuve, disponible uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. 415 $/669 $ par mois pendant 39/36 mois. Acompte ou reprise équivalente de 4 350 $/6 440 $ plus première mensualité, dépôt de garantie de 500 $/800 $ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 43 500 $/62 900 $. Taux de location annuel de 4,25 %/3,9 %. Obligation totale : 20 535 $/30 524 $. Kilométrage limité à 18 000 km/an (0,20 $/0,25 $ par km supplémentaire). Frais de transport et de préparation (jusqu'à 1 795 $; le concessionnaire peut facturer moins), d'immatriculation et d'assurance, ainsi que taxes et frais RRPMR en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. B200 TURBO avec Ensemble Sport optionnel, C280 et R350 montrées. Offre pouvant changer sans préavis et ne pouvant être combinée à aucune autre offre.

LE 8 MARS

Les nouvelles internationales
en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

LA PLANÈTE DES FEMMES

Aux États-Unis, la démocrate Nancy Pelosi est entrée dans l'histoire il y a quelques semaines en devenant la première présidente de la Chambre des représentants du Congrès. Elle n'est pas la seule : les femmes parlementaires prennent de plus en plus de place sur la planète. Mais tous les indicateurs ne sont pas aussi bons pour les femmes.

Politique

Il n'y a jamais eu autant de femmes à la tête des parlements du monde entier : **35** présidentes ou premières ministres sur un total de 262. Le nombre de femmes parlementaires a aussi atteint un record. La moyenne mondiale s'est établie à tout près de **17 %** l'an dernier, une hausse de **50 %** par rapport à 1995.



PHOTO MARTIN BERNETTI, AFP

Michelle Bachelet, présidente du Chili

Le Canada se retrouve juste au-dessus de cette moyenne. Avec 20,8 % de femmes à la Chambre des communes, il se classe au **47e rang**.

Le hic, c'est que les progrès observés en 2006 dans le monde ont été plus lents que l'année précédente. S'ils continuent à ce rythme, « nous devrons attendre jusqu'à 2077 pour célébrer l'égalité » a déclaré la semaine dernière le secrétaire général de l'Union interparlementaire, Anders B. Johnsson.

Les cinq pays en tête du classement mondial

PAYS	FEMMES PARLEMENTAIRES
Rwanda	**48,8 %**
Suède	**47,3 %**
Costa Rica	**38,6 %**
Pays-Bas	**33 %**
Autriche	**32 %**

Travail

Les inégalités entre hommes et femmes persistent dans le monde du travail. Par exemple, sur les 550 millions de travailleurs pauvres dans le monde, **60 %**, soit 330 millions, sont des femmes. L'an dernier, les différences de rémunération selon le sexe étaient encore de 30 % à 40 % dans certains pays.

Excision

L'excision continue aussi de faire des ravages. Plus de **130 millions** de filles dans le monde ont subi des mutilations génitales, surtout en Afrique et dans certains pays du Moyen-Orient.

Sida

Le nombre de femmes adultes vivant avec le virus du sida est plus élevé que jamais. Il a atteint **17,6 millions** en 2006, soit une augmentation de plus d'un million en deux ans. Sur le continent africain, pour 10 hommes adultes infectés, on dénombre environ 14 femmes adultes aux prises avec le virus. Sur la planète, environ 7000 femmes sont infectées chaque jour.

NOMBRE DE PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH EN 2006

Total	**39,5 millions**
Adultes	**37,2 millions**
Femmes	**17,7 millions**
Enfants (moins de 15 ans)	**2,3 millions**

Guerre

Le rôle des femmes dans l'armée américaine a été profondément modifié par les guerres en Irak et en Afghanistan. Officiellement, elles ne peuvent pas faire partie d'unités de combat sur le terrain. Mais elles font néanmoins face, de toute évidence, à de multiples situations de combat. Et elles en font les frais. Depuis 2002, **83** femmes ont été tuées au cours des deux conflits et plus de 500 ont été blessées.



PHOTO RAMZI HAIDAR, AFP

—Données compilées par **Alexandre Sirois**

Sources : Nations unies, ONUSIDA, Union interparlementaire, Organisation internationale du travail, Agence France-Presse.

La stratégie féministe d'Hillary Clinton



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

La stratégie féministe de Clinton pourrait être déterminante dans la course à l'investiture démocrate. Selon les conseillers de la candidate, 60 % des démocrates qui participeront aux primaires seront des femmes.

NEW YORK — Hillary Clinton entend briser « le plus dur et le plus haut des plafonds de verre » – la présidence des États-Unis en grimpant sur les épaules des électrices.

En ce début de mars, mois de l'histoire des femmes aux États-Unis, la candidate démocrate lance une ambitieuse campagne pour mobiliser les Américaines, qui ont exprimé 54 % des suffrages lors de l'élection présidentielle de 2004.

Intitulé *Women for Hillary*, le programme de Clinton fera appel à des personnalités marquantes de l'histoire contemporaine, dont Madeleine Albright, première femme secrétaire d'État, Géraldine Ferraro, première femme candidate à la vice-présidence, et Billie Jean King, ancienne championne de tennis. Celles-ci auront pour mission de recruter des milliers d'Américaines qui iront grossir les rangs d'un réseau baptisé « Women Leaders Network ».

Cette armée de militantes organisera des événements aux quatre coins des États-Unis et amassera des fonds tout au long d'une campagne électorale qui prendra fin le 2 novembre 2008, jour de l'élection présidentielle. Comme il se doit, Internet jouera un rôle crucial dans la création de ce réseau féministe.

« Les femmes représentent la majorité des électeurs, la majorité des étudiants au collège et nous sommes une présence grandissante au Congrès... Ensemble, nous pouvons briser le plus dur et le plus haut des plafonds de verre », a déclaré Hillary Clinton mardi, jour du lancement de son nouveau programme, à Washington.

La candidate présidentielle s'adressait aux dirigeantes d'EMILY's List, une importante organisation qui aide les femmes démocrates favorables à l'avortement à être élues. Pour la première fois de son histoire, EMILY's List appuiera un candidat présidentiel, en l'occurrence Hillary Clinton.

« Nous sommes extrêmement emballées d'avoir la meilleure chance que nous ayons jamais eu d'élire la première femme à la présidence », dit Ramona Oliver, directrice des communications d'EMILY's List, au cours d'un entretien téléphonique avec *La Presse*.

« Avec une figure majeure comme Hillary Clinton, on verra (en 2008) un flot de nouvelles électrices, surtout chez les jeunes femmes, qui ont tendance à moins voter. Je pense aux 18-35 ans. Hillary Clinton est énormément populaire parmi ces femmes. »

Un volet du programme *Women for Hillary* ciblera d'ailleurs les jeunes femmes, y compris celles qui n'ont pas encore le droit de voter. Les mères et leurs filles seront ainsi invitées à échanger sur un site Internet des histoires autour du thème « I Can Be President ». La campagne de Clinton s'accompagne d'engagements spécifiques sur certains dossiers, dont l'accès à l'avortement, l'équité salariale et les congés parentaux. La stratégie féministe de Clinton pourrait être déterminante dans la course à l'investiture démocrate. Selon les conseillers de la candidate, 60 % des démocrates qui participeront aux primaires seront des femmes.

Hillary Clinton reçoit le soutien de 40 % des femmes démocrates, selon un sondage récent ABC News/*Washington Post*. Barack Obama suit au deuxième rang avec 22 % des appuis.

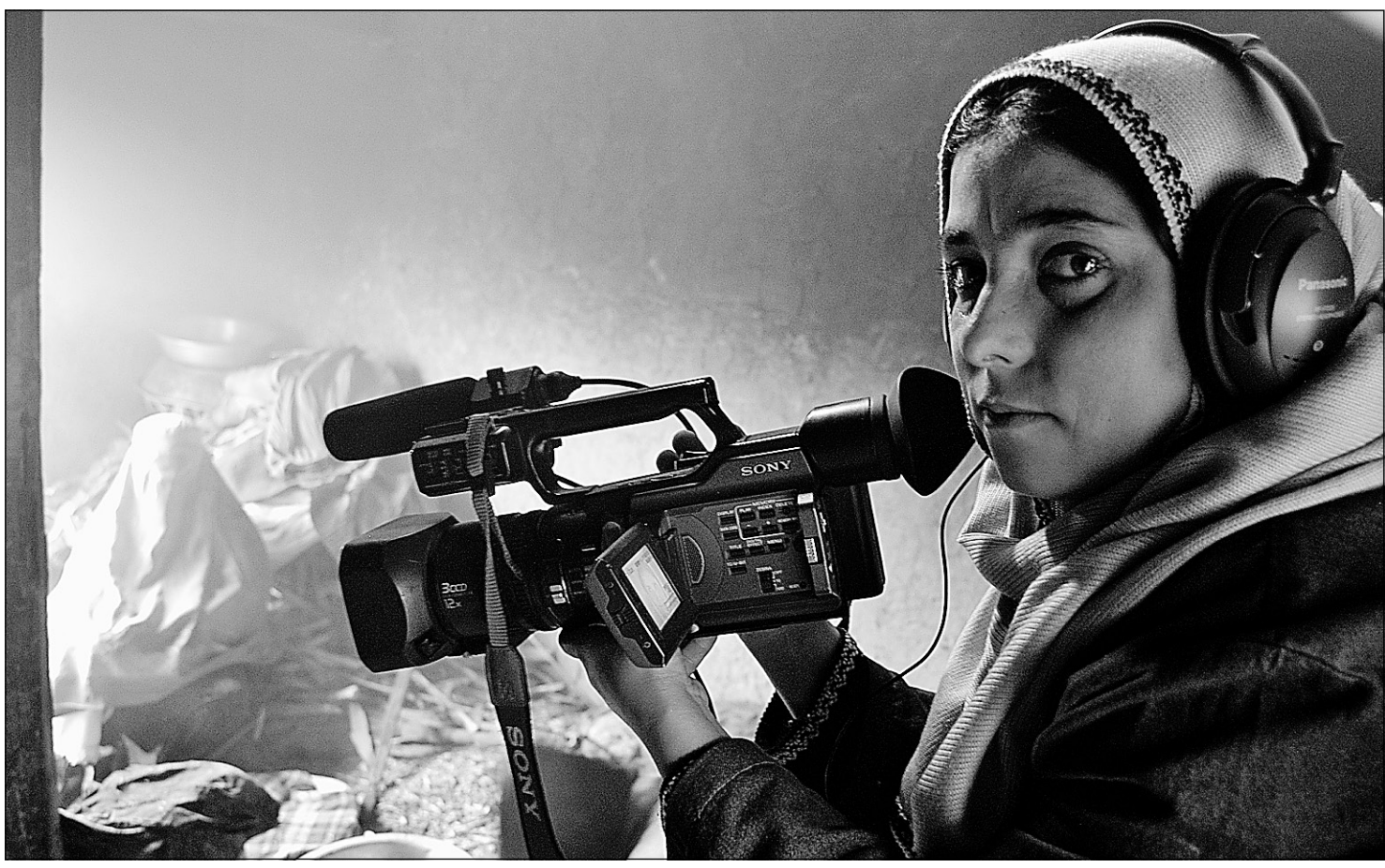


PHOTO FARZANA WAHIDY, AINA

Mehria Azizi, caméraman afghane, filme des femmes en burqa préparant le pain dans une boulangerie de Kaboul.

À la rescousse des femmes afghanes

ÉRIC CLÉMENT

Encouragée par son mari, ambassadeur de l'Afghanistan à Ottawa, la journaliste Khorshied Samad s'est donné la mission de lutter en faveur des Afghanes. « L'Afghanistan a tant besoin d'aide. Et au Canada, je sens que les gens sont intéressés par cette noble cause. »

Si c'est à Soleiman Aryan, son jeune fils de 7 mois, qu'elle accorde ces jours-ci toutes ses attentions quotidiennes, Khorshied Samad n'oublie pas la passion qui guide sa vie : les droits des femmes afghanes.

Journaliste, intellectuelle, humaniste, Khorshied Samad vit à Ottawa avec son mari Omar Samad, ambassadeur d'Afghanistan au Canada depuis 2004. M. Samad a émigré aux États-Unis en 1979 lors de l'arrivée des communistes à Kaboul. Khorshied est née en Californie, d'un père afghan et d'une mère américaine. Elle a travaillé en Afghanistan en 2002, six mois après la chute du régime des talibans.

Elle aurait pu profiter de son statut de femme d'ambassadeur mais, encouragée par son mari, elle s'est donné la mission de lutter en faveur des Afghanes. « L'Afghanistan a tant besoin d'aide, dit-elle à *La Presse*. Et au Canada, je sens que les gens sont intéressés par cette noble cause. »

Khorshied Samad a créé la Fondation des artistes pour l'Afghanistan (www.artists-for-afghanistan.org), organisme à but non lucratif qui vend des foulards de soie créés par des tisseuses de Kaboul. Parolière et chanteuse à ses heures, elle a aussi participé à la création d'un disque pour amasser des fonds. Ces ventes permettent ultimement d'alphabétiser des femmes afghanes.

Aujourd'hui, toutefois, Mme Samad est à Montréal pour inaugurer une exposition de photographies de femmes afghanes qui exercent un métier hautement périlleux et méritoire dans ce pays troublé : le journalisme.

L'exposition *Des voix qui portent* présente 40 photos de journalistes en action, des reporters en burqa, des cinéastes voilées, des photographes et des journalistes devenues quelques-unes des 68 députées du nouveau Parlement afghan, reconstitué l'an dernier après 28 ans d'absence de la scène politique afghane.

Avec cette exposition présentée à l'Université de Montréal du 8 au 20 mars, Mme Samad veut que les gens comprennent qu'il n'y a pas que des attentats et des affrontements dans son pays. « On peut dire que 80 % du pays est actuellement stable et sans troubles, dit-elle. Il faut aussi parler de ce qui est positif. Et le travail des femmes journalistes est un signe d'espoir même si cela prendra beaucoup de temps pour changer ce pays. »

Les photos de l'exposition sont émouvantes. Ces femmes journalistes sont captées dans leur vie personnelle ou professionnelle. « Les histoires de ces femmes sont des exemples positifs pour l'Afghanistan, mais il faut dire aussi qu'elles vivent des tragédies, dit Mme Samad. Quelques-unes ont reçu des menaces et d'autres ont été emprisonnées. Les femmes ont beaucoup souffert sous le régime taliban, sans aucune protection et sans possibilité de vivre une vie stable et juste. »

Selon Khorshied Samad, l'Afghanistan a besoin d'aide extérieure plus que jamais. Elle dit espérer que l'exposition fera comprendre l'importance de la présence militaire canadienne dans ce pays. « Cette présence permet d'améliorer la stabilité et la sécurité sans lesquelles on ne peut pas avoir de société civile avec des droits de l'homme, notamment ceux des femmes, la liberté de la presse et la liberté d'expression, dit-elle. L'Afghanistan n'est pas l'Irak. Je suis optimiste qu'on éradiquera les forces du mal qui veulent garder ce pays dans le Moyen Âge. En tout cas, ces femmes travaillent fort pour garder l'Afghanistan en vie. »

Exposition Des voix qui portent
www.voicesontherise.com
Du 8 au 20 mars dans le hall d'honneur du Pavillon Roger-Gaudry, Université de Montréal, 2900 Édouard-Montpetit, Métro Université-de-Montréal
Du 22 mars au 4 avril à l'Université Concordia

Tournée du président américain en Amérique du Sud

Bush tente de contrer la gauche latino

OLIVIER UBERTALLI
COLLABORATION SPÉCIALE

BUENOS AIRES — Très affaibli dans son pays, George W. Bush s'envole vers le Sud. Le président américain entame aujourd'hui une tournée de six jours en Amérique latine qui le conduira au Brésil, en Uruguay, en Colombie, au Guatemala et au Mexique.

Objectif du voyage : reprendre la main sur le continent face à la pétro-diplomatie du turbulent président vénézuélien Hugo Chavez. Obnubilés par le Moyen-Orient dans leur « guerre au terrorisme », les États-Unis ont délaissé l'Amérique du Sud ces dernières années.

« Avec ce voyage, l'administration Bush veut montrer qu'elle porte une attention particulière à l'Amérique latine », a commenté Larry Birns, spécialiste des relations latino-américaines. « Nous souhaitons livrer un message d'espérance et de soutien à la région et expliquer que nous ne cherchons par la confrontation avec Chavez », a noté un républicain proche de la Maison-Blanche avant le déplacement.

S'appuyant sur la manne pétrolière du Venezuela, le président Chavez a beaucoup profité du vide laissé par les Américains, notamment en intégrant en 2006 le Mercosur, union douanière sud-américaine née au début des années 90. Huitième producteur de pétrole brut et cinquième exportateur mondial, le Venezuela détient les plus grandes réserves d'or noir du monde, devant l'Arabie Saoudite.

OPEP de l'éthanol

Avec le Brésil du président Lula, Bush projette de lancer une véritable « OPEP de l'éthanol ». En clair : un organisme tout puissant qui ferait la pluie et le beau temps sur le marché prometteur des biocarburants et permettrait de contrer la puissance pétrolière du Venezuela, mais aussi des pays arabes.

Les États-Unis et le Brésil contrôlent ensemble plus de 70 % de la production mondiale d'éthanol, alcool à base de sucre de canne (au Brésil) ou de maïs (aux États-Unis) et déjà utilisé comme une essence écologique. De l'avis des spécialistes énergétiques, l'éthanol s'annonce comme le carburant du futur, vu le prix actuel et les réserves limitées du pétrole.

Décidé à ne pas laisser Bush occuper la une des journaux du sous-continent et à répudier la venue de « l'impérialisme américain », Chavez réunira demain plus de 40 000 personnes dans un stade de foot de Buenos Aires, en Argentine.



PHOTO CARLOS DURAN, REUTERS

Des étudiants colombiens de Cali brûlent un drapeau américain au cours d'une manifestation pour protester contre la visite du président américain George W. Bush dans leur pays.

FEUILLE DE ROUTE DE BUSH

Au Brésil, le président américain entend lancer « l'OPEP de l'éthanol », c'est-à-dire un organisme dominant le marché prometteur des biocarburants. Avec l'Uruguay, les États-Unis espèrent avancer vers la signature d'un traité de libre-échange commercial. La lutte contre le narcotrafic et la guérilla paramilitaire motive pour sa part un déplacement en Colombie, tout comme l'endiguement de l'immigration illégale au Mexique.

Enfin, Bush fait une visite de courtoisie au Guatemala pour le remercier d'avoir empêché le Venezuela de Chavez d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Il y rencontrera son « ami » et homologue argentin Nestor Kirchner afin d'approfondir les liens commerciaux entre les deux pays. Les chefs d'État doivent ratifier une série d'accords qui tournent résolument le dos à Washington et au Fonds monétaire international (FMI).

L'Argentine est séduite par le soutien économique de Chavez, qui finance ses emprunts : le Venezuela a déjà racheté pour environ 2 milliards de dollars en bons de la dette argentine, participé au sauvetage financier du géant agroalimentaire argentin Sancor et offert des puits de pétrole.

« De cette façon, nous faisons naître le Fonds financier latino-américain », estime Hugo Chavez, qui rêve d'un organisme multilatéral qui garantirait « l'autonomie » des pays sud-américains, majoritairement dirigés aujourd'hui par la gauche.

ÉTATS-UNIS

L'astronaute accusée de tentative de rapt congédiée

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — L'astronaute qui avait attaqué une femme qu'elle percevait comme une rivale dans un triangle amoureux a été congédiée par la NASA, hier.

Lisa Nowak avait défrayé les manchettes le mois dernier pour avoir tenté de kidnapper Colleen Shipman, une militaire qui entretenait des liens avec un astronaute dont Mme Nowak s'était éprise.

Mariée et mère de trois enfants, M^me^ Nowak, 43 ans avait conduit près de 1500 kilomètres depuis Houston, Texas, jusqu'à Orlando, portant une couche pour adulte afin de ne pas perdre une seconde en chemin. Elle avait été arrêtée après avoir aspergé M^me^ Shipman avec du gaz poivre à sa sortie d'avion. Dans le sac de l'astronaute, les policiers avaient trouvé un fusil à air comprimé, un maillet métallique, du ruban adhésif, un couteau et plusieurs sacs poubelle.

M^me^ Nowak avait aussi en sa possession une copie des courriels que M^me^ Shipman avait envoyés au commandant William A. Oefelein, astronaute de la NASA. Les courriels, dévoilés cette semaine par le journal *Orlando Sentinel*, montrent qu'une idylle existait entre ces deux personnes. Or, M^me^ Nowak avait elle-même une relation extraconjugale avec M. Oefelein et n'a apparemment pas digéré d'avoir une rivale.

M^me^ Nowak a été formellement accusée la semaine dernière de tentative de kidnapping avec l'intention de blesser, à laquelle elle a plaidé non coupable. Une accusation de tentative de meurtre déposée contre elle au moment de son arrestation a depuis été retirée.

Lisa Nowak était astronaute depuis 1996. Elle a accompli avec succès sa première mission à bord de la Station spatiale internationale l'été dernier.

MONTOIT LE SAMEDI



CE SAMEDI DANS LA PRESSE

UNE EXPÉRIENCE SENSUELLE

3450176

PLUS D'EUROPE à découvrir...

air transat air vacances



Printemps-Été 2007
Vols directs

Aller-retour à partir de 445$

BRUXELLES • LONDRES • MANCHESTER • NANTES • PARIS

Réservez dès maintenant pour profiter des meilleurs prix !
Visitez le www.airtransat.com, téléphonez au 1 877 655-3948 ou communiquez avec votre agent de voyages.

20 ans Tout un monde !

Départs de Montréal. Prix par personne en classe économique, valides à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont sujets à changement sans préavis et sont valides pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. Taxes, DPSTA, frais aéroportuaires, assurances et surcharge de carburant, si applicable, ne sont pas inclus.

3465431A

POUR VOIR LE MONDE...

SALON DES VÉHICULES RÉCRÉATIFS 2007

présenté par leclerc assurances
distributeur AVIVA

20e ÉDITION

MONTRÉAL
Du 8 au 11 mars 2007
au Stade olympique de Montréal

500 véhicules récréatifs sous un même toit.
Tous les modèles 2007. Financement disponible.

Courez la chance de gagner
200 000 $*
Pour les acheteurs de véhicules neufs sur place



*Chaque tranche d'achat de 1 000$ (avant taxes) donne droit à une carte de jeu. Les chances de gratter 4 icônes identiques parmi les 32 cases sont de 1 / 35 960. 29 979 billets peuvent faire gagner 2 000$, 20 billets peuvent faire gagner 20 000$, 1 billet peut faire gagner 200 000$. Pour être déclaré gagnant, le participant devra répondre correctement à une question d'habiletés mathématiques. Aucun achat requis

PRIX D'ENTRÉE (toutes taxes incluses)
Adultes : ..... 12,00 $
Étudiants et 65 ans et plus* : ..... 10,00 $
6 à 12 ans : ..... 4,00 $
0 à 5 ans : ..... GRATUIT
*avec carte

HEURES D'OUVERTURE
Jeudi de 11 h à 21 h
Vendredi de 10 h à 22 h
Samedi de 9 h à 22 h
Dimanche de 9 h à 17 h

www.salonvr.com

LA PRESSE cyberpresse.ca

ACVRQ

3465805A

3464321

MONDE

Barack Obama dans l'embarras

ALEXANDRE SIROIS

Jusqu'à tout récemment, les médias américains avaient identifié un seul des vices du démocrate Barack Obama : la cigarette. Or, quelques semaines après avoir décidé d'écraser pour de bon, il se retrouve au cœur d'une controverse nettement moins frivole.

Les investissements douteux du candidat à la présidence ont fait la une du *New York Times* hier, ce qui l'a immédiatement plongé dans l'embarras.

C'est qu'Obama a acheté en 2005 pour quelque 55 000 $ d'actions de deux entreprises dont les investisseurs principaux étaient d'importants donateurs à sa caisse électorale.

Une de ces entreprises, AVI Biopharma, était à l'époque en train de développer un médicament pour traiter la grippe aviaire.

Or, l'une des premières luttes menées par Obama au Sénat américain après son élection en 2004 visait à accroître le financement fédéral pour lutter contre la grippe aviaire.

« Je n'ai jamais su quelles actions je possédais », s'est défendu hier Obama, pressé de questions par les journalistes à Washington.

L'étoile montante du Parti démocrate n'aurait appris qu'à l'automne 2005 où son argent était investi, en recevant une lettre d'une des entreprises en question. Il a aussitôt vendu ses actions, déclarant une perte de 13 000 $.

« Je voulais m'assurer que je n'investirais pas dans des entreprises qui pouvaient potentiellement entrer en conflit avec mon travail ici ou faire mentir certaines de mes déclarations », a-t-il dit.

« De toute évidence, cela n'a pas fonctionné de la façon dont je le voulais. C'est pour ça que j'ai fini par m'en débarrasser », a ajouté le sénateur de l'Illinois.

Les médias américains ont aussi souligné qu'Obama a utilisé les services de courtage recommandés par un ami et important donateur, George W. Haywood. Le politicien n'a pas remis en question cette décision, la jugeant éthiquement correcte.

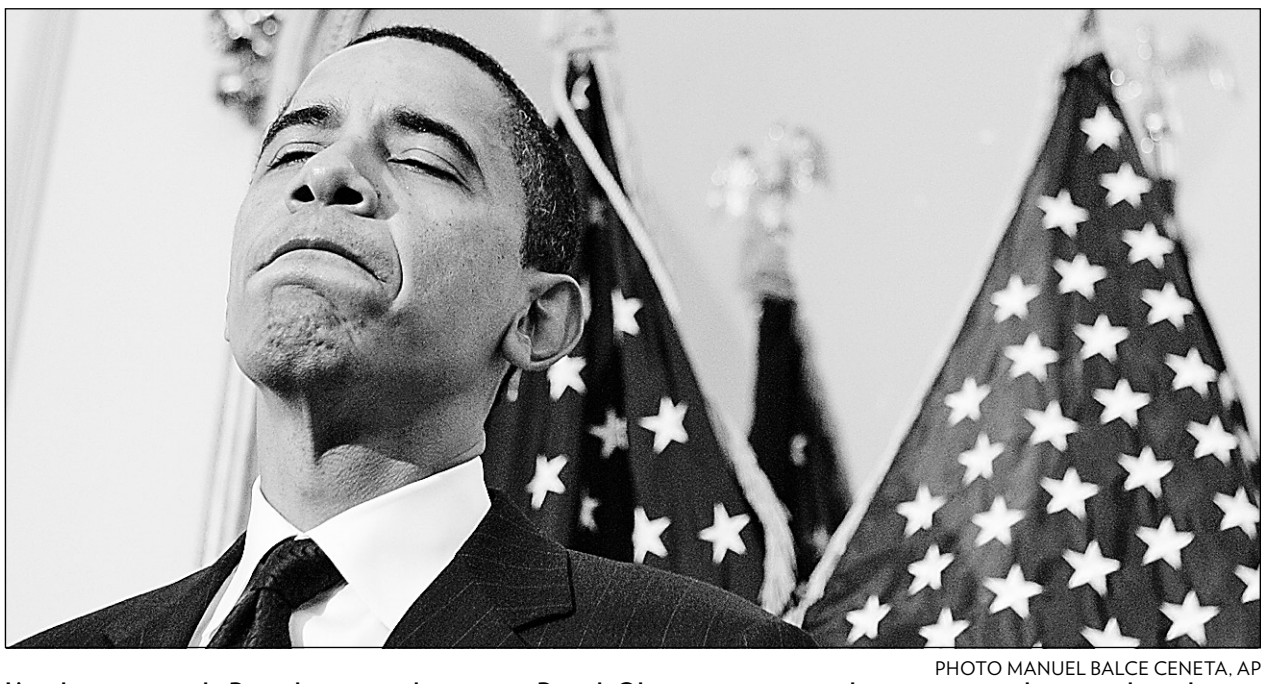


PHOTO MANUEL BALCE CENETA, AP

L'étoile montante du Parti démocrate, le sénateur Barack Obama, a été pressé de questions par les journalistes hier au sujet d'une apparence de conflit d'intérêts.

L'ensemble des révélations place néanmoins Obama, pour la première fois, dans une situation véritablement gênante. Le principal rival d'Hillary Clinton a toujours dénoncé le manque d'éthique des membres du Congrès américain et milite depuis plusieurs mois pour une réforme des pratiques des parlementaires.

ÉLECTIONS GÉNÉRALES
26 MARS 2007



OFFRE D'EMPLOI

Différents postes sont à combler pour le vote par anticipation et le jour du scrutin.

Horaire de travail : 8 h 30 à 21 h ou 21 h 30

Formation et journée de travail rémunérées.

Pour poser votre candidature, vous devez avoir la qualité d'électeur :

- avoir 18 ans ou plus ;
- être de citoyenneté canadienne ;
- être domicilié au Québec depuis 6 mois.

Veuillez vous adresser au bureau du directeur du scrutin de votre circonscription, entre 9 h et 21 h du lundi au vendredi et entre 9 h et 17 h les samedi et dimanche.

Ou postulez en ligne au : **www.monvote.qc.ca/fr/recrutement_formulaire.asp**

Voici les circonscriptions où des postes sont à combler :

ACADIE :
10 720, boulevard Saint-Laurent
Édifice France Laure
Montréal
(514) 382-0220

ANJOU :
6283, Beaubien
Montréal
(514) 255-2552

BOURASSA-SAUVÉ :
10 748, boulevard Saint-Vital
Montréal
(514) 374-0888

BOURGET :
9200, rue Sherbrooke Est (Suite 220)
Montréal
(514) 251-8880

CHOMEDEY :
3090, boulevard Le Carrefour (Bureau 300)
Laval
(450) 687-8008

CRÉMAZIE :
1900, rue Sauvé Est
Montréal
(514) 387-1747

D'ARCY-McGEE :
6900, boulevard Décarie (Suite 3310)
Côte-Saint-Luc
(514) 733-8889

FABRE :
3350, boulevard Dagenais Ouest
Laval
(450) 622-5060

GOUIN :
5850, rue Saint-Denis
Montréal
(514) 725-8686

HOCHELAGA-MAISONNEUVE :
4220, rue de Rouen (Suite 201)
Montréal
(514) 524-5400

JACQUES-CARTIER :
205, Brunswick
Pointe-Claire
(514) 683-0014

JEANNE-MANCE—VIGER :
8350, boulevard Lacordaire (2e étage)
Montréal
(514) 253-1111

LAFONTAINE :
7478, boulevard Maurice-Duplessis
Montréal
(514) 644-0057

LAPORTE
156, rue Churchill
Greenfield Park
(450) 468-5600

LAURIER-DORION :
6855, avenue de l'Épée (Bureau 200)
Montréal
(514) 273-4708

LAVAL-DES-RAPIDES :
955, avenue Bois-de-Boulogne (Local 220)
Laval
(450) 665-7676

MARGUERITE-BOURGEOYS :
7852, boulevard Champlain
Montréal
(514) 363-2020

MARIE-VICTORIN :
462, boulevard Sainte-Foy
(Suite 101) Accès rue Labonté
Longueuil
(450) 468-3232

MARQUETTE :
3320, rue Notre-Dame
Ancien Hôpital général Lachine
Montréal
(514) 637-0004

MILLE-ÎLES :
3100, boulevard de la Concorde Est (Local 207)
Laval
(450) 622-0990

MONT-ROYAL :
6555, ch.de la Côte-des-Neiges (Suite 390)
Montréal
(514) 343-5554

NELLIGAN :
13 115, boulevard Gouin Ouest
Montréal (Pierrefonds)
(514) 620-1215

NOTRE-DAME-DE-GRÂCE :
3285, boulevard Cavendish (Local 472)
Montréal
(514) 341-2727

OUTREMONT :
1311, Saint-Viateur Ouest
Montréal
(514) 273-1311

POINTE-AUX-TREMBLES :
11 370, rue Notre-Dame Est (4e étage)
Montréal-Est
(514) 644-1919

ROBERT-BALDWIN :
3675, boulevard des Sources (Suite 209)
Montréal
(514) 421-1884

SAINT-HENRI—SAINTE-ANNE :
6225, boulevard Monk
Montréal
(514) 937-8181

SAINT-LAURENT :
7075, place Robert-Joncas (Bureau 121)
Saint-Laurent
(514) 748-7171

SAINTE-MARIE—SAINT-JACQUES :
533, rue Ontario Est
Montréal
(514) 524-7776

VERDUN :
5970, rue Bannantyne
Montréal
(514) 761-4884

VIAU :
3351, Jarry Est
Montréal
(514) 728-8687

VIMONT :
1806, boulevard des Laurentides
Laval
(450) 629-1411

WESTMOUNT—SAINT-LOUIS :
3500, boulevard de Maisonneuve
2, Pl. Alexis-Nihon, bureau 801
Montréal
(514) 932-4003

* Pour certaines circonscriptions, une connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC
Parce qu'un vote, ça compte

3468428A

FORUM

Déjà à mi-parcours

Alors que la campagne électorale est presque arrivée à mi-chemin, nous avons demandé à trois observateurs privilégiés de la scène politique de nous expliquer comment se présente la situation pour chacun des trois principaux partis politiques. À lire chaque jeudi dans *La Presse*.

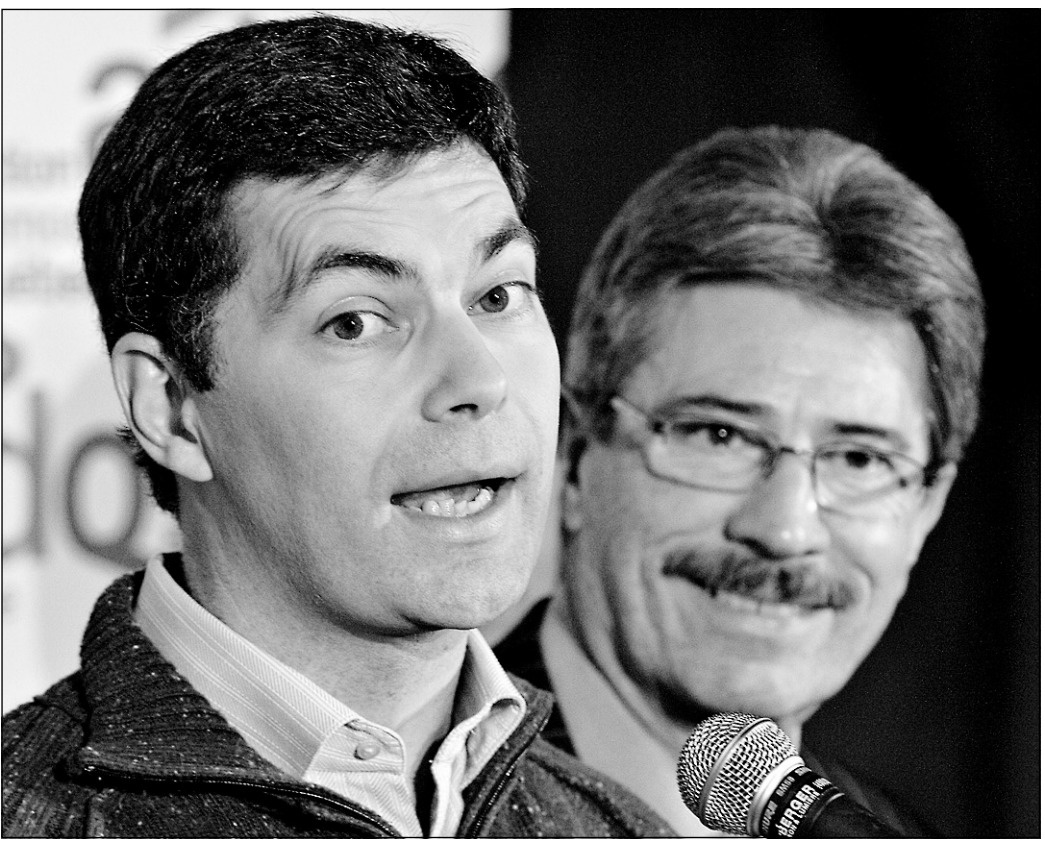


PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, en compagnie de Gilles Taillon, candidat dans Chauveau.

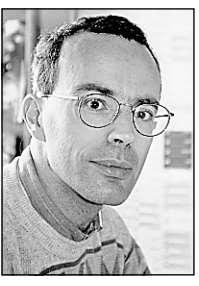


PHOTO RYAN REMIORZ, PC

Le premier ministre Jean Charest en compagnie de sa femme Michelle Dionne.

Le meilleur de soi-même

GUY LAFOREST



Professeur de science politique à l'Université Laval, l'auteur a été président de l'ADQ et candidat lors des élections de 2003.

Souvenir impérissable de décembre 2002: tard en soirée à Montréal, Mario Dumont prend sa voiture pour aller rejoindre à Cacouna sa conjointe Marie-Claude Barrette, qui venait d'accoucher d'un troisième enfant. Journées folles, rythme insoutenable. D'autres que ce diable d'homme en seraient morts deux fois.

Mario Dumont est toujours un cœur vaillant, mais il a aussi appris à se ménager. Son regard exprime clairement, ces jours-ci, que toutes les conditions en 2007 sont réunies pour qu'il puisse donner le meilleur de lui-même. Partons de cette expression pour survoler la présente campagne.

Santé, éducation

Au PQ, c'est priorité à l'éducation. Comme ce parti a été au pouvoir pour dix-sept des trente dernières années, la nécessité de reconstruire le Québec en éducation n'est-elle pas substantiellement due à l'incurie des gouvernements péquistes dans ce domaine? Oublions les droits de scolarité, le problème de l'accessibilité c'est le fléau du décrochage au secondaire rejoignant quelque 40 % des garçons. L'ADQ rejoint une immense préoccupation des parents en exigeant des bulletins permettant de mieux suivre le cheminement des élèves, préférablement dans une langue correcte et limpide.

Au PLQ, c'est priorité à la santé. Pas pour Philippe Couillard, qui rêve de fuir le secteur après avoir démotivé tous les personnels du réseau tout en manquant de vision dans le dossier du CHUM à Montréal. La part de la santé dans les dépenses publiques continue de grimper sans action énergique pour insuffler davantage de cohérence et d'efficacité entre la bureaucratie centrale et les régions. Que vaut le bilan du gouvernement Charest en santé? Tout, sauf un chèque en blanc le 26 mars prochain.

Pour que les réseaux de l'éducation et de la santé, lesquels sont l'essentiel de nos institutions, donnent le meilleur d'eux-mêmes, le Québec devra être gouverné autrement.

La reconnaissance officielle à laquelle Mario Dumont aspire inlassablement pour l'ADQ sur les routes du Québec donnerait à ce parti les moyens de donner le meilleur de lui-même. La plupart des médias et les sondages semblent dire que dans un nombre croissant de régions du Québec, les citoyennes et les citoyens ont le goût d'offrir une telle opportunité à l'ADQ. Dans le jargon universitaire, on dirait que ces compatriotes veulent changer de paradigme. Dit autrement, ils veulent passer à autre chose que le cartel libéralo-péquiste oscillant entre le fédéralisme sans imagination et le souverainisme de l'invraisemblance.

Élections à date fixe

Une autre idée prônée par l'ADQ permettrait aux femmes et aux hommes du Québec de donner le meilleur d'eux-mêmes: des élections à date fixe. La Colombie-Britannique et l'Ontario viennent de choisir cette voie. Une telle réforme, j'en profite pour le souligner en cette Journée internationale des Femmes, aurait comme conséquence une présence accrue de nos concitoyennes en politique. Jean Charest a préféré s'accrocher à une coutume arbitraire surprenant ses adversaires comme celles et ceux qui, en d'autres circonstances, auraient pu envisager une carrière en politique.

André Boisclair sait maintenant que la politique peut être méchante et impitoyable. Des lectures pour lui: *Lettres à Lucilius* de Sénèque ou encore La Rochefoucauld. Consolations stoïciennes...

Le moment de vérité

LIZA FRULLA



Professeure associée à l'Université de Sherbrooke et présidente de Canal Évasion, Liza Frulla a été députée libérale à l'Assemblée nationale et ministre de la Culture et des Communications, puis députée à Ottawa et ministre du Développement social et ministre du Patrimoine.

Déjà on se prépare pour le débat. Un débat où ça jouera dur. Très dur. C'est de bonne guerre. Mais souhaitons que le débat reste au niveau des idées et des équipes. Parce que c'est ce qui compte le plus.

La pression sera grande pour tous les chefs. Certains feront des simulations pour mieux se préparer. D'autres se contenteront de rencontres de travail. Certains se feront «breffer» jusqu'à la dernière minute. D'autres iront prendre une longue marche sur les plaines d'Abraham. Un groupe restreint de conseillers entoureront le candidat et peaufineront les stratégies. Ils mettent présentement la dernière main aux documents de «breffage», à la rédaction des réponses, à la préparation de lignes d'attaque et de défense, aux «one liners», ces phrases «punch» qui marqueront les temps forts. On tentera de tout scripter d'avance. Mais, comme pour un athlète, c'est la préparation psychologique qui sera la plus importante.

Un faux pas et...

Les quelques heures avant seront interminables. Les quelques minutes avant d'entrer en scène seront les pires. Lorsqu'ils se présenteront devant les caméras, on pourra sentir la tension. Le trac les dévorera. Les chefs jouent gros et ils le savent. Un faux pas et leur campagne peut dérailler.

Que restera-t-il lorsque les dernières images se seront effacées de notre téléviseur? Une image forte. Une phrase-choc. Un «jab», un coup en bas de la ceinture? Un extrait de quelques secondes que l'on verra et entendra à satiété dans tous les bulletins de nouvelles, une photo et un titre à la une des journaux. Pour les adéquistes, Dumont aura gagné; pour les péquistes, Boisclair aura gagné; pour les libéraux, Charest aura gagné. Pour les médias, les journalistes et les analystes, chaque moment du débat sera disséqué et on débattra *ad nauseam* pour déclarer un vainqueur.

Moment privilégié

Mais la population, elle, qu'aura-t-elle gagné? Un débat, c'est un moment privilégié pour les électeurs. C'est le seul moment dans la campagne où les chefs pourront défendre leurs idées et leur programme, sans le filtre des médias et des journalistes. Enfin, nous les entendrons autrement qu'en clips de 10 secondes au téléjournal. Au-delà de la performance des chefs, il faudra écouter ce qu'ils diront.

Qui démontrera qu'il a ce qu'il faut pour diriger le Québec? Qui a le meilleur programme pour faire avancer et développer le Québec? Qui a l'équipe avec le plus de profondeur?

Mario Dumont? On cherche désespérément un semblant d'équipe sérieuse. André Boisclair? On cherche encore l'équipe de rêve dont il avait rêvé. Jean Charest? La preuve est faite que son équipe est prête à assumer les grandes responsabilités de l'exercice du pouvoir.

Un leader doit émerger de ce face-à-face. Ce leader dirigera une équipe de députés. Certains seront ministres. D'autres, dans l'opposition, se lèveront à l'Assemblée nationale pour confronter le gouvernement. Ils étudieront et voteront nos lois. Même si on dit que ce n'est qu'une campagne de chef, le jour du vote, nous voterons avant tout pour un député. Un parti qui aspire à prendre le pouvoir doit être plus que le parti d'un seul chef.

À mon amie Louise Harel

LOUISE BEAUDOIN



Ancienne députée et ministre du Parti québécois, l'auteure est professeure associée au département de science politique de l'UQAM.

Chère Louise,

En cette journée internationale des femmes, je veux te rendre hommage pour ton courage, ta détermination, ta volonté sans faille, et a travers toi à toutes les femmes qui font de la politique au Québec.

Il ya plus de 30 ans, tu étais présidente du PQ de Montréal-Centre et moi de celui de la région de Québec. Monsieur Lévesque s'amusait et parfois s'agaçait des alliances qu'il considérait contre-nature, dans certains Conseils nationaux, entre Québec la conservatrice et Montréal-Centre la turbulente.

Nous avons cheminé côte à côte pendant toutes ces années et souvent nous avons discuté des raisons pour lesquelles les femmes hésitaient à faire le saut en politique.

Au moment du référendum de 1995, toutes les femmes membres d'une des Commissions sur l'avenir du Québec se sont réunies pour une grande émission de télévision animée par Jannette Bertrand. Alors que je



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Louise Harel

m'étonnais du peu d'appétit de ces femmes, souvent intéressantes sinon remarquables, pour la politique active, tu m'as répondu qu'en général, outre que les partis ne font pas d'efforts suffisants pour en recruter, celles-ci se sentaient plus à l'aise dans des contextes moins conflictuels que ceux, extrêmes, suscités par la vie politique. Elles préféraient par conséquent exercer des responsabilités dans d'autres types d'organisations, à caractère social en particulier.

Qu'en est-il 12 ans plus tard?

La représentation féminine à l'Assemblée nationale dépassait à peine 30 % au moment du déclenchement des élections, le minimum requis pour être en mesure d'exercer une réelle influence. Elle ne sera guère plus nombreuse le 26 mars puisque le PLQ ne présente que 35 % de candidates, le PQ 33 % et l'ADQ un maigre 20 %. Il n'y a que Québec Solidaire qui atteint l'objectif de la parité.

Ségolène Royal proclame depuis le début de sa campagne en France que «le temps des femmes est venu». On peut en douter, au moins ici, au vu des chiffres actuels. On devra donc compter sur vos capacités de rassembleuses, à toi et à quelques autres, pour donner aux femmes à l'Assemblée nationale un poids bien supérieur à celui de l'arithmétique parlementaire. De telle sorte que vous réussirez à faire la différence dans un certain nombre de dossiers comme ce fut le cas, par exemple, précédemment, pour les garderies et l'équité salariale.

FORUM

André Desmarais › Président du conseil d'administration LA PRESSE
Guy Crevier › Président et éditeur
Philippe Cantin › Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier › Directeur de l'information **André Pratte** › Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Quel spectre ?



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

En réponse à la question d'un journaliste sur l'intégrité territoriale d'un Québec indépendant, le chef libéral, Jean Charest, a répondu: « Je ne crois pas que le Québec serait indivisible, mais vous savez quoi? Je ne pense pas que c'est ce dont les gens veulent parler présentement. » Puis: « Je ne souhaite pas la partition du territoire québécois. Mais ces questions-là vont se poser. »

Indignation de toute la classe politico-médiatique! Jean Charest « agite le spectre de la partition », ont titré les journaux. M. Charest n'a rien agité du tout. Agiter un spectre, c'est faire un discours ou une campagne visant

Si quelqu'un agite quelque chose depuis mardi, ce sont André Boisclair et Mario Dumont.

sciemment à effrayer la population, pas laisser tomber un bout de phrase que, par surcroît, on s'empresse de corriger.

Si quelqu'un agite quelque chose depuis mardi, ce sont André Boisclair et Mario Dumont. Faisant fi du fait que M. Charest a depuis réaffirmé à maintes reprises le caractère indivisible du territoire québécois, MM. Boisclair et Dumont l'ont littéralement lapidé.

Cette affaire révèle comment les leaders souverainistes cherchent à contrôler le débat sur leur projet. À eux, il est loisible d'en vanter chaque jour les prétendus avantages. Mais gare à qui ose évoquer la moindre possibilité que l'accession à la souveraineté soulève des difficultés: « Campagne de peur! »

Il est donc impossible pour quiconque, non pas d'encourager la partition, mais simplement d'évoquer l'hypothèse qu'advenant un OUI, certains groupes pourraient contester l'intégrité territoriale du Québec. L'indivisibilité du territoire québécois fait désormais partie de nos mythes collectifs. Pourtant, en vertu de quel principe le Québec obtiendrait-il ce statut permanent d'indivisibilité dont ne jouit aucun autre pays?

Hier, le chef du Parti québécois a soutenu que l'intégrité du territoire québécois est protégée par le droit international et par le droit constitutionnel canadien. Or, bien avant de protéger le territoire québécois, ceux-ci sauvegardent l'intégrité du Canada. Selon la Cour suprême du Canada, toute tentative de sécession unilatérale (telle qu'annoncée par la plate-forme du PQ, p. 9) violerait à la fois la Constitution et les règles internationales. À la suite de l'expression claire de la volonté des Québécois de quitter le Canada, il devrait y avoir négociation entre le Québec et le reste du pays. De l'avis de la Cour suprême, AUCUN sujet ne serait exclu de cette négociation: « Il n'y aurait aucune conclusion prédéterminée en droit sur quelque aspect que ce soit. » Et: « Nul ne peut sérieusement soutenir que notre existence nationale, si étroitement tissée sous tant d'aspects, pourrait être déchirée sans efforts selon les frontières provinciales actuelles du Québec. »

L'éminent juriste José Woehrling, qui a étudié cette question pour le gouvernement du PQ en 2001, en est lui-même arrivé à la conclusion qu'il serait « imprudent » de conclure que « l'intégrité territoriale du Québec serait garantie par le droit international en cas de sécession unilatérale » et que « rien n'empêcherait (le fédéral) d'ajouter à la liste des sujets de négociation la discussion sur les frontières du Québec ».

Dans ces circontances, comment M. Boisclair peut-il soutenir que « jamais » l'intégrité du territoire québécois ne fera partie des négociations avec Ottawa? Il n'en sait rien. M. Charest non plus. Personne ne peut garantir quoi que ce soit.

Refuser toute discussion sur les incertitudes engendrées par le projet indépendantiste, c'est préférer les contes de fée à la lucidité.

L'homo-ignorance



akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Un animateur de radio qui traite un candidat et son chef de tapettes, une opinion publique qui condamne ses propos en bloc et un propriétaire de station qui débranche le micro. L'épisode Louis Champagne-Sylvain Gaudreault-André Boisclair nous a fourni un instantané très juste de l'homophobie au Québec.

En bas à droite, un animateur populiste convaincu, sans doute avec raison, qu'il subsiste encore assez de préjugés à l'endroit des gais pour qu'il soit rentable de les monter en épingle. Dans tous les coins, des commentateurs horrifiés par un tel étalage de stupidité haineuse. Et au beau milieu, deux politiciens gais qui, comme la plupart des candidats, aimeraient bien parler d'autre chose que de leur orientation sexuelle.

Les lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT) ont acquis beaucoup de droits au cours des dernières années. Les conjoints de même sexe peuvent non seulement se marier, mais aussi inscrire leurs deux noms sur le certificat de naissance d'un enfant. Cette égalité juridique ne donne toutefois pas un accès automatique à l'égalité sociale. Les LGBT font encore l'objet de discrimination dans tous les domaines, souligne un rapport publié mardi par la Commission des droits de la personne.

À l'origine de cette discrimination, il y a parfois de l'homophobie, bien sûr, mais surtout beaucoup d'ignorance. C'est ainsi que des médecins, croyant que les lesbiennes ne risquent pas de développer un cancer du col de l'utérus ou une infection transmissible sexuellement, ne leur proposent pas de dépistage. Ou que des fonctionnaires ne renseignent pas correctement les conjoints homosexuels qui s'informent du congé parental.

La Commission réclame donc une politique nationale de lutte contre l'homophobie, et la création d'une structure administrative pour la mettre en œuvre.

Le principe est louable, mais son application laisse à désirer. Dans un monde idéal, un secrétariat ou un office des LGBT ordonnerait aux services gouvernementaux de modifier leurs formulaires, brochures et directives pour tenir compte de cette minorité. Dans le monde dans lequel nous vivons, on n'arrivera jamais à rien de cette façon. Les secrétariats et autres coquilles d'État ont bien peu de pouvoir sur le reste de la machine.

Si l'on veut des progrès significatifs dans un délai raisonnable, il va falloir y aller par priorités. En commençant par la santé, et l'éducation. Les trois quarts des intervenants en milieu scolaire sont témoins d'homophobie, mais manquent de formation et même d'information sur les réalités homosexuelles. Comment voulez-vous qu'ils interviennent? L'école est pourtant un endroit idéal pour le faire. D'abord, parce que le contexte est naturellement propice à l'apprentissage. Et surtout, parce que les minorités sexuelles s'y sentent particulièrement vulnérables. L'isolement et l'intimidation en poussent plusieurs au décrochage, ou même au suicide. Si on veut que le style d'animation à la Louis Champagne finisse un jour au placard de l'histoire, c'est là qu'il faut commencer.

DIVISIBLE OU INDIVISIBLE?



sergechapleau@lapresse.ca
DROITS RÉSERVÉS

Entre Bush et Chavez

Les gouvernements latino-américains tirent le meilleur (l'argent et les accords commerciaux) et rejettent le pire (la croisade antiaméricaine et le néolibéralisme) de ces deux extrémistes



JOCELYN COULON
COLLABORATION SPÉCIALE

Le président George W. Bush entame aujourd'hui une visite en Amérique latine et se rendra au Brésil, en Uruguay, en Colombie, au Guatemala et au Mexique. Au même moment, son homologue vénézuélien et ennemi juré, Hugo Chavez, fera tout le tintamarre possible afin de perturber ce voyage. Le bras de fer se poursuit entre Bush et Chavez, mais les Latinos-Américains refusent de choisir leur camp.

L'Amérique latine ne peut se déprendre des États-Unis. Depuis deux siècles, les Américains sont fréquemment intervenus dans les affaires intérieures de plusieurs pays souvent avec des conséquences dramatiques et sanglantes. Salvador Allende y a laissé sa vie. Au cours des 20 dernières années, les relations se sont améliorées grâce à la fin des conflits en Amérique centrale et aux efforts soutenus de l'administration Clinton afin de juguler certaines crises financières et de favoriser les échanges commerciaux. En 2001, George Bush avait promis de faire du XXIe siècle le « siècle des Amériques ». Le 11 septembre a modifié ses priorités. L'Amérique latine estime avoir été délaissée au profit d'autres régions. L'impression n'est pas fausse.

Sur le plan économique, les États-Unis ont bien augmenté leur aide, mais celle-ci est presque entièrement absorbée par la lutte antidrogue et les ventes d'armes. Malgré la croissance des échanges, le protectionnisme de certains secteurs économiques américains empêche la levée de plusieurs barrières tarifaires. Enfin, la libéralisation des économies tant mise de l'avant par Washington n'a pas été à la hauteur des espérances: à quelques exceptions près, la croissance reste faible, la pauvreté a peu reculé et les inégalités se sont creusées dans la plupart des pays latino-américains.

Sur le plan politique, l'administration Bush n'a fait preuve d'aucune sensibilité particulière et d'aucune ouverture d'esprit. La guerre en Irak, le durcissement de l'embargo contre Cuba et les manœuvres afin de déstabiliser le président Hugo Chavez ont encore réduit le peu de prestige dont jouissent les États-Unis dans la région.

L'effet Chavez

Ce contexte général et les situations locales ont transformé la scène politique latino-américaine depuis une dizaine d'années. Dans la plupart des pays, les vieilles élites conservatrices ou libérales ont été remplacées par des coalitions de gauche ou des partis radicaux. Ces « gauchistes » ont un même objectif – remettre l'État sur les rails et renforcer les protections sociales –, mais ne partagent pas la même stratégie. Ils oscillent entre le réformisme à petits pas ou la « révolution bolivarienne » préconisée par le président vénézuélien.

Les États latino-américains sont de plus en plus nombreux à signer des accords de libre-échange avec leur grand voisin du Nord et ils sont parfaitement conscients que les États-Unis demeurent une formidable source de richesses.

À première vue, l'expérience de Hugo Chavez semble remporter l'adhésion, du moins dans l'opinion publique. Dopé par les revenus pétroliers, Chavez distribue la manne chez lui comme à l'étranger. Le pétrole est devenu son balcon d'où il peut agir et se permettre d'écraser l'opposition intérieure, d'acheter les alliances avec la Bolivie, Cuba, l'Équateur et l'Argentine et de consolider le front mondial anti-américain avec l'Iran. De son côté, l'administration Bush a l'art de se mettre les pieds dans les plats et, du coup, de rehausser l'image de combattant anti-impérialiste du président Chavez.

Un exemple parmi d'autres: il y a quelques jours, le secrétaire d'État adjoint, John Negroponte, a déclaré que le « rôle du gouvernement vénézuélien était peu constructif dans certains pays de la région ». Pas mal de la part du porte-parole d'un gouvernement qui a encouragé le coup d'État raté contre Chavez, en 2002, et intimidé les électeurs nicaraguayens afin de bloquer le retour au pouvoir de Daniel Ortega l'an dernier, et qui soutient le terrorisme anticastriste et les milices d'extrême droite en Colombie.

Aujourd'hui, Hugo Chavez a une longueur d'avance sur Bush. Pourtant, la majorité des gouvernements latino-américains de gauche n'est pas dupe d'un régime qui a tout d'un village Potemkine: à la moindre baisse des prix de l'or noir, la révolution bolivarienne s'envolera en fumée. Ces gouvernements parient plutôt sur l'avenir, et cet avenir se trouve dans de bonnes relations avec les États-Unis et un accroissement des échanges avec le reste du monde.

En effet, les États latino-américains sont de plus en plus nombreux à signer des accords de libre-échange avec leur grand voisin du Nord et ils sont parfaitement conscients que les États-Unis demeurent une formidable source de richesses. Ainsi, les immigrants d'Amérique latine installés aux États-Unis représentent 15 % de la population (ils seront 24 % en 2050) et ont envoyé en 2005 la somme record de 54 milliards de dollars dans leurs pays d'origine. Au-delà du continent, les économies asiatiques sont des marchés en pleine expansion pour les produits latino-américains.

Dans deux ans, Bush sera parti et Chavez n'aura plus d'épouvantail à brandir. Cela devrait éclaircir le ciel et renforcer une relation indispensable et incontournable entre l'Amérique latine et les États-Unis. Pour l'instant, les gouvernements latino-américains tirent le meilleur (l'argent et les accords commerciaux) et rejettent le pire (la croisade antiaméricaine et le néolibéralisme) de ces deux extrémistes. Et ce, pour le plus grand bien des populations.

L'auteur est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix et professeur invité au GERSI et au CERIUM de l'Université de Montréal.
j.coulon@cerium.ca

FORUM

Le jovialisme de M. Boisclair



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Par une ironie dont seule la politique a le secret, c'est le chef le plus modéré de l'histoire du PQ – un homme dont les purs et durs doutent des convictions souverainistes – qui propose aujourd'hui, au chapitre de la souveraineté, le programme le plus radical de toute l'histoire du PQ… de quoi faire paraître Jacques Parizeau comme un « mou », à comparer avec André Boisclair!

Mais ce dernier avait-il le choix? Otage d'un parti plus indépendantiste et plus à gauche que lui, il devait reprendre à son compte le programme hérité du congrès de 2005, sous peine d'être victime d'une fronde.

S'il avait eu l'autorité morale d'un Lévesque ou d'un Bouchard, il aurait résisté à son parti, imposé une reformulation au conseil national et refait le programme à sa main. Mais le voici forcé, de par sa propre faiblesse, de véhiculer un projet volontariste et passablement antidémocratique qui ne lui ressemble pas.

////////////////////////////

Le PQ se promet en effet d'amorcer la promotion de la souveraineté, vraisemblablement à même les fonds publics, dès après une victoire électorale: commissions régionales pour faire mousser l'idée, campagnes internationales pour recueillir des appuis à la souveraineté avant même que le peuple se soit prononcé… Ajoutons au ragoût un référendum « le plus tôt possible », et un projet d'indépendance dépourvu, pour la première fois dans l'histoire du PQ, du volet « association » ou « partenariat »…

Cerise sur le sundae: au cas où le reste du Canada ne s'écraserait pas docilement devant une courte victoire du OUI, proclamation unilatérale de souveraineté, avant même que les contentieux élémentaires (droit de circulation, partage de la dette et des actifs, etc) ne soient réglés!

Le voici forcé, de par sa propre faiblesse, de véhiculer un projet passablement antidémocratique qui ne lui ressemble pas.

Le PQ est-il suicidaire? À première vue, on le croirait. Menacer d'un troisième référendum (voire d'un quatrième, dixit M. Boisclair, si le prochain ne donne pas le résultat souhaité) une population dont les deux tiers ne veulent pas entendre parler de référendum?

Proposer une sécession sans partenariat à une population dont le seul rêve est un Québec libre dans un Canada uni?

Faire la tournée des chancelleries étrangères pour tenter d'y récolter les appuis que l'on n'a pas chez soi (on entend d'ici la réponse des gouvernants étrangers: Revenez nous voir quand vous aurez gagné votre référendum!)?

Proclamer l'indépendance unilatéralement et engager une épreuve de force avec le Canada et l'opinion internationale sur la base de quelques petits points de pourcentage de majorité? Si tout cela n'était de la politique-fiction, ce serait la recette pour le désastre.

////////////////////////////

En fait, en endossant ce projet radical qui ne peut que rebuter la majorité des électeurs, M. Boisclair suit le manuel du parfait leader: il tente de consolider sa base, de ramener au bercail les péquistes désaffectés qui, pour toutes sortes de raisons, sont tentés de ne pas voter, voire de voter pour l'ADQ. Bref il lui faut insuffler de l'enthousiasme et de la passion dans son propre camp. Théoriquement, c'est ce qu'un leader doit faire pendant la première partie d'une campagne électorale.

On peut prévoir que, dans la deuxième partie de la campagne, le PQ mettra la pédale douce sur le thème de la souveraineté pour essayer de toucher l'électorat « at large » en se présentant exclusivement comme un parti de bon gouvernement. Les grandes envolées indépendantistes, comme dans toutes les campagnes précédentes, seront réservées pour la fin des discours, dans les assemblées partisanes, à une heure où les caméras ont cessé de tourner.

Mais le programme du PQ, au chapitre de la souveraineté, est si radical qu'il est devenu d'emblée le thème principal de la campagne. On ne peut certainement pas blâmer les journalistes, et encore moins Jean Charest, de s'en être saisi.

Si les péquistes peuvent parler des promesses non tenues des libéraux, pourquoi ces derniers ne pourraient-ils pas souligner à gros traits rouges les aspects les plus dangereux du projet péquiste?

L'ennui, c'est que ce faisant, tout le monde est en train de refaire, à l'occasion d'une simple campagne électorale, le débat du référendum de 1995. Le grand trou noir, la partition, les lendemains joyeux du référendum… « Le lendemain d'une victoire référendaire sera un jour comme un autre », dit André Boisclair, dont le jovialisme atteint maintenant des sommets inégalés. Cet homme croit-il vraiment ce qu'il dit?

Qu'en pense Boisclair?

Le candidat péquiste dans Saint-Henri-Sainte-Anne, Robin Philpot, continue de nier le génocide des Tutsis

PIERRE TRUDEL



L'auteur est professeur d'anthropologie au cégep du Vieux Montréal.



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Robin Philpot, candidat péquiste dans la circonscription de Saint-Henri-Sainte-Anne.

Monsieur André Boisclair,

J'aimerais attirer votre attention sur le fait que les écrits de votre candidat Robin Philpot, qui se présente dans la circonscription de Saint-Henri-Sainte-Anne, nient l'existence du génocide des Tutsis du Rwanda, des viols systématiques subis par les femmes rwandaises pendant ce génocide, et le fait que des listes aient été dressées en vue de mettre en œuvre ce génocide. Endossez-vous ces propos? Allez-vous demander à votre candidat de se rétracter?

Dans son livre *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali*, Robin Philpot prend la défense de Jean-Paul Akayesu, reconnu coupable par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Selon ce Rwandais, il s'agissait d'un conflit strictement politique, sans qu'il y ait eu de génocide visant les Tutsis. C'est la version de l'histoire que défend Robin Philpot.

« Le parcours qu'a suivi ce terme de génocide en dit davantage sur les visées et les politiques des puissances concernées et des belligérants que sur le crime lui-même », écrit-il: « L'unanimité commence par l'utilisation cavalière et abusive du terme 'génocide'. » Et encore ceci: « Les Québécois en savent quelque chose. Au début des années 1990, dans la foulée de la crise constitutionnelle du lac Meech, de la crise d'Oka (…), des accusateurs qui ne connaissaient pas le Québec (…) ont lancé les mêmes massues: 'génocide', 'racisme', 'violation des droits humains'. »

Tueries massives

Dans une réplique à l'accusation d'être négationniste, Robin Philpot affirmait en 2004: « Dans aucun de mes écrits, ai-je nié qu'il y ait eu des tueries massives, même parfois à caractère ethnique. Par contre, je rejette catégoriquement l'utilisation abusive du terme 'génocide'. »

M. Boisclair, il n'y a pas eu « parfois » un génocide. Il y a bel et bien eu un génocide. Dans ses mises au point régulières dans les journaux, votre candidat dans Saint-Henri/Saint-Anne fait usage des termes « tuerie », « tragédie rwandaise », « massacre », « drame », toujours en évitant le terme génocide. Dans son livre, il évite systématiquement de reconnaître que la grande majorité des victimes ont été des Tutsis. « Voilà donc pour le principal crime commis au Rwanda en 1994: le sacrifice de centaines de milliers de Hutus et de Tutsis au nom d'objectifs impériaux stratégiques », écrit-il.

Les Nations unies, son Secrétaire général, le pape, Human Rights Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme, Amnesty Internationale, l'International Center for Human Rights and Democratic Development et d'autres organisations non gouvernementales, ont tous reconnu qu'il y a eu un génocide au Rwanda en 1994. Sans parler des preuves qu'apporte le TPIR à chacun de ses verdicts.

Dans son récit, le général Roméo Dallaire rapporte l'existence de listes de victimes utilisées par les génocidaires. Voici comment Robin Philpot interprète ce fait: « Que le gouvernement établisse des listes de personnes soupçonnées d'espionner pour le compte de l'ennemi, il n'y a là rien de plus normal. » Et encore ceci: « Quel pays en guerre n'a pas mené de campagne de ce genre? En soi, cela ne prouve aucunement qu'il y ait eu une véritable volonté d'exterminer une partie de la population. » M. Boisclair, est-il « normal » qu'un gouvernement établisse des listes de personnes à exterminer selon leur origine ethnique?

Indépendance rwandaise

Il n'est jamais question dans le livre *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali* de l'idéologie qui a mené au génocide: les Tutsis sont définis comme des étrangers, ou des insectes, qui s'attaquent aux véritables Rwandais, c'est-à-dire ceux qui ont réalisé l'indépendance du pays en 1961. Il n'est jamais question non plus des propos bien connus de la Radio des Milles Collines et de ses appels au génocide des Tutsis. On estime que 75 % de la population Tutsie habitant le Rwanda en 1994 a été exterminée, dans des conditions horribles.

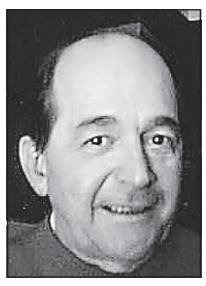
Robin Philpot endosse également les propos qui nient les viols lors du génocide de 1994: « D'où viennent les récits de viol? demande-t-il. N'y a-t-il là quelque vérité? Jean-Paul Akayesu n'évite pas la question », écrit Robin Philpot. » Selon Akayesu: « Les mariages entre Hutus et Tutsis étaient fréquents. (…) Quand le FPR a gagné la guerre, on a convaincu ces filles tutsies de quitter leur mari. Une véritable campagne a été menée pour que ces filles accusent leurs fiancés hutus de les avoir violées. »

Le candidat dans Saint-Henri/Saint-Anne reprend à son compte la négation des viols en écrivant ceci: « (…) les récits de viol dans la tragédie rwandaise servent principalement à exprimer une supposée supériorité morale des sociétés occidentales à une époque où des grandes puissances, les États-Unis en tête, veulent justifier une mainmise plus directe sur les ressources africaines et un contrôle directe du continent ».

Quelle que soit la complexité de la situation politique, la nature du régime politique à Kigali, l'ampleur dans cette région des crimes contre l'humanité perpétrés par diverses parties et l'influence intéressée de pays occidentaux, le génocide rwandais de 1994 a visé tout particulièrement les Tutsis. Ça s'est passé comme ça à Kigali. Le nier est une insulte innommable.

Des opérations dangereuses

Les interventions policières hors territoire sont-elles bien balisées?



DANIEL ROCK

L'auteur est avocat chez Rock, Vleminckx, Dury, Lanctôt et associés.

La mort du policier Daniel Tessier, de la police de Laval, à l'occasion d'une intervention sur la Rive-Sud, la semaine dernière, oblige à s'interroger sur les méthodes utilisées.

L'enquête révélera si les autorités locales avaient été consultées. Celles-ci sont généralement bien placées pour renseigner leurs collègues venant d'ailleurs sur des détails précis qu'ils peuvent détenir aussi bien sur le lieu à perquisitionner, que sur les individus concernés.

À titre d'avocat, j'ai connu une situation similaire, récemment. Des policiers du SPVM avaient effectué l'arrestation sans mandat d'un individu à Longueuil. Aucun avis n'avait été donné aux autorités locales et les policiers ont utilisé des voitures banalisées pour effectuer leur opération. De plus, ils n'étaient pas en uniforme. Ils étaient seulement accompagnés d'un témoin civil qui devait identifier le suspect.



PHOTO POLICE DE LAVAL

Le sergent-détective Daniel Tessier.

L'opération s'est déroulée dans le stationnement d'un restaurant d'une chaîne populaire. Les policiers, arme au poing, ont effectué une arrestation que j'ai par la suite qualifiée de risquée. Je crois même avoir utilisé l'expression « cowboy ».

Si des policiers de Longueuil avaient aperçu des individus armés foncer vers un véhicule, ils auraient pu en déduire qu'il s'agissait d'un règlement de compte. Également, l'individu visé aurait pu se sentir menacé par des agresseurs non identifiés. Finalement, on n'avait pas pris de mesures spéciales prévoyant l'arrivée inopinée d'autres citoyens nullement concernés par cette opération.

Dans cette affaire, le juge a conclu que les policiers avaient agi avec prudence. Mon désaccord persiste!

Aucun des policiers interrogés n'a été en mesure d'affirmer si des procédures spécifiques étaient prévues pour ce type d'intervention, et ce, malgré une vérification qu'ils ont effectuée auprès de leur service.

J'avais requis le rejet des preuves ainsi obenues en invoquant, entre autres arguments, celui de la sécurité du public, des policiers et de mon client.

La police est un service public. Il résulte que des règles doivent s'appliquer. Je maintiens qu'une décision judiciaire à cet effet aurait lancé un sérieux avertissement aux autorités et ainsi servi de guide aux forces de l'ordre. Nous n'avons point fait appel pour des considérations autres.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

Fièvre printanière!

Déco Découverte
SUPERMAGASIN | accessoires bain et cuisine | literie



PRIME
Bloc avec couteaux **KitchenAid**, 11 pièces

296,96

PRIX DE COMPARAISON 566,96 $
Batteur sur socle Custom de KitchenAid
Comprend un ensemble de gadgets, 6 pièces

1 article à
offre **duo** **50 %** **DE RABAIS**
à l'achat de 1*
Serviettes Crew Class de Nautica



19,99
PRIX DE COMPARAISON 79,99 $
Poêle plaquée cuivre Premium de Berghoff, 26 cm
Modèles en inox et à revêtement antiadhésif



Chaises Hampton de Home Studio de style Parson
Achat de 4 ou plus :
99,99 ch.
ou 129,99 $ ch. à l'unité



offre **duo** 1 article **GRATUIT** à l'achat de 1*
Choix de vaisselle signée House&Home, Mantles, etc.!

offre **duo** 1 article à **50 % DE RABAIS** à l'achat de 1*
Gadgets de cuisine KitchenAid!

33 % À 50 % DE RABAIS
Choix d'édredons et de draps Wamsutta

offre **duo** 1 article à **50 % DE RABAIS** à l'achat de 1*
Parures de fenêtre

5 JOURS SEULEMENT!

Du jeudi 8 au lundi 12 mars 2007.

20 % de rabais à l'achat d'un seul article*

**Jusqu'au 12 mars 2007. Limite d'un bon par personne. Ce bon ne peut être combiné avec aucune autre offre et ne s'applique pas aux achats antérieurs ni aux petits électros de cuisine, de soins personnels et domestiques, aux articles des rayons concédés, aux cartes-cadeaux Hbc et aux achats en ligne d'articles inscrits à un registre de cadeaux.*

4 51040 81020 1

Déco Découverte
SUPERMAGASIN | accessoires bain et cuisine | literie

*** Un article de valeur égale ou inférieure offert à 50 % de rabais à l'achat de 1. Le choix de modèles varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura.**

3467606A